

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RADIO-TÉLÉVISION ET CINÉMA**

**LA PRÉSENTATION DE LA CULTURE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ACTUALITE
POLITIQUE DANS LES MEDIAS : « LES ARMENIENS OTTOMANS SOUS LA DERNIERE
PERIODE DE L'EMPIRE: LA RESPONSABILITE SCIENTIFIQUE ET LA DEMOCRATIE »**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Burcu SABUNCUOĞLU

Directrice de recherche: Doç. Dr. Hülya Uğur Tanrıöver

Memoire pour L'obtention de DEA

Communication et Études sur les Médias

JUIN 2007

TABLE DES MATIERS

LISTE DES TABLEAUX	III
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE - ESPACE PUBLIC ET DEMOCRATIE.....	4
Chapitre I- Démocratie: évolution d'un concept	4
Section I-Démocratie et opinion publique	5
Section II- Démocratie et médias.....	9
Chapitre II- Naissance d'un nouveau concept dans les démocraties bourgeoises: l'espace public d'Habermas	15
Section I- Historique de l'espace public bourgeois	17
Section II- Les éléments structuraux de l'espace public.....	18
Chapitre III- Le rôle de la presse dans la construction de l'espace public.....	19
Chapitre IV- L'espace public et économie politique.....	20
DEUXIEME PARTIE- LA PRESSE TURQUE DANS LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION.....	25
Chapitre I- Reformes politiques sous l'Empire Ottoman	25
Section I- Les Mouvements d'Occidentalisation en Empire Ottoman	27
Section II- Premiers pas vers la démocratisation.....	28
Chapitre II- Naissance de la presse sous l'Empire Ottoman.....	31
Chapitre III- La Vie Politique et Medias A La Période Républicaine	39
Section I- La période de parti unique.....	39
Section II- La période de multipartisme	42
Section III- La presse à la période républicaine	46

II

TROISIEME PARTIE- III. CONSTRUCTION DE L'AGENDA POLITIQUE DANS LES MEDIAS : LE CAS DE LA CONFERENCE SUR « LES ARMENIENS OTTOMANS APRES LE DECLIN DE L'EMPIRE»	63
Chapitre I- Les Approches d'Agenda-Setting et d'Agenda Building.....	63
Chapitre II- Le problème arménien dans l'espace public turc	67
Chapitre III- Le gouvernement d'AKP et son approche vis-à-vis du problème arménien	70
Chapitre IV- Différence d'interprétation des informations dans les journaux turcs	71
Chapitre V- Le langage de l'information et le discours.....	74
Chapitre VI- La une des journaux et les gros titres	75
Section I- Le propriétaire des journaux et leurs relations politiques	80
Section II- Structure démocratique pluraliste et être ouvert aux discours : Développer des débats dans l'espace public.....	81
Section III- Discours nationaliste / discours non-nationaliste.....	83
Section IV- Fait / Association d'idées	85
CONCLUSION	88
BIBLIOGRAPHIE	90
ANNEXE	94

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 Aperçu de la presse otoman.....	34
Tableau 2.2 Le groupe des entreprises Doğan	53
Tableau 2.3 Le groupe Sabah.....	54
Tableau 2.4 Le groupe Uzan	55
Tableau 2.5 Le groupe IhlasHolding.....	55
Tableau 2.6 Le groupe Erol Aksoy	56
Tableau 2.7 Le Camp Doğan.....	59
Tableau 2.8 Le Camp Anti-Doğan	60
Graphique 3.1 Pourcentage de unes des cinq journaux choisis du 21.09.2005 au 05.10.2005	77
Tableau 3.1 Le nombre d'information-d'article et de commentaire des lecteurs en fonction des journaux choisis	77
Graphique 3.2 le pourcentage d'information- de chronique et de commentaire des lecteurs en fonction des journaux choisis	78
Tableau 3.2 Le nombre d'information-de chronique et de commentaire des lecteurs en fonction des dates dans les journaux choisis	79
Graphique 3.3 Le nombre d'information, de chronique de presse et de commentaire de lecteur	80
Graphique 3.4 Le nombre total d'informations, de chronique et de commentaires de lecteur parus du 21.09.05 au 05.10.05	81

INTRODUCTION

Le pouvoir des medias sur les raisonnements de l'individu dans l'espace public qui jouent un rôle considérable, surtout avec leur fonction de l'informer est une réalité indéniable. Mais une autre réalité est le fait que la formule « l'information est égale à la vérité » n'est plus de mise et que cette première est désormais objet d'une « construction ». Un autre point qu'il ne faudrait pas oublier est que l'information n'est pas seulement l'organisation du langage de l'information en fonction des pouvoirs mais elle est également la construction et la production d'un accord social. Si bien que les médias empêchent la production de paradigmes rationnels dans les tenailles du pouvoir et de l'idéologie, ces derniers se donnent comme des moyens de pression dans la production de paradigmes scientifiques au sein de l'espace public et des plates-formes universitaires.

A partir de cette réflexion, notre question de départ serait de savoir comment l'actualité politique est présentée dans la presse, qui est un des éléments fondamentaux de la démocratie ?

Afin de mieux cerner le sujet, nous avons choisi de nous focaliser sur une conférence qui a eu lieu à l'Université Bilgi les 24-25 septembre 2005, connu également sous le nom de « Conférence Arménienne » et qui traite de la question des « Arméniens Ottomans sous la dernière Période de l'Empire : La Responsabilité Scientifique et la Démocratie ». Nous avons choisi cette conférence afin d'analyser sa présentation dans les médias et du fait qu'il y a eu des entraves juridiques.

Notre objectif est ainsi de réfléchir, tout au long de cette recherche, dans quelle mesure les journaux – qui sont censés être l'espace de d'échanges de discours libres et de la production de points de vue divers – arrivent à présenter d'une manière impartiale et objective les informations sur une conférence se déroulant dans un cadre scientifique mais dont l'objet est fortement lié à des prises de position idéologiques. Nous tenterons alors de savoir s'il est possible de trouver

une idée pluraliste dans les journaux appartenant aux différents groupes, indépendante de l'idéologie officielle et de la pression idéologique du groupe industriel auquel le journal appartient.

Notre recherche se basera sur analyse des articles parus dans cinq journaux appartenant à des groupes de capital différents, pendant quinze jours, du 21 septembre 2005 jusqu'au 5 octobre 2005. Afin de réaliser cette analyse nous prendrons comme base, non pas le paradigme libéral qui considère l'information comme pluraliste mais plutôt le paradigme critique qui souligne que l'information est une construction « idéologique et partielle ».

Dans la première partie de cette recherche nous essaierons de mettre en avant le lien entre la démocratie et l'espace public, défini par Habermas dans le cadre de l'Ecole critique. Nous avons décidé de commencer par l'espace public sachant que celui-ci joue un rôle important dans l'évolution démocratique, étant une arène où les individus produisent des idées et se politisent.

Dans la seconde partie, nous essaierons de réfléchir sur le rôle de la presse le processus de démocratisation de la République. Notre objectif est en effet de montrer les problèmes rencontrés dans la volonté de propager du haut en bas la culture de la démocratie que l'Empire Ottoman et la République Turque ont créé à la suite du déclin de l'Empire dans le cadre des mouvements d'occidentalisation.

Nous tenterons également de réfléchir pourquoi la culture de la démocratie n'arrive toujours pas à atteindre ces critères politiques occidentaux que l'Empire Ottoman puis la Turquie républicaine ont voulu adopter où nous parlons encore et même ironiquement du délit d'opinion qui ne doit pas exister dans un régime démocratique - qui n'arrive toujours pas à institutionnaliser cette culture tel qu'il faut à cause des interventions de l'Etat et de l'armée et des faiblesses dans la structure économique et sociale. Nous réfléchirons également sur la tradition politique sous la République et la presse qui se structure au sein de celle-ci.

Dans la dernière partie, nous nous focaliserons sur la Conférence concernant les « Arméniens Ottomans sous la dernière Période de l'Empire : La Responsabilité Scientifique et la Démocratie » qui a eu lieu 24-25 septembre 2005 à l'Université Bilgi. Afin de réaliser notre analyse nous avons choisi cinq journaux appartenant

tous à de groupes différents pour étudier les informations parue entre 21 septembre et 5 octobre 2005. Nous essaierons de mettre en exergue comment cette Conférence trouve place au sein des ces journaux dans le cadre de l'agenda-setting, de la démocratie turque et de la tradition de journalisme turque. Nous nous focaliserons sur deux points lors de notre analyse. En premier nous essaierons de savoir comment la Conférence a été traité dans les informations : il faut alors analyser les informations sur la Conférence du point de vue de la différence qui existe entre information et commentaire et du point de vue des unes et des gros titres. En deuxième lieu, nous réfléchirons sur la construction idéologique des articles de presse conformément au discours officiel dominant. Pour cela, nous tenterons de ressortir les discours nationalistes et progouvernementaux. Ce que nous essaierons de mettre en évidence, est en effet le discours monolithique des journaux en question. Ainsi, nous analyserons, dans le cadre de la présentation de cette Conférence, comment un même sujet dans un même journal puisse paraître sous diverses opinions.

PREMIERE PARTIE - ESPACE PUBLIC ET DEMOCRATIE

Chapitre I- Démocratie: évolution d'un concept

Etymologiquement, le mot « démocratie » vient du grec *demos* qui signifie le peuple et de *kratos* qui signifie l'autorité, le pouvoir. Ainsi la démocratie définit l'autorité, le pouvoir du peuple. Selon les Grecs, qui sont les premiers à pratiquer la démocratie dans l'Antiquité, il faut avant tout que les lois soient les mêmes pour tout le monde (*insonomia*), qu'il y ait une justice grâce à la participation des citoyens au fonctionnement de la cité (*isegoria*) et à l'autorité politique (*isocratia*).

En effet, si bien la démocratie de la Grèce Antique évoque le pluralisme, il est possible d'affirmer que la cité n'est pas vraiment le pluralisme et la participation sachant que les femmes et les étrangers appelés « métèques » ne jouissent pas du droit de vote. Il est également possible de remarquer qu'une telle affirmation est en question pour la démocratie occidentale actuelle. Car la démocratie occidentale est elle-même un système libéral qui repose sur une organisation de classe. Dans les démocraties occidentales, le libéralisme est composé de deux faces, l'un économique et l'autre politique. Le libéralisme économique repose sur la liberté de commerce et d'entreprise et le libéralisme politique sur divers facteurs dont le pluralisme.

Le pluralisme signifie le droit de production d'existence et de représentation, participation de diverses idées. Ceci est le fond du libéralisme politique dans les démocraties occidentales. Même si au départ aucune opinion ne possède une place privilégiée, certains facteurs, comme le fait de ne pas s'opposer à l'autorité ou le respect de la Constitution, constituent des entraves pour la liberté de pensée et qui permettent au régime de se protéger.

Section I-Démocratie et l'opinion publique

Depuis plus d'un demi-siècle, les sciences sociales font de nombreuses recherches sur l'opinion publique que ce soit par des méthodes quantitatives. Il est possible de donner plusieurs définitions des deux mots qui forment « l'opinion publique ». Une première définition renvoie à une notion juridique soulignée par le philosophe allemand Jürgen Habermas. Celle-ci signifie un accès à tout le monde, une utilisation commune. La signification de ce mot en anglais ou en français, « public », signifie dans le langage quotidien « un groupe social formé par certains critères comme la généralité ».

La chercheuse allemande Noelle-Neumann développe dans son ouvrage « L'opinion publique, la spirale de silence » que la notion de « public » possède trois définitions distinctes dans les sciences sociales. La première définition comme souligne également Habermas est juridique. Tel les notions de droit public ou de procès public, cette définition souligne la notion d'Etat et malgré son sens juridique elle porte également une signification politique. De la même manière la deuxième définition sert à exprimer que « les journalistes sont responsable face au public » souligne l'intérêt du public. Donc tel développé par le chercheur Elisabeth Noelle-Neumann le mot public définit ici les opinions dominantes.

La troisième définition de cette notion est cependant socio-psychologique. L'individu ayant peur d'être marginalisé, de ne pas être respecté etc. organise ses opinions personnelles selon les opinions du public. Ainsi la notion socio-psychologique du public s'intéresse à la faiblesse humaine de l'individu, à l'enveloppe délicat dans lequel existe l'individu.¹

Quant à « l'opinion » elle vient du latin *opinio* qui signifie une opinion ou un jugement incertain qui n'est pas argumenté. En science sociale, celle-ci définit le fait de refléter un certain point de vue ou une tendance.

Selon Habermas, le fait que la notion d'opinion prenne le sens que nous venons de souligner, c'est-à-dire la réflexion que porte le public, n'a pas suivi une évolution

¹ E.N. Neumann, *Kamuoyu Susukunluk Sarmalının Keşfi*, trad. Murat Özkök, Dost Kitabevi, 1998, p.85-87

linéaire. Il souligne même que l'accord général qui se forme d'après les simples opinions s'oppose à la rationalité que porte l'opinion publique.

Il existe cependant des facteurs sociaux et psychologiques qui jouent dans la formation des opinions privées qui structurent l'opinion publique. Le premier de ces facteurs est subjectif. Il s'agit de l'effet de l'inconscient irrationnel, des instincts et du monde interne de la personne. Le second est dû au contexte social. La famille, l'école, les organisations professionnelles, les syndicats etc. se donnent comme des appareils idéologiques de l'Etat² qui jouent dans la formation d'une conscience de classe et d'un sentiment d'appartenance. Ceux-ci ont un rôle décisif sur les valeurs morales des individus. Un troisième facteur se révèle être les contacts personnels et le rôle des leaders d'opinion³. Cette dernière notion est définie pour la première fois par Lazarsfeld, Berelson et Gaudet en 1944 lors d'une recherche réalisée aux Etats-Unis.⁴ Il est possible de les rencontrer dans diverses catégories professionnelles. Un des critères importants de ces individus est le fait qu'ils s'intéressent, aux phénomènes politiques, les comprennent facilement et participent à des discussions politiques. En ce sens, les leaders d'opinions jouent un rôle fondamental. Ces personnes propagent des idées qui permettent en effet la formation d'une conscience, d'une opinion, d'un comportement. D'ailleurs d'après les recherches dans les sociétés où les appareils idéologiques de l'Etat ne sont pas suffisamment formés, ces leaders se révèlent être très actifs. Autrement dit les leaders d'opinion se révèlent être un moyen efficace de communication dans la société et tel soulignés par les chercheurs travaillant sur la propagande soulignent que les messages de ces leaders sont considérés comme un jugement vrai.

A ce moment là, il convient également de réfléchir sur la notion de propagande, qui s'étale rapidement à la veille de la Seconde Guerre Mondiale permettant la

² Appareil Idéologiques d'Etat: Louis Althusser, né à Algérie le 16 octobre 1918, mort à 22 octobre 1990, est un philosophe français. Cezayir doğumlu Fransız filozof tarafından ortaya konmuş İdeolojik uygulamayı, aileyi, medyayı, dinsel organizasyonları ve en önemlisi, propagandası yapılan düşünceler açısından eğitim sistemini içeren kurumların bütünüdür

³ Leader d'opinion : Comme dans la théorie de Lazarsfeld et Katz, ils se caractérisent par leur forte consommation des médias et ce sont des personnes sur-informées par rapport à la moyenne. Ils étaient reconnus comme des personnes d'influence au sein de la communauté à laquelle ils appartenaient.

⁴ P.F.Lazarsfeld , B. Berelson et H.Gaudet cité par A. Bektaş, Kamuoyu, İletişim, Demokrasi, Bağlam Yay, 2000, İstanbul, p.110

propagation des idées dans les masses, mais qui est considéré de manière prudente dû aux expériences tragiques vécues en Allemagne et en Italie.

La propagande se définit donc comme « l'effort d'inculquer une pensée spécifique afin d'influencer les opinions, d'avoir un impact sur eux et de gagner des partisans ». ⁵ Cet effort est non seulement un important moyen de communication, mais également une technique efficace pour orienter l'opinion publique. Si bien que la propagande porte une signification péjorative dans le quotidien, elle est en fait un moyen d'expression. Or, comme nous avons souligné depuis le début du chapitre, sachant que la propagande est un moyen de former une conscience et qu'elle est une technique pour propager l'idéologie dominante et des pensées qui peuvent provoquer des résultats tragiques, elle peut être une entrave potentielle pour la démocratie et la liberté de pensée. Donc, si bien que la propagande soit un moyen d'expression, elle se révèle être le talon d'Achille de la démocratie, surtout en ce qui concerne le pluralisme, car dans les régimes démocratiques les opinions doivent pouvoir s'organiser en toute liberté sans subir aucune pression ou orientation.

La plupart des ouvrages qui traitent l'opinion publique font la différence entre l'opinion formée dans les régimes démocratiques et celle formée dans les régimes non-démocratiques. Ce qui est mis en évidence ici, c'est le fait que l'opinion publique se forme de manière plus libre dans les régimes démocratiques. Münci Kapani développe en ce sens le milieu idéal pour la formation de celle-ci : « une opinion publique libre peut se former dans un environnement où on peut propager librement les idées et les opinions. Ceci nécessite alors un ordre juridique qui assure non seulement la liberté de pensée et d'information (la presse, la manifestation, l'organisation, l'association, la syndicalisation etc.) mais aussi tous les droits et libertés fondamentaux. L'opinion publique ne peut se former et se développer que seulement dans une telle structure, dans un environnement où il serait possible de trouver des idées, des jugements divers, des opinions et des thèses opposées. ⁶

⁵ idem. p. 40

⁶ M. Kapani, Politika Bilimine Giriş, Bilgi Yayınevi, 1999, p:145-158

Or, même si cette définition explique le meilleur environnement pour la formation de l'opinion publique, l'autorité et la pression de l'idéologie dominante restent une entrave à la formation et le développement des opinions et des idées.

Un autre point important de la démocratie occidentale, tel souligné par Habermas dans la description de l'espace public, est le fait que toute la population puisse participer de manière égale au pouvoir, que chacun – peu importe leur statut – puisse exprimer ses pensées et ses idées grâce au « principe d'élection », et puisse jouir du droit de vote dans le domaine politique si mentalement, psychologiquement et moralement n'existe aucun empêchement. Mais il existe des contrariétés entre la définition des notions proposées comme les principes ou le fond de la démocratie occidentale citées ci-dessus et leur application. Server Tanilli, juriste turc, souligne concernant la démocratie occidentale que celle-ci « s'intéresse à la démocratie politique en dépit de la démocratie économique. Or, la démocratie politique ne peut exister sans cette dernière. Elle ne peut se passer d'elle ».⁷

Or, d'après les théories critiques, les applications actuelles, les droits sociaux et les libertés ne restent que formelles. L'opinion publique, les partis politiques et leurs leaders sont pratiquement orientés par les pouvoirs capitalistes, qui sont propriétaires de grands groupes industriels et qui détiennent également les moyens audiovisuels. Dans ce cadre-ci, l'opinion publique n'a le choix de décision que théoriquement. En effet, en pratique, si bien que la masse pense avoir décidé dans un cadre libre et pluraliste, elle ne fait que s'approprier les opinions imposées par une minorité. C'est justement ce que Habermas développe lorsqu'il écrit « l'opinion de ce qui n'est pas public » contrairement à « l'opinion publique » dans son article intitulé « La participation politique est-elle une valeur en soi? ».⁸

Une autre remarque développée par Tanilli est la personnalisation de l'autorité politique. Nous allons simplement rappeler cette notion qui est en effet une autre problématique - que nous considérons qu'elle joue un rôle important dans la formation de l'actualité politique dans les régimes démocratiques. Actuellement,

⁷ S. Tanilli, Devlet ve Demokrasi, Anayasa Hukukuna Giriş, Çağdaş yay. p.45

⁸ J. Habermas, Siyasal katılım Kendi Başına Bir Değer mi?, trad. Tanıl Bora Toplum ve Bilim 27, 1984, Birikim yay, , p. 52

les leaders des partis politiques sont devenus tellement importants que les citoyens restent passifs, et se dépolitisent, pensant qu'ils ne vont pouvoir se faire entendre et que leurs opinions ne peuvent avoir du poids face aux opinions des leaders. Selon cette remarque, les masses n'ont plus confiance à la démocratie, c'est-à-dire aux institutions, tels les partis politiques, le parlement, les associations civiles etc., qui permettent aux masses d'avoir la sensation qu'elle se dirige elle-même.⁹

Arsev Bektaş, chercheure en science de la communication, développe, à partir de l'article d'Habermas cité ci-dessus que « les partis politiques actuels ont perdu leur spécificité d'être des institutions qui reflètent la volonté du peuple. Ils sont devenus des institutions qui façonnent la volonté du peuple par des moyens de propagande moderne. »¹⁰ C'est en effet pour cette raison qu'il n'existe aucun point commun – en tout cas, pas autant qu'il est idéalisé - entre l'opinion publique et le parlement, qui est censé refléter la volonté du peuple. Il s'agit ici d'un point de réflexion sur la véracité de l'opinion, du comportement et des croyances du peuple.

Néanmoins, il serait possible de dire que cette situation est peut être due au fait de pouvoir deviner, par diverses motivations, l'opinion du peuple, avant que celle-ci se reflète dans les moyens de participation politique. Cette motivation peut être définie surtout par la relation théâtrale¹¹ établie dans le cadre de l'idéologie du gouvernement qui détient le pouvoir financier et la presse et les partis politiques.

Section II- Démocratie et médias

La démocratie nécessite fondamentalement un lieu de représentation. En ce sens, les médias se donnent comme un instrument adéquat. Roland Cayrol, qui travaille sur la politique et les médias, explique dans son ouvrage intitulé « Média et Démocratie: La Dérive » que ce soit en politique ou dans les médias, les erreurs ou les lacunes coordonnées sont en fait, tel que nous avons souligné auparavant, la

⁹ S. Tanilli, op.cit. p.45

¹⁰ A. Bektaş, . Kamuoyu, İletişim, Demokrasi, İstanbul : Bağlam yay., 2000, p.248

¹¹ Relation théâtrale: La notion que T. Meyer utilise pour montrer que les relations qui existent entre les hommes politiques et les patrons de médias sont du spectacle.

dérive des uns des autres. L'auteur met donc en évidence qu'il n'existe pas une seule raison pour expliquer la situation vicieuse de la représentation démocratique dans les médias ou le discours monolithique de la presse. Afin de « dévoiler les ressorts du diable » il est nécessaire d'oser de choisir un discours. Dans la perspective de ce dernier, il faut donc analyser l'organisation des médias et de ses structures de propriété, le contenu des produits médiatiques et les effets pervers sur la vie sociale et politique de ces contenus, dans le cadre des sciences politiques et de communication critique, afin de voir les faiblesses du système.

La structure de propriété des médias et leur relation entrelacée avec les milieux politiques jouent sur les contenus et sur la formation-déformation de l'opinion publique. Or, les médias donnent l'illusion de représenter les réalités et les opinions. Ces illusions ont rendu les médias de plus en plus théâtral dans lesquels tout se présente avec une approche de « tout comme » et non pas la réalité elle-même : tout comme les citoyens, les médias eux aussi, se dépolitisent peu à peu. Ils commencent à avoir une « pseudo » image et comme dans l'ouvrage « Le meilleur des mondes »¹² de Huxley¹³, cette pseudo-image peut être considérée comme le résultat de la réalité détournée.

D'ailleurs le scientifique américain Neil Postman, qui critique les relations entre les médias et la société aux Etats-Unis, déclare, dans le même cadre que Huxley, que « lorsqu'une société se divertit avec des idioties, la vie culturelle se redéfinit comme un divertissement continu, les discours publics importants ne deviennent que des babillages, bref lorsque la société elle-même se transforme en spectateur et son fonctionnement public en vaudeville, alors elle est face à un risque éminent et la mort de la culture est ouvertement fort probable ».¹⁴ En ce sens, nous que pouvons dire que Postman s'approche de l'interprétation de la culture d'Adorno, membre de l'Ecole de Francfort ou de la « théorie critique », dans son ouvrage « Minima Moralia : Réflexions sur la vie mutilée ». Adorno dans son aphorisme « Monotone » dit au sujet de la culture industrielle et de l'individu qui subit celle-ci : « Même sa conscience inquiète ne peut aider la culture industrielle. Ses sujets

¹²Le meilleur de mondes est un dystopia écrit en 1931 par A.L. Huxley

¹³ Aldous Leonard Huxley 26 juillet 1894 - 22 novembre 1963 est un écrivain britannique ayant émigré aux États-Unis.

¹⁴ N. Postman, 2004, Televizyon Öldüren Eglence, Ayrıntı yay, İstanbul, p.173

la reçoivent comme une gifle, tellement l'esprit qui le gère est impartial. Etant ses instruments et sachant tout ce qui se passe, ses sujets se comportent en hésitant et tentent de mettre une distance avec la crasse qu'ils ont provoqué et eux-mêmes ».¹⁵

En effet, selon les théoriciens contemporains de médias, tels que Postman, Meyer ou Cayrol, les individus qui subissent les médias « producteurs de culture de masse » commencent à vivre une illusion préétablie, concernant eux-mêmes ou la société dans laquelle ils se trouvent. Cette illusion est de sorte que l'individu pense qu'il est informé, qu'il peut choisir entre plusieurs possibilités, qu'il peut, à la suite de l'interactivité créée par Internet, orienter les choses avec sa propre volonté. Bref, l'individu moderne se sent actif et représenté dans cette agora interactive et pense qu'il est politisé la politisation étant, définie comme une des nécessités de la démocratie.

Plusieurs chercheurs qui travaillent sur les médias, comme Neil Postman, estiment que ces derniers sont nécessaires pour une vie démocratique. En ce sens, ils défendent que ceux-ci aient certaines responsabilités au nom de la démocratie. En effet, nous pourrions considérer les journaux et les chaînes de télévision comme un agora. Comme nous le savons tous, dans l'aire moderne les médias se trouvent au milieu des dirigeants et des dirigés. On estime qu'ils nous informent et préparent un environnement nécessaire pour que nous partagions nos opinions. De ce fait, le public¹⁶ peut contacter les acteurs politiques qui sont visibles dans les médias. Or, tel souligné par Postman, le peuple a perdu sa capacité de jugement politique à cause des divertissants qui ont rempli les médias et s'est mis à vivre une réalité illusoire en se laissant entraîner par la structure fantasmagorique du pseudo environnement.

La diffusion médiatique qui repose de nos jours sur « l'image » crée un certain problème : l'individu ne peut argumenter via les images. Afin de discuter sur un sujet politique l'individu a besoin de mots. C'est pour cette raison que les médias ont un rôle considérable dans ce changement de la démocratie. Ils jouent en effet

¹⁵ T. Adorno, 2002, *Minima Moralia*, Metis yayınları, p. 208

¹⁶ Ici nous préférons le mot "public" au lieu de "citoyen" car, la citoyenneté nécessite la représentation des opinions.

sur la formation de l'identité politique et les acteurs politiques ont également conscience de ce pouvoir. Or il existe certains problèmes à souligner. En premier lieu, les médias, au lieu de refléter les opinions des acteurs politiques, se mettent à diffuser, la vie privée de ses acteurs.

Un autre domaine que les médias orientent est les « débats ». Meyer met au centre de l'attention que les médias réalisent une pré-structuration. Avant une quelconque émission de débat les éditeurs et les acteurs politiques se réunissent pour décider des « point-forts » du sujet. Il faut dès lors se poser une question : comment peut-on accéder à la vérité si il existe une opinion ou un effort qui délimite le sujet de discussion ? De plus, si le débat se forme dans le cadre d'un scénario, cette émission n'est-elle pas une simple pièce de théâtre, un mimesis ? Lorsque nous prenons en considération ces points précédemment soulignés, nous remarquons, tel accentué par Cayrol, que l'effort des partis politiques de communiquer leurs opinions, leurs plans politiques aux électeurs, à l'opinion publique n'est un acte inutile dans ce système. Quant au public nous remarquons que la situation est encore pire. Les médias et les journalistes sont les seules sources d'information pour le public, mais la manipulation de ces sources ne font que le désinformer. Or, tel souligné par le théoricien O'Neil l'objectif *sine qua non* du journaliste est de « dire la vérité ».¹⁷ La réalité qui se transforme en une réalité d'occasion, qui laisse sa place au divertissement, engendre une lassitude du public envers la réalité, une baisse de son niveau de conscience et une transformation de l'environnement politique en un jeu d'ombre.

Cette situation provoque en effet un contrôle des aptitudes de jugement du public par les médias. Au cours du temps, les citoyens ne deviennent que des individus apolitiques et passifs sur l'arène politique. Or il ne faut pas oublier que la pièce de théâtre mise en scène est tellement convaincante que l'individu, malgré sa passivité, se sent actif et effectif dans le domaine de la politique. Tout d'abord, les informations sont formulées de telle sorte que, aux travers les mots choisis, les images créées, se sont les éditeurs, les propriétaires des groupes de médias et les entreprises de finance qui décident de ce que le public doit penser après avoir lu ou visionné ces informations

¹⁷J. O'Neil, (1992) *Journalisme in Market Place* New York: Routhledge, p:19

L'espace du discours public est largement délimité, la pression idéologique de l'Etat et la relation des médias avec cette idéologie dominante empêche le public de structurer des opinions idéalisées. Un autre indicateur de cette situation est les élections. Cayrol développe en ce sens que les médias jouent considérablement sur les élections grâce à leur pouvoir d'orienter l'opinion publique. Ils peuvent augmenter la popularité d'un candidat en utilisant le résultat des élections.

Les médias peuvent également contrôler notre aptitude de choisir et les experts de cercle appelés les « spins-doctors » jouent un rôle important dans ce processus de contrôle et de choix. Ces experts servent à désinformer le public. La désinformation est une tromperie, un mensonge. Ces experts, à travers l'information détournée tentent de détruire la popularité des autres candidats. Postman souligne en ce sens que, le public désinformé ne se trouve que dans une illusion, car l'information manipulée lui fait sentir qu'il est informé.

Par contre, si le public se rend compte au cours du temps qu'il a été désinformé, il subira alors, tel développé par Meyer, une « perte de sens »¹⁸, autrement dit, il ne portera pas attention aux événements qui se déroulent autour de lui et développera un comportement apolitique nihiliste. Le résultat constant de cette perte, est l'utilisation par les hommes politiques de cette condition à leur avantage.

Un autre résultat de ce comportement nihiliste du public vis-à-vis de la politique est pendant la période électorale, la mise au centre de l'attention que les images des candidats. Le public qui est sans cesse trompé, induit en erreur, et qui ne doit jamais porter un jugement sur les actes politiques, ne s'intéresse point sur ce que les candidats promettent de réaliser – puisqu'il sait que ça ne se réalisera jamais – mais s'intéresse plus sur la musique utilisée pendant la campagne ou les cadeaux distribués afin d'attirer des votes. Il convient alors d'affirmer qu'il est plus facile de convaincre le public dans l'aire du visuel que dans celui de la parole, car la formule est simple : au lieu de l'idéologie et des débats rationnels, un peu de publicité, de relations publiques, de lobbying, un peu de musique et beaucoup d'instruments visuels. Cette situation peut être lue donc comme l'expression de

¹⁸ T. Meyer, Meyer, Thomas avec Hinchman, Lew. Medya Demokrasisi [Medya Siyaseti Nasıl Sömürgeleştirir], trad. Ahmet Fethi, İstanbul: Türkiye İş Bankası Kültür Yay., 2002, p.108

Cayrol sur « la consommation du fond par la forme »¹⁹. Autrement dit, les médias ont détruits la forme qui existait avant ce nouveau système et les stratégies de marketing, et l'a rendue remplie de divertissement et sans alternative avant de la présenter au public.

Par ailleurs, nous pourrions remarquer qu'il existe des relations entre les journalistes et les hommes politiques qui ressemblent à celles qui existent entre les acteurs politiques et les hommes politiques. Il faut expliquer tout d'abord qu'une telle relation contraint l'impartialité du journaliste. C'est pour cette raison que, tel souligné par Cayrol, la volonté de parler « off the record » abrite également des sens peu innocents. Puisqu'il s'agit d'une information que l'on ne souhaite pas partager avec le public, pourquoi la partager avec le journaliste qui est censé informer le public ? En effet, nous pourrions même dire que le journaliste est le complice du délit. S'il se conforme à ce partage, il commence à s'établir une relation de « carotte-baton » entre l'homme politique et le journaliste, que le premier peut l'utiliser à sa guise afin d'obtenir un avantage en contrepartie de cette information.

Peter Dahlgren souligne en ce sens que « face aux transformations sociales et aux développements des médias, l'importance politique des lieux de débats traditionnels et localisés ne cesse de diminuer, la notion d'espace public devient non seulement centrale mais acquiert une valeur normative. »²⁰ Actuellement parler de la démocratie signifie évoquer le bon ou le mauvais fonctionnement de l'espace public puisque celui-ci se donne comme un critère fondamental, un degré de démocratie atteint dans une société. Des lors, il convient de nous focaliser sur la notion d'espace public.

¹⁹ R. Cayrol, (2004), Média et Démocratie: La dérive, Paris: Presses de Science Po, p.50

²⁰ P. Dahlgren, L'Espace Public et Média Une nouvelle ère, trad. ar M. Abélè, D. Dayan et E. Maigret, London, Routhledge, 1991

Chapitre II- NAISSANCE D'UN NOUVEAU CONCEPT DANS LES DEMOCRATIES BOURGEOISES: L'ESPACE PUBLIC D'HABERMAS

L'espace public est traité par Jürgen Habermas dans son ouvrage paru en 1962, qui est également sa thèse de doctorat dirigé par Theodore Adorno au sein de l'Ecole de Francfort.^{21*} Dans son ouvrage, Habermas s'est intéressé à l'analyse du « processus au cours duquel le public constitué par les individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'Etat ».²²

Avant de définir l'espace public selon Habermas nous devons indiquer que l'auteur traite la question en considérant la typologie de « l'espace bourgeois »²³ s'appuyant sur les cadres conceptuels de la science politique, du droit, de la sociologie, de l'économie des médias. Bien qu'il développe le sujet dans un large cadre nous tenterons d'éclaircir l'espace public en nous rattachant aux propositions de science politique, de sociologie et de l'économie.

Habermas donne d'abord une description générale, qui définit l'espace public comme « une sphère intermédiaire qui s'est constituée historiquement, au moment des Lumières, entre la société civile et l'Etat. C'est le lieu accessible à tous les citoyens, où un public s'assemble pour formuler une opinion publique. »²⁴ Selon Verstraeten, il existe trois éléments fondamentaux dans le concept d'Habermas :

²¹ E. George, Du concept d'espace public à celui de relations publiques généralisées, Université du Québec Montréal, 1999, <http://composite.org/99.1/george4.htm>

* Jürgen Habermas a été l'assistant de Theodore W. Adorno entre 1956 et 1959. Il a enseigné la philosophie à Heidelberg, jusqu'en 1964 puis la philosophie et la sociologie à Francfort de 1964 en 1971. Il a ensuite dirigé de 1971 à 1983 l'Institut de recherche sociale Max Planck à Munich et depuis 1983, il enseigne à l'Université J. W. Goethe à Francfort.

²² J. Habermas, L'Espace Public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, éd. Payot, Paris, 1978

²³ J. Habermas, idem. p.9

²⁴ ibid.

1. « La sphère publique exige un forum qui est accessible à autant de personnes que possible dans lequel une grande variété d'expériences sociales peut être exprimée et échangée ».

2. Dans la sphère publique, les arguments divers et les points de vues sont confrontés à une discussion raisonnable. Cela signifie que le choix politique « raisonnable » n'est possible que seulement si la sphère publique offre la possibilité de choisir parmi les alternatives. En même temps, les médias devraient offrir une gamme la plus large possible de cadres d'interprétation, pour que le citoyen soit aussi conscient de ce qu'il n'a pas choisi.

3. L'objectif premier de l'espace public est de contrôler les politiques du gouvernement de manière critique et systématique.²⁵

Habermas définit dans son ouvrage un espace public et une société idéals. Or, tel indiqué par John Keane dans son article intitulé « La transformation structurale de l'espace public », c'est au 17^{ième} et 18^{ième} siècle que l'on commence à évoquer un espace public idéal. Il s'agit en effet « d'un espace de vie dans lequel les citoyens développent leurs propres identités sous la pression du pouvoir politique ». Il s'agit du thème central des politiques des classes moyennes républicaines.²⁶ Alors lorsque nous devons réfléchir sur l'espace public nous devons d'emblée évoquer la politique. Eric Dacheux définit ce dernier dans son article intitulé « Pour une nouvelle appréhension théorique de l'espace public » comme « le lieu de légitimation du politique, le fondement d'une communauté politique, la scène d'apparition politique ».²⁷ Or, cette définition n'est guère suffisante de nos jours, puisqu'il faut également prendre en considération ses dimensions économiques, sociales et culturelles. C'est en effet pour cette raison que nous tenterons de réfléchir d'abord sur l'espace public bourgeois de manière générale pour nous focaliser par la suite sur les dimensions économiques, sociologiques et culturelles afin d'atteindre une définition plus complète.

²⁵ H. Verstraeten, *Medya ve Kamusal Alanın Yapısal Dönüşümü*, trad. Süleyman İrvan, in. *Medya, Kültür, Siyaset*, Alp Yayınevi, 2002, p.340

²⁶ J. Keane, *Kamusal Alanın Yapısal Dönüşümleri*, trad. Süleyman İrvan, in. *Medya, Kültür, Siyaset*, Alp Yayınevi, 2002, p.295–299

²⁷ E. Dacheux, *Pour une nouvelle appréhension théorique de l'espace public*, in. *L'Europe qui se construit* (dir. E. Dacheux), Presses Universitaires de St Etienne, 2003: 230–245. 03 Octobre 2003), http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/view_sic_espa_fr.html

Section I- Historique de l'espace public bourgeois

Pour définir l'histoire de l'espace bourgeois, Habermas évoque un forum établi entre l'espace privée (qui concerne l'économie et la famille) et l'espace de l'autorité publique (qui concerne l'Etat et la justice) à la fin du 17^{ième} siècle. Dans ce forum les citoyens se mettent ensemble pour discuter des problèmes de l'Etat.²⁸ Ceci nous permet d'affirmer que l'espace public a un fondement économique. Le développement des forums, augmente le fait de pouvoir atteindre l'information. La circulation des biens est en effet suivie par la circulation de l'information. Le commerce qui est le moteur du marché, a augmenté la nécessité d'atteindre régulièrement des informations venant de pays lointains. Cette nécessité de circulation des anciennes lettres commerciales est devenue dès le 14^{ième} siècle un système professionnel de correspondance. (...) En fait, la circulation de l'information était indispensable parce que la circulation des biens et des documents précieuse. Il faut également remarquer que l'établissement des bourses coïncident exactement avec la transformation de l'établissement de la poste et de la presse permettant une correspondance continue.²⁹ C'est pour cela que, tel souligné par Dacheux, l'espace public doit être évalué comme un espace de médiation. Cependant, nous avons déjà souligné que parler de l'espace public renvoie obligatoirement au système étatique, économique et à la société civile. Dacheux indique nettement que « l'espace public favorise l'interaction entre les trois sphères en évitant la fusion de ces sphères ».³⁰ A l'instar d'Habermas, Eric George et Dacheux nous rappellent que l'autorité de l'Etat se dissout dans l'autorité de l'économie par la médiation de la presse. Mais avant de nous pencher sur l'espace public, le pouvoir politique et indiquer les relations entre la presse et le public, il convient d'identifier les éléments structuraux de l'espace public.

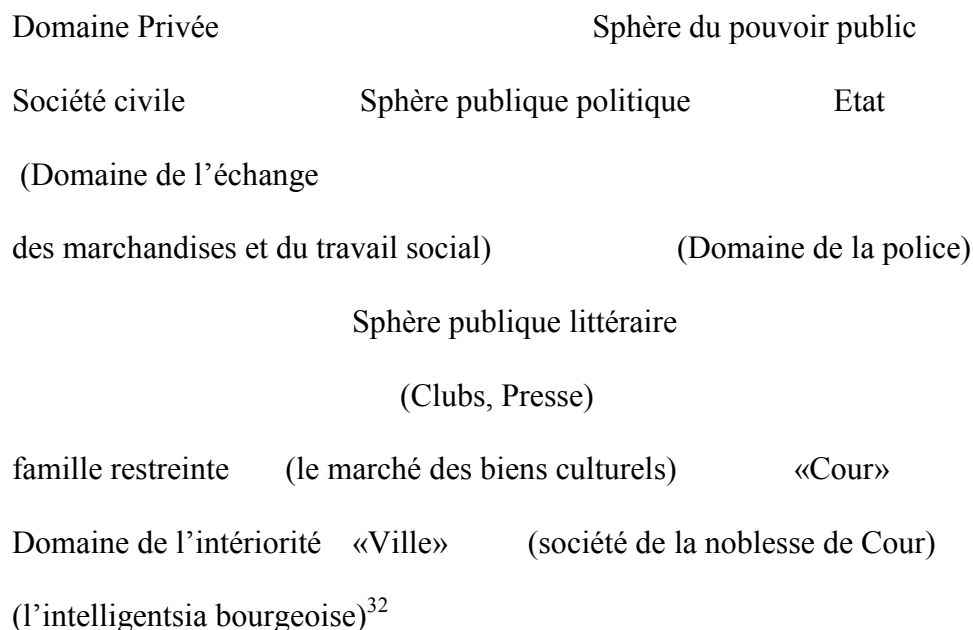
²⁸ H. Verstraeten, op. cit. p. 339

²⁹ ibid

³⁰ E. Dacheux, op. Cit.

Section II- Les éléments structuraux de l'espace public

Habermas explique par le schéma ci-dessous les contours de l'espace public établi par la société bourgeoise du 18^{ième} siècle :³¹



Nous tenterons alors, à partir de ce schéma, d'expliquer les relations et les différences entre les différents espaces qui y sont présents. Selon Habermas l'espace privé commence au sein de la famille nucléaire qui établit l'espace public dans son espace de l'intimité. L'auteur indique alors que l'espace privé s'est formé des individus privés, de la famille et des membres de la famille. Ces derniers dépendent des règlements de l'état. Puis au cours du temps, les individus et les membres de la famille voient leurs rôles changer dans la société - particulièrement le père de la famille qui va de l'espace intime de la famille vers l'espace politique et qui devient ainsi une personne politique.³³ Ceci nous permet donc d'affirmer que cet établissement reflète le début d'une relation qui se crée entre le public privé et l'état.

Il convient alors, à partir de ce même schéma de faire ressortir les liens qui séparent l'espace public et privé. Selon Habermas « l'espace public est limité par

³¹ J. Habermas, op. cit. p.97

³² J. Habermas, L'Espace Public, avec une préface inédite de l'auteur, trad. M. B. de Launay, Payot, 1993, p:41

³³ J. Habermas, op. cit. p. 93-133

le pouvoir public ». ³⁴ Dans une signification plus restreinte, la société bourgeoise considère l'espace public comme l'espace de la circulation des biens et du travail social.

Chapitre III- Le rôle de la presse dans la construction de l'espace public

D'après Habermas, la presse, qui permet à une partie du public appelé le « public littéraire » qui commence à se politiser dans les « coffee-houses », commence à perdre son caractère politique au 18^{ème} et 19^{ème} siècle devenant un objet de plus en plus commercial. Car selon l'auteur, l'espace créé par les moyens de communication n'est public qu'en apparence et l'unité de cet espace privé n'est qu'une illusion. Or, d'un point de vue historique, la presse d'opinion et les journalistes parus avant la Révolution française ont tenté de développer de nouvelles idées mais également ont essayé d'apporter de nouveaux points de vue concernant l'état social du pays, les problèmes de l'Etat et du peuple afin d'établir les éléments nécessaires pour une vie plus démocratique. L'évolution de l'industrie et de la science a permis une amélioration des techniques de la presse et d'atteindre ainsi un plus large public. Ceci a en effet permis à la presse de devenir un domaine commercial à part entier.

La période de 1879-1900 en France, où sont apparues les nouvelles pensées, est marquée comme l'âge d'or de la presse que ce soit au niveau commercial ou intellectuel. La suppression par Napoléon III de la censure et des autorisations nécessaires pour publier un journal, a engendré l'éclosion de nombreux journaux qui, sans faire de la politique, donnaient des informations sensationnelles, des faits divers, des potins et des informations sur le sport, dont la plupart ont eu beaucoup de succès. ³⁵

Mise à part ceci, la démocratisation de la presse a également touché la presse d'opinion. Le public français a ainsi eu l'occasion de suivre toutes les évolutions politiques à travers la presse et a réussi, tel expliqué par Habermas, à partager, à développer leurs opinions. Ceci est un pas important dans l'instauration de la

³⁴ idem. p 97

³⁵ N. İnuğur, Basın Yayın Tarihi, 3^{ème} édition, İstanbul, Der yay., 1993, p.114-134

culture de démocratie et d'un partage public idéal. Un bon exemple de ce processus est marqué par l'affaire Dreyfus. D'origine juive, le capitaine Dreyfus de l'armée française est condamné à la prison perpétuelle et exilé en Guyane en décembre 1894, sous prétexte qu'il travaillait comme agent secret pour les Allemands. Cette nouvelle a paru dans les premières pages des journaux comme un événement sensationnel, et à la suite de l'article d'Emile Zola intitulé « J'accuse » paru dans le journal « l'Aurore » le public s'est bipolarisé étant pour et contre Dreyfus. Mais il faut souligner que les articles d'Emile Zola ont obligé le tribunal de reconsidérer cette affaire. A la fin du procès le capitaine est acquitté et retourne à l'armée et gagne même une promotion.³⁶

Chapitre IV- L'espace public et économie politique

Après avoir mis en évidence le rôle de la presse dans la construction de l'espace public, il faut sans doute réfléchir sur les éléments obstacles qui empêchent celle-ci de fonctionner. En ce sens, il ne serait possible de nier que l'économie politique joue un rôle important dans les medias. En effet, soulignons brièvement qu'aujourd'hui l'économie, la structure politique de la société et le fonctionnement des médias est très différent de ce qu'ils étaient au 18^{ième} et 19^{ième} siècle.

Peter Golding et Graham Murdock soulignent dans leur article intitulé « Culture, Communication, and Political Economy » que « des politiciens aux académiciens chacun est d'accord pour admettre que les systèmes de communication publique sont les morceaux d'une industrie de culture ».³⁷ Nous pourrions donc facilement remarquer que ces organisations malgré certaines similitudes se différencient d'autres organisations. Elles ressemblent aux autres organisations parce qu'elles font de la production. Or les produits de la communication jouent un rôle important dans l'organisation des discours et des images qui permettent de donner un sens au monde. Telle est la différence.

³⁶ idem. p.120

³⁷ P. Golding, G. Murdock, Kültür, İletişim ve Ekonomi Politik, trad. D. Beybin Kajanlıoğlu, in. Medya, Kültür, Siyaset, Alp Yayınevi, 2002, p. 59

Les remarques de l'économie politique critique, qui traite le système capitaliste pour donner un sens à l'espace public qui se façonne dans le cadre du monde capitaliste ainsi que la classe dirigeante, les leaders qui en sort, et aux relations de production, de transformation qui se produisent dans cet espace public, nous permettront d'avance dans notre analyse sur l'espace public actuel et sur les médias qui se façonnent en fonction de cet espace.

L'économie politique critique est une approche efficace pour traiter la structure de l'espace public actuel. La culture qui s'industrialise, qui devient effective dans le consensus, les économies politiques libérales qui croient que les relations d'échange sur le marché donnent un apport et un rassasiement au public, nous permettent d'affirmer que la main invisible d'Adam Smith joue non seulement sur le marché mais aussi sur le gouvernement, la politique, les medias, mais surtout sur le façonnement de l'opinion publique, qui elle-même est construite par les médias ? En effet, lorsqu'il s'agit de réfléchir sur les conséquences de la production et la consommation de sens politiques, économiques et médiatiques, l'économie politique critique, contrairement aux autres approches, « va toujours plus loin de l'action établie, afin de démontrer comment certains micro sens se façonnent en fonction des dynamiques économiques générales et d'autres structures plus larges auxquelles ces dernières s'appuient ».³⁸

Les pouvoirs créés par les structures économiques et politiques décident de ce que le public pourrait voir et réfléchir et ainsi tiennent en main les moyens de façonner la société. Les propriétaires des groupes médiatiques, sont obligés de se servir de ce mécanisme politique et économique afin de créer de nouveaux « produits » - c'est-à-dire, des spectateurs, des lecteurs – et de les façonner. Tel développé par Chomsky, « tout citoyen est un consommateur et tout ce qu'il va consommer est décidé par des illusions nécessaires ».³⁹ Cette décision prend évidemment en compte les pouvoirs politiques. Donc l'efficacité communicationnelle, c'est-à-dire la production de consensus, de sens et de culture est produite selon les dynamiques économiques et politiques.

Lorsque nous nous penchons davantage sur la question, nous remarquons que les croyances, les opinions et les comportements de l'espace public sont façonnés,

³⁸ P. Golding,, G. Murdock, op. cit. p. 67

³⁹ N. Chomsky, Medya Gerçeği, trad. Abdullah Yılmaz, Osman Akinhay, Everest, p.23

voire manipulés, volontairement par les pouvoirs politiques, économiques et médiatiques et que le moyen de ce façonnement est la production a priori des consensus. L'appareil le plus explicite qui produit ces accords ce sont les groupes médiatiques qui ont énormément élargi leur portée avec leurs magazines, leurs chaînes de télévision, leurs radios, qui s'appellent actuellement des conglomérats. Ces derniers transforment les produits culturels mais également leurs consommateurs en de simples marchandises dans le processus de circulation du capital – production, distribution, consommation – et ceci provoque des fusions horizontales (par exemple l'achat d'une entreprise qui fonctionne dans un autre secteur médiatique par un journal) et des concentrations diagonales⁴⁰ afin de produire de surplus. L'homogénéisation qui devient de plus en plus importante et la propriété qui se concentre dans les mains d'un petit groupe se révèlent être une des raisons de la disparition du principe de pluralité qui est au cœur de la démocratie.⁴¹

Nous avons souligné que l'opinion publique se trouve perméable non seulement aux influences de la structure économique et politique mais également des idéologies. Tel expliqué dans les sous-parties précédentes, l'espace public pour Habermas - qui s'effondre depuis le début du 21^{ème} siècle d'après l'auteur - est une arène sur lequel le public peut s'exprimer librement malgré l'idéologie et la pression gouvernementale. Or, les pensées exprimées sous la pression de l'idéologie dominante ne peuvent aller plus loin que d'être les versions des discours de l'autorité, car les institutions, qui sont les appareils idéologiques de reproduction de l'Etat, sont organisés de manière à reproduire le système.

Comme nous venons d'expliquer dans cette arène de l'espace public les gens peuvent exprimer librement leurs pensées, leurs choix politiques ou sociales, partager leurs expériences sociales, ce qui est important dans la formation de l'opinion publique qui se donne comme un des facteurs importants de la démocratie. Mais ici, il est justement question de la notion de « communication manipulée » définie par Habermas.

⁴⁰ Concentration diagonale : Le fait que les différentes industries culturelles (journal, télévision, radio, magazine, distribution etc.) se concentrent dans les mains de peu d'entreprises permettant de maximiser les profits.

⁴¹ B. Çakmur, *Kültürel Üretim Ekonomisi Politiki Kültürün Metalaşmasında Genel Eğilimler*, *Kültür ve İletişim Dergisi*, 1998

Lorsque nous réfléchissons sur les réactions du public qui se trouve face à une conscience présentée comme correcte, nous remarquons qu'il existe trois comportements possibles. Un premier comportement, appelé la conscience acceptante qui tente à rationaliser tous les phénomènes en raison de sa fidélité au producteur de la conscience erronée – l'autorité. Le second, la conscience septique, qui essaie d'atteindre la réalité épurée de tout sentiment, croyance et intérêt, en portant une réflexion sur tout ce qui se passe. Et en dernier, la conscience conformiste, qui a conscience de ce qui est erroné, mais qui continue d'appliquer l'erreur pour ses propres intérêts, que Sloterdijk définit comme « la fausse conscience illuminée ». ⁴²

Il faut considérer à ce point là, la remarque de Peter Sloterdijk citée par Eagleton. La personne qui a une conscience erronée illuminée sait ironiquement, qu'elle vit dans l'influence de l'idéologie dominante. Mais selon Sloterdijk, il serait difficile de dire pour cette personne qu'elle « se trouve mystifiée au sens traditionnel du terme ». ⁴³

Essayons alors de réfléchir sur ce que signifie la fausse conscience et ses influences non pas pour les personnes prises séparément mais pour les masses cette fois-ci. La conscience erronée, tel souligné auparavant, comporte les expériences rationalisées, légitimées, généralisées et même naturalisées par l'idéologie dominante. Il s'agit en effet de ces expériences, la reproduction des expériences de masse qui semblent être nouvelles mais qui ne font que se répéter et qui sont contrôlables, mesurables, épurées d'objections originales et adéquates avec les désirs de l'idéologie dominante. Les personnes ne sont en effet pas conscientes qu'elles se comportent dans les cadres préétablis par les accords dominants, qu'elles reproduisent des comportements et développent des croyances dans cette arène ou se produisent les expériences politiques, économiques, esthétiques et religieuses.

Cette inconscience est en rapport non pas avec une conscience mystifiée et la volonté de cacher une information mais bien plutôt avec le fait de ne pas connaître cette information. La personne ou les masses ne possèdent pas le libre choix de réaliser de telle ou telle manière des expériences qui signifient l'accumulation de

⁴² P. Sloterdijk, *Critique of Cynical Reason*, Londra 1988, cité par T. Eagleton, p.53

⁴³ T. Eagleton, *op.cit.* p.53

leur comportement. En fait, ils n'ont pas la possibilité de choisir librement à cause d'un manque d'information. Finalement, nous ne pourrions pas parler d'une personne ou d'une foule qui se comporte d'une manière consciente. Car, la personne qui connaît, se comporte dans des cadres préétablis et qui est influencée par la formation idéologique, ne peut se rendre compte des clôtures dominantes de ces cadres. Ceci nécessite en effet de porter un regard hors du cadre, puisque « regarder une idéologie de dehors permettrait de voir ses limites, or à l'intérieur ses limites disparaissent dans l'infini ; l'idéologie se replie sur elle-même comme l'espace cosmique ». ⁴⁴

Après avoir défini l'espace public et la démocratie, il convient, dans le cadre de notre sujet, de réfléchir sur cette question au niveau de la presse turque.

⁴⁴ T. Eagleton, op.cit. p.93

PARTIE II. LA PRESSE TURQUE DANS LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION

I- Reformes politiques sous l'Empire Ottoman

Réfléchir sur le système politique turc nécessite de faire quelques historiques. Sous l'Empire Ottoman, il existe une structure étatique fondée sur le principe de la propriété des terres revenant au Sultan, arrivé au pouvoir par l'héritage, qui détient toute l'autorité. L'Etat signifiait le Sultan, mais il existait aussi d'une part une armée, qui s'approprie le rôle de pression et de contrôle de l'Etat, afin de protéger l'autorité du Sultan et de consolider l'idéologie dominante, et d'autre part une classe importante d'"oulemas", savant érigés en autorité islamique qui reflète le côté moral. L'économie se reposait sur la terre et celle-ci était travaillée par le système de pansage. Mais la politique de terre de l'Empire ne différait pas de sa politique militaire. Tout propriétaire de pansage était obligé de procurer des soldats pour l'armée ottomane en contrepartie de recettes qu'il obtenait en travaillant la terre. Les changements dans cet ordre propriété des terres appelé classique ont commencé à se montrer à partir du 16^{ème} siècle. La première raison de ce changement était la dissolution de la structure économique.

Le budget de l'Empire se déstabilise avec la découverte de l'Amérique, l'inflation qui vient de l'Europe à cause de l'augmentation en quantité de l'or et d'argent, la baisse des recettes due à une désintéressement pour les routes de commerce et la perte de vitesse des conquêtes. A la même période les sociétés ont commencé à se défaire de l'autorité politique absolue et des pouvoirs conservateurs au 14^{ème} et 15^{ème} siècle lorsque la technologie commence à progresser en Europe, la féodalité à s'ébranler et la pression de l'Eglise s'atténue. L'urbanisation s'accroît, ainsi afin de procurer de la main-d'œuvre pas chère, les villageois mi-libres de l'Europe ont gagné leur liberté juridique.

Alors que l'Empire Ottoman a du mal à suivre ces évolutions du 16^{ème} siècle et ces changements dans la structure économique. Les féodaux et les membres de la chambre de notables s'approprient la terre, qui d'habitude appartenait au Sultan, ce qui fait que l'achat des produits des villageois a fondamentalement changé. Alors

que les propriétaires de pansage achetaient les produits surplus indirectement, les nouveaux propriétaires des terres achètent les produits directement et ne paie plus la part de l'Etat. Les villageois qui ne peuvent plus supporter les pressions des féodaux ne travaillent plus les terres, ce qui fait que la production agricole, la source de revenu primordiale de l'Ottoman, baisse considérablement. L'Empire essaie de résoudre ce problème avec les féodaux en paix et signe le pacte « Sened-i İttifak » (La charte de l'Union) avec les membres de la chambre de notables de l'Anatolie et de Roumélie en 1808.

La féodalité commence à se défaire en Europe à partir de 16^{ème} siècle et les villageois commencent à acquérir des droits juridiques et à avancer dans la voie de devenir des citoyens. Mais en Ottoman, le pacte signé au 19^{ème} siècle renforce la féodalité, ce qui fait qu'il rappelle le « Magna Carta » signé en 1251. İsmail Cem, politologue explique la période qui mène à la signature de ce pacte et la croissance du pouvoir des membres de chambre de notables comme un signe de recul. Selon l'auteur, les féodaux se sont mis à se comporter comme des révolutionnaires à cause de l'ébranlement du pouvoir de l'Etat par les rebelles, alors celui-ci s'est tourné davantage vers la féodalité qui est un système inégal et injuste. Alors que pendant la même période l'Europe tentait de s'éloigner de la féodalité.⁴⁵

Tout de même, selon Sina Akşin, si le pacte avait la possibilité de trouver le moyen d'être appliqué, il aurait pu devenir la première Constitution de l'Empire, voire avoir la spécificité de devenir un document qui reflète les premiers pas dans la volonté de devenir un Etat juridique. D'après l'auteur, le pacte en question est un document démocratique puisqu'il porte un article qui ouvre une discussion sur les taxes entre les membres de la chambre de notables et les hommes politiques. Nous pouvons alors affirmer que le fait de décider les taxes en demandant conseil est un acte parlementaire. L'importance du document repose également, en ce qui concerne les droits de l'homme et la volonté de devenir un Etat de Droit, sur le fait qu'il y soit indiqué le principe de ne pas condamner les membres de la chambre de notables et les hommes politiques tant que leurs erreurs ne sont pas nettement prouvées.

⁴⁵ İ.Cem, Türkiye'de Geri Kalmışlığın Tarihi, Can Yay, İstanbul, p.211

Or, le Sultan Mahmut II, après avoir empêché les rebellions et fait exécuter Mahmut VI pour consolider son autorité, a totalement supprimé l'application du pacte. Cependant, l'Empire a de plus en plus besoin d'Europe pour étouffer les rebellions.⁴⁶ Ce qui va avoir d'importantes conséquences. L'ébranlement de l'autorité va provoquer un changement dans la structure du régime, car l'Empire n'a d'autres moyens que de s'occidentaliser. A partir de ce moment là, le régime optera pour une occidentalisation, qui est donc considérée comme seul moyen de survie et tentera d'empêcher son déclin dans la voie de devenir un pays européen.

Section I- Les Mouvements d'Occidentalisation en Empire Ottoman

L'Empire Ottoman, avec ses armées dispersées, des terres perdues et des rebellions, rentre au 19^{ème} siècle comme un empire atomisé et faible, auquel l'Occident peut procurer des matières premières et peut vendre les produits de son industrie développée. L'Occident était en effet pour l'adoption du capitalisme par l'Empire car ceci lui permettait de l'exploiter davantage. Il allait procéder alors dans cette perspective de faire signer à l'Empire certains ordres et conventions. L'adhésion de l'Empire au système, sa démocratisation, sa modernisation portait en effet l'objectif d'exploiter les richesses de l'Empire, en supprimant à titre d'exemple les taxes douanières, en donnant aux étrangers les droits de propriété, de commerce et de nationalité.

Ceux qui défendaient l'occidentalisation étaient surtout les membres de la chambre de nobles, les féodaux, les bureaucrates civils ou militaires, et les minorités qui détenaient le commerce et la finance. L'occidentalisation allait leur permettre en fait d'assurer de s'enrichir grâce à l'adoption des règles juridiques en ce qui concerne la propriété privée. La coïncidence des volontés de l'Occident et de celles de l'Etat Ottoman va mener l'Empire à procéder à certaines corrections en commençant par le pacte de commerce jusqu' à l'annonce du Second Gouvernement Constitutionnel en 1908.

⁴⁶ S. Akşin, Ana Çizgileriyle Türkiye'nin Yakın Tarihi, İmaj yay. Ankara 1998, p19

Comme nous venons de mettre en évidence ci-dessus, les mouvements constitutionnalistes en Empire Ottoman n'ont pas émané le peuple. C'est pour cette raison que l'Empire, qui n'a pas une classe bourgeoise et qui possède un peuple peu éduqué et en retard dans la vie culturelle, aurait beaucoup de mal dans la voie de démocratisation.

Section II- Premiers pas vers la démocratisation

L'ordre de « tanzimat »⁴⁷ ou « Gülhane Hatt-ı Hümayunu » en ancien turc (L'edit de la chambre rose), est d'après Şerif Mardin «une étape importante dans l'histoire de notre pensée politique».⁴⁸ L'ordre qui est rédigé par l'effort de Mustafa Reşit Pacha en 1839 est né «en prenant, en grande partie, appui des institutions et des idées politiques, juridiques, sociales, économiques de l'Europe».⁴⁹

Mustafa Reşit Pacha pensait que l'intervention des pays européens dans les affaires internes de l'Empire pourrait avoir de graves conséquences. C'est pour cette raison, lors d'une réunion à Londres avec Palmerston, le ministre britannique des affaires étrangères, qui a eu lieu trois mois avant la publication de l'ordre de « tanzimat », en août 1839, il déclare que l'Empire ne peut être sauvé que par « une gestion interne qui repose sur des principes invariables ».⁵⁰

L'ordre avait l'objectif d'être un avancé dans l'occidentalisation. Il a été annoncé afin d'être soutenu par les pays occidentaux. En ce sens, il protégeait également les droits des minorités non-musulmanes résidentes de l'Empire. L'ordre se révélait être un pas important dans la démocratisation puisqu'il apportait une égalité entre les peuples musulmans et non-musulmans. Un autre point important était également le fait qu'il garantissait la protection de la vie et de la propriété aux hommes politiques et à tout le peuple qu'il soit musulman ou non.

⁴⁷ Le mot qui définit « réorganisation » en ottoman, signifie la période de réformes entre 1839 et 1876, qui furent lancés pour tenter de combattre le déclin de l'Empire. Ces réformes signifient plutôt les bonnes pratiques européennes que doit adopter l'Empire.

⁴⁸ Ş.Mardin, Tanzimat Fermanı'nın Manası, in. Türkiye'de Toplum ve Siyaset Makaleler 1, İletişim Yay, İst, (dir.M.Türküne , T. Önder), p:285

⁴⁹ idem.p.288

⁵⁰ idem. p:289

L'annonce de cet ordre a engendré en effet des réactions et constitué de pas dans la voie de démocratisation. Le pas le plus important dans la voie de démocratisation était sans doute le mouvement des « Jeunes Ottomans » lancé par un groupe de bureaucrates, d'écrivains et d'officiers dans les années 1860. Ce mouvement a provoqué en effet le courant de constitutionnalisme au sein de l'Empire.

Cependant, une critique importante en ce qui concerne la juridiction de l'ordre était le fait qu'il limite les pouvoirs du Sultan sans pour autant créer un organe de législation.⁵¹ Ceci signifiait en fait qu'il n'existait toujours pas une représentation politique. Autrement dit, l'Empire devait encore beaucoup travailler pour passer d'une députation dictée à une députation représentée, qui repose sur le pouvoir du peuple.

Ainsi, en fonction de ces demandes l'Empire Ottoman annonce *Islahat Fermanı* (l'Edit d'« *Islahat* »⁵²) le 28 février 1856. Cet ordre confirme également *tanzimat Fermanı* (l'Edit de « *Tanzimat* »⁵³) mais il comporte aussi de nombreux changements afin d'apporter plus d'égalité entre les peuples musulmans et non-musulmans. Donc même si cet ordre se montre comme une étape de la période de *Tanzimat* il se diffère tout de même en ce qui concerne sa structure, sa préparation et son effet. En premier, l'objectif de *Tanzimat* était d'organiser les institutions de l'Empire et il a été annoncé par les hommes politiques. Or, l'Edit d'*Islahat* a été élaboré suite à la pression des Etats occidentaux qui ont ainsi obtenu l'occasion d'intervenir dans les décisions concernant les conditions de vie de la population chrétienne.

*Kanun-i Esasi*⁵⁴, connu également comme la Constitution de 1876, est une autre réforme dans l'histoire de la démocratisation de l'Empire. Celle-ci ne limitait pas les pouvoirs du Sultan qui avait toujours le pouvoir exécutif. Mais tout de même, *Kanun-i Esasi* a ouvert la voie à un parlement constitué d'élus, appelé en turc « *Meclis-i Mebusan* ». Cependant, selon Mümtaz Soysal, La Première

⁵¹ E. Kongar 21. *Yüzyılda Türkiye, 2000'li Yıllarda Türkiye'nin Toplumsal Yapısı*, Remzi Kitabevi, 19^{ème} édition, İstanbul, p:66-67

⁵² *Islahat* : réforme.

⁵³ *Tanzimat*: réorganisation en empire ottoman

⁵⁴ *Kanun-i Esasi*: Constitution

Constitution n'est pas vraiment un système parlementaire, instaurant un gouvernement responsable envers le parlement. Elle est plutôt une démarche par un groupe de cadres supérieurs pour sauver l'Etat qui est au point de s'effondrer. Mais après tout, il ne serait possible de nier que c'est la Première Constitution, constituant la base de la Seconde Constitution.

Proclamé le 23 juillet 1908, celle-ci est, d'après Tarık Zafer Tunaya, juriste turc, « un laboratoire politique ». ⁵⁵ Car selon l'auteur « La Seconde Constitution est une étape qui donne la structure générale ouvrant les portes d'aujourd'hui. L'Empire Ottoman a vécu des moments critiques durant cette période, pendant laquelle il est également dissout. Mais la naissance de la nouvelle Turquie remonte elle aussi à cette période. » ⁵⁶

Même si la Seconde Constitution avait comme idéal un régime multipartiste, elle n'a pas pu aller plus loin qu'un régime oligarchique. Mais tout de même, grâce aux courants de pensées qu'elle a propagés, elle a donné une idée sur ce que devait être le nouveau régime de la Turquie.

Il ne serait pas faux d'affirmer que l'importance de la Seconde Constitution pour l'histoire politique turque est le fait qu'elle comportait les noyaux des courants et des discussions politiques que l'on retrouve même aujourd'hui. Un second point est le fait qu'elle n'appliquait pas la censure à la presse et qu'elle soulignait la liberté individuelle et les immunités. A partir de cette période, elle a en partie dispersé les comportements oppressants sur la participation politique et a ouvert la voie, même si que théoriquement, à l'assimilation d'une conscience de nationalité.

Cependant, le fait que la culture démocratique ne soit pas suffisamment connue par le peuple et que les intellectuels qui sont censés porter cette culture ne soient encore que prématurés, a retardé longtemps les droits de nationalité de passer d'une dimension théorique – juridique à une dimension pratique. Or, il faut rappeler que dans ce retardement, la politique du parti « İttihat et Terakki » ⁵⁷ qui n'a cessé de faire la pression sur l'opposition alors qu'il semblait être pour la

⁵⁵ T. Z. Tunaya, *Hürriyet'in İlanı, İkinci Meşrutiyetin Siyasi Hayatına Bakışlar*, Yenigün Haber Ajansı, 1998, p.9

⁵⁶ idem. p.43–81

⁵⁷ İttihat ve Terakki Cemiyeti (Comité Union et Progrès (CUP)), C'était une organisation secrète qui est créée le 21 mai 1889 contre le régime de Abdülhamit II.

liberté, a également joué un rôle décisif. Ce parti connu également sur le nom des Jeunes-Turcs est un parti politique nationaliste révolutionnaire et réformateur en Empire ottoman.

En conclusion, l'idée d'une Constitution multipartite et parlementaire ne reste que comme un document inappliqué. Tel souligné par Tunaya « le régime multipartite et toutes les libertés individuelles ont largement été touchés. İttihat et Terakki a utilisé toutes les institutions démocratiques comme un voile pour cacher ses propres moyens de domination. Ainsi toute la vie politique et tout l'ordre juridique sont restés entre les mains d'un parti politique et de la pression de quelques personnes qui dirigent le parti. Au lieu d'un système de liberté, ils sont arrivés à une oligarchie absolue, pire que la tyrannie d'Abdülhamit. Ceux qui ont promis de ne pas créer le régime précédent, ont opté pour un système encore pire, un système de tyrannie caché par des illusions démocratiques ».⁵⁸

Chapitre II- Naissance de la presse sous l'Empire Ottoman

Le passage à la Constitution – c'est-à-dire, passage à un régime plus démocratique grâce à un parlement dirigé par le Sultan – n'a pas été facile. Un des éléments préparant ce passage était sans doute les évolutions dans la presse. Les journaux dans lesquels apparaissaient les courants de pensées lancées par les Jeunes Ottomans, ont ouvert la voie à la production d'idées pour un meilleur régime et au passage d'une opposition réalisée par la rébellion à une opposition réalisée par l'esprit et la réflexion. Cette évolution reposait évidemment sur l'idée de « liberté » émanée par la Révolution Française qui a eu lieu en 1789 et d'autres idées comme l'égalité, la fraternité qui s'opposent à la féodalité et la monarchie absolue et tel que nous avons précédemment souligné, les journaux d'opinion qui ont obtenu un large lectorat en Europe. Les pays européens - surtout la France – avaient vite compris la valeur démocratique de la presse, grâce aux événements comme l'affaire Dreyfus. Ainsi, la presse consolide sa place au sein de la vie publique, dans la mesure où elle a cette capacité de jouer sur l'actualité politique. De la même manière, la presse Ottomane serait non seulement un soutien

⁵⁸ idem. p.98

fondamental dans la démocratisation, mais également un critique pointu. En ce sens, les journalistes comme Şinasi, Namık Kemal et Ali Suavi et leurs journaux, qui suivaient les évolutions qui ont lieu dans les pays européens, allaient préparer l'Empire à une étape importante de la démocratisation, autrement dit la Constitution. Mais cette démarche, que ce soit au niveau de la démocratisation ou les conditions de travail et de vie des journalistes, ne peut aboutir, au sein de l'Empire qui garde toujours la tradition de Sultanat. Tel le premier journal Takvim-i Vekayi, publié sous le règne de Mahmut II, la presse en générale, tout comme la démocratie, qui n'est donc pas né par la volonté du peuple, ne servira pendant longtemps qu'à communiquer les actions du gouvernement au peuple. D'ailleurs, dès qu'elle essaiera de se comporter autrement, elle se trouvera face aux interdictions et pressions du Sultan et de son gouvernement.

Il faut souligner que la raison la plus importante dans la publication de journaux turcs reposait non seulement dans la volonté de communiquer les actions du gouvernement mais surtout, tel que nous avons déjà souligné, de persuader le peuple à réfléchir dans le même sens que le gouvernement. En ce sens, l'historien de presse Nuri İnuğur donne l'exemple de Takvim-i Vakayi, premier journal turc publié par le gouvernement, qui témoigne bien de cette démarche :

« Il existait auparavant des historiographes appelé "Vakanüvis". Ceux-ci écrivaient donc les événements les plus importants de leur époque. Mais ces écrits ne pouvaient être publiés que vingt ou trente ans plus tard. Ainsi le peuple n'était jamais tenu au courant de la réalité de l'époque et argumentait donc les événements de manière erronée.

C'est pour cette raison, pour communiquer les événements internes et externes au peuple, que le journal Tavkim-i Vakayi a été publié ».⁵⁹

Tel que nous pouvons voir dans le tableau récapitulatif ci-dessous et les interdictions auxquelles ils étaient confrontés, l'obtention dans ce cadre-ci, d'une identité libre des journalistes et de la presse n'était pas si facile.

Les journaux publiés en turc de la période en question étaient : Takvim-i Vekayi (1831), qui est également le journal officiel de l'Etat, Ceride-i Havadis (1840),

⁵⁹ N. İnuğur, M., op. cit. p.175

Tercüman-ı Ahval (1860), Tasvir-i Efkâr (1862), Muhbir (1866), Basiret (1869) et İbret (1870).⁶⁰

Takvim-i Vekayi était lancé par l'initiative de Mahmut II et est devenu comme le journal officiel de l'Etat à partir de 1860. Il a tout de même été fermé de 1892 jusqu'en 1908, c'est-à-dire jusqu'à la Seconde Constitution, sous prétexte de discours erroné. En ce sens, le journal n'a jamais eu la liberté d'exprimer aucune opinion sur le Sultan ou sur les moyens d'établir un meilleur régime. Mais il ne faut pas oublier que la période d'absolutisme a également joué un rôle important. Les autres journaux de l'époque, figurant dans le tableau ci-dessous, ont également joué dans la formation de la presse d'opinion et de la notion de « liberté ».

⁶⁰ H. Topuz, II. Mahmut'tan Holdinglere Türk Basın Tarihi, Remzi Kitabevi, 2003, p. 15-29

Tableau 2.1 Aperçu de la presse ottoman

TITRE DU JOURNAL	ANNEE DE FONDATION	LA QUALITE	L'IMPORTANCE
TAKVIM-I VEKAYI	1831	Premier journal officiel	Premier journal turc
CERIDE-I HAVADIS	1840	Journal semi-officiel	Publié en turc
TERCÜMAN-I AHVAL	1860	Premier journal privé	1- Le fondateur Ağah Efendi est membre du mouvement « Jeune turc » 2- Le journal a publié des articles critiquant le gouvernement
TASVIR-I EFKAR	1862	Journal d'opinion	1- Articles critiques de Şinasi
MUHBIR	1866	Journal d'opinion agitatif	1- Le fondateur Ali Suavi est un des trois membres d'axe du mouvement « Jeune Ottoman » avec Şinasi et Namık Kemal
BASIRET	1869	Journal d'opposition	1- Premier journal qui obtient une aide matérielle et monétaire d'un pays étranger, de l'Allemagne.
İBRET	1870	Journal d'opinion quotidien	1- Joué un rôle important dans la formation de l'idée d'une Constitution

Un autre journal sur lequel nous souhaitons nous attarder est celui qui est fondé en 1870, intitulé « İbret » et dont Namık Kemal est le Rédacteur en chef. Que ce soit au niveau de la presse ou du développement d'une idée de la Constitution, le journal İbret a une place à part. Une première raison est le fait que Namık Kemal accorde beaucoup d'importance au métier de journalisme. D'après Kemal, qui affirme à chaque occasion qu'il est tout d'abord un journaliste, les journaux ont un rôle fondamental dans l'évolution et le changement des sociétés ainsi que dans la formation d'une opinion publique. En raison de cela ils doivent informer le peuple des évolutions politiques et sociales.⁶¹

⁶¹ N. İnuğur, op.cit. p.228-242

Nuri İnuğur, explique dans son ouvrage intitulé « Histoire de la presse et de l'édition » l'objectif du journal İbret et les sujets que critiquait le journaliste Namık Kemal : « L'objectif du journal était d'analyser les problèmes politiques et sociaux, et de constituer l'opinion publique avec un langage politique et social. Etant donné que le peuple ne connaissait pas encore la notion de liberté, il fallait réveiller le peuple, propager les notions de liberté et de Constitution et l'avertir du mauvais fonctionnement du régime ». ⁶² Dans cette perspective, le peuple commençait à comprendre ce que signifiaient la liberté, l'égalité et la patrie, mais à cause des conditions de l'époque et de la censure de la presse (le règlement de la presse en 1864, le décret de 1867) ni le journal İbret, ni les autres n'ont pu continuer en toute liberté. Les journalistes d'opposition, qui affirmaient leurs opinions pour un meilleur régime, qui critiquaient le gouvernement et le Sultan ont été exilés et les journaux ont vécu une période assez difficile surtout sous le règne d'Abdülhamit qui a duré trente ans, appelée la période de dictature, dominée par la censure et les fermetures.

C'est la Seconde Constitution qui a été annoncée dans les journaux le 24 juillet 1908 en quatre lignes qui a beaucoup exalté la presse. Les journalistes se sont alors réunis dans le jardin de la gare de Sirkeci afin de lancer les bases de « l'Association de la Presse » et de décider de ne pas laisser rentrer les fonctionnaires de censure dans leurs journaux. Ainsi, le 25 juillet 1908, les journaux ont été publiés pour la première fois sans aucune censure. C'est pour cette raison qu'après la création de la République la date du 24 juillet est considéré comme « la fête de la presse ». ⁶³

Cette atmosphère de liberté a provoqué une augmentation massive du nombre de journaux publiés à Istanbul qui est passé de 4 à 200 et le tirage de 2000 à 50 000. ⁶⁴ Mais très peu de ceux-ci ont réussi à survivre. Le projet de loi sur la presse adopté le 28 avril 1908, après les événements de 31 mars ⁶⁵, la presse se trouve encore sous la pression de la censure, des limitations etc. ⁶⁶ Avec ce projet, adapté du Code de la Presse français, qui devient définitif le 18 juillet 1908 et qui reste

⁶² idem. p.230

⁶³ H.Topuz, op.cit. p.82-85

⁶⁴ Server İskit cité par H. Topuz, op.cit. p.85

⁶⁵ 31 mars 1909 : L'émeute des conservateurs qui a eu lieu après l'annonce de la Seconde Constitution.

⁶⁶ Pour plus d'information détaillée voir N. İnuğur. op.cit

en vigueur jusqu'en 1931, c'est-à-dire pendant vingt deux années « la liberté de la presse est limitée et le régime de la presse est orienté vers un régime de pression ». ⁶⁷

Le Code de la Presse, limitait la presse, qui est pourtant l'élément fondamental de la démocratie dans le mesure où elle informe le public de l'actualité politique, par des clauses telles que l'« obligation d'un diplôme d'université ou de lycée pour les rédacteurs en chef », « verser un cautionnement de 500 livres turques à Istanbul et de 200 en Province pour avoir le privilège d'un journal politique, interdiction d'écrire dans les journaux pour les militaires (la loi temporaire du 3 mars 1912) » qui sont en effet contre la liberté de pensée, le principe de pluralité et d'égalité de la démocratie. Comme nous pourrions comprendre de ces clauses – voir les détails dans l'annexe de notre recherche - malgré tous les efforts de renouvellement et les changements de lois, la réaction de la tradition politique et des institutions à ces efforts et ces changements n'ont pas engendré des résultats souhaités. L'attente de résultats similaires à ceux produits par le processus historique et social naturel de l'Occident, au sein d'un Empire de six cent décennies qui a une formation très différente de celle par une simple adoption de nouveautés n'a abouti qu'à une déception.

Les libertés et les droits qui n'ont pas réussi à devenir permanents montrent bien le paysage politique du pays. Ce chaos signifie alors la dissolution inévitable de l'Empire qui avait déjà considérablement affaibli. Alors que l'Empire Ottoman se trouve dans une crise d'existence, le monde se contraint de faire face à deux situations importantes : la Première Guerre Mondiale qui a eu lieu en 1914 et la crise économique mondiale qui éclate en 1929.

Lorsque nous nous focalisons de près à cette période de l'Empire, nous remarquons que les changements réalisés dans la voie d'occidentalisation étaient tous des évolutions qui maximisaient les intérêts dans cette région du capitalisme international. L'optimum des privilèges et des intérêts obtenus par ce dernier était donc l'occupation de l'Empire plus qu'affaibli afin d'obtenir le plus de territoires possible.

⁶⁷ Topuz, Hıfzı. op.cit, p.85

Le résultat le plus important de cette occupation était sans doute la guerre d'indépendance de la Turquie engendrée par la volonté de défendre la seule terre qui reste – l'Anatolie – contre les occupants. A la fin de cette guerre d'indépendance, non seulement les occupants sont expulsés, mais en plus, les institutions et les cadres politiques de l'Empire sont supprimés et remplacés pour une nouvelle structure étatique.

Dans cette nouvelle structure une politique adéquate au modèle de l'Etat-nation sera adoptée et la volonté fondatrice fera sentir longtemps son effet sur toutes les institutions de l'Etat. La spécificité de cette volonté fondatrice est qu'elle est le gouvernement d'un parti politique unique pendant vingt trois années, c'est-à-dire de 1923 jusqu'au 1946. Cependant, avant de passer à une analyse de la période de parti unique et les tentatives de la démocratisation en Turquie, il convient de nous pencher sur le panorama des médias, dans le cadre de leur capacité de former l'opinion publique, pendant la Lutte Nationale.

La presse, pendant la Guerre d'Indépendance, semble refléter les idées produites pour sauver le pays. Nous pourrions ainsi regrouper les journaux publiés à Istanbul de la manière suivante :

- Ceux qui sont pour la Lutte Nationale : les journaux *Ileri*, *Yeni Gün*, *Akşam* et *Vakit*.
- Ceux qui sont contre la Lutte Nationale : les journaux *Peyam-i Sabah*, *Alemdar* et *Istanbul en turc*.
- Ceux qui sont sympathisants de la résistance en Anatolie : les journaux *Tasvir-i Efkâr*, *Istiklal*, *Ikdam* et *Tercüman-ı Hakikat*.
- Les journaux « *Sebillürresat* » qui a une tendance islamiste et « *Aydınlık* » qui a une tendance communiste.

Les journaux les plus importants publiés pendant le même période à Ankara, qui sont pour la Lutte Nationale sont « *Hakimiyet-i Milliye* » et « *Yeni Gün* ». Le premier, qui est fondé sous l'initiative de Mustafa Kemal, semblait plutôt être la presse officielle de l'Etat et cherchait également à former un accord général dans l'opinion publique. Le second « *Yeni Gün* »⁶⁸, qui est fondé par Yunus Nadi et

⁶⁸ *Yeni Gün* laisse sa place le 7 mai 1924 au journal publié sous le nom de « *Cumhuriyet* »

emménagé à Ankara pendant la Lutte Nationale, semblait être lui aussi un journal semi-officiel, partisan de la lutte.

La presse provinciale était de manière générale pour la Lutte Nationale. Il était également possible de remarquer, en tant que reflet de la conjoncture politique de l'époque, des journaux à tendance bolchevique. Nous pourrions regrouper la presse provinciale de comme ci-dessous:

- Ceux qui sont pour la Lutte Nationale : les journaux Irade-i Milliye (Sivas), Izmir'e Doğru (Balıkesir), Açık Söz (Kastamonu), Yeni Adana (Adana), Ahali (Samsun), Millet Yolu (Bursa).
- Les journaux à tendance bolchevique : Albayrak (Erzurum), Seyyare-i Yeni Dünya (Eskişehir), Yeni Dünya (Ankara), Yoldaş (Bursa).

Chapitre III- La Vie Politique et Medias A La Période Républicaine

Section I- La période de parti unique

La période qui va de la création de la République en 1923 jusqu'en 1930 est marquée par les réformes et la reconstruction dans les domaines social et économique réalisées par les élites-étatistes.

Après l'ouverture du Parlement, même s'il semble exister des groupes ou tendances différents, il est possible de remarquer deux groupes fondamentaux. Un premier, formé par les élites-étatistes, c'est-à-dire le groupe appelé « Müdafaa-i Hukuk »⁶⁹ de l'Anatolie et de Roumélie, qui est sous la direction de Mustafa Kemal. A l'opposé, le second groupe, formé par les libéraux traditionalistes, sont pour l'ancien ordre social et politique et pour le Sultanat et le Califat. Plus tard, il sera créé en 1920 le Parti Communiste Turc, en raison des relations avec la Russie Soviétique.

La Seconde Assemblée Nationale Turque⁷⁰, façonnée par l'autorité des leaders et de leur groupe qui ont sauvé le pays des troupes militaires étrangères, est ouverte le 11 août 1923 étant une assemblée qui a considérablement étouffé l'opposition. Malgré ces évolutions, en 1924, le Premier Ministre Ismet İnönü, propose à l'Assemblée d'approuver la loi de « Takrir-i Sukun » (La loi pour établir le calme et la paix) pour prendre des précautions contre les tendances islamistes et souhaite annoncer son souhait d'un état de siège. Mais sa proposition est rejetée, qui ce oblige İnönü à démissionner. Il est remplacé par Fethi Okyar, une personnalité plus modérée. Cependant, lorsque la révolte de « Şeyh Sait » fait jour, la loi de « Takrir-i Sükûn » qui donne un large pouvoir au gouvernement et qui instaure les « Tribunaux d'Indépendance »⁷¹, est approuvée le 4 mars 1925. Ainsi İnönü redevient le Premier Ministre.

Cette loi donnait un pouvoir presque illimité au gouvernement. Lui permettant, entre autres, de limiter la liberté de la presse, de fermer les journaux ou

⁶⁹ Le nom donné à l'ensemble des organisations en 1919 fondées contre les occupations.

⁷⁰ La première réunion de la Grande Assemblée Nationale était le 23 avril 1920.

⁷¹ Le tribunal d'Indépendance : Le tribunal spécifique mis en place après la création de la République Turque afin de juger ceux qui ont agité contre les révolutions.

d'envoyer pour une quelconque raison les journalistes devant les Tribunaux d'Indépendance. La première application de cette loi envers la presse, qui n'est point démocratique mais qui résulte des conditions historiques, est de fermer les journaux et d'envoyer leurs responsables en prison, avec la décision du Conseil des Ministres.

Le journaliste Zekeriya Sertel explique cette atmosphère de répression dans laquelle se trouve le peuple en ces termes : « Il existait un mécontentement important au sein du peuple. Il était las du système de parti unique. L'avenir du pays était entre dans les mains d'un seul parti et ceci engendrait un régime despotique. Le citoyen n'arrivait ni à exprimer sa pensée ni à utiliser son droit de vote librement ». ⁷² Cette atmosphère anti-démocratique régnait sur la presse par des interdictions et des limitations. Le journaliste Hüseyin Cahit Yalçın explique cette situation lors de son procès devant le Tribunal d'Indépendance comme suit : « Après la période d'inquisition, dans un monde civilisé et libre et surtout dans une République et une démocratie qui reposent sur la souveraineté du peuple, personne ne peut être jugé à cause de ses idées et sa profession. Il n'y a pas de sanction aux idées et aux professions. (...) Considérer la liberté de la presse comme une contrainte, sanctionner les journaux en disant qu'ils sont maléfiques pour le pays est contre la justice. Si ce pays souhaite être dirigé par la souveraineté du peuple, il est alors nécessaire d'instaurer la liberté de presse. Une liberté sans limite même. Car tout le monde est d'accord sur le fait qu'il n'y a pas de démocratie sans la liberté de presse ». ⁷³

Même s'il s'agit d'une période difficile, les débats signalaient qu'il était temps de passer d'un système de parti unique à un système multipartiste. A la suite de l'ouverture du second Parlement, les membres de l'opposition, dont la plupart sont les amis de Mustafa Kemal, ont quitté l'armée pour faire de la politique. Ils ont ainsi créé « Terakki-Perver » (Parti Républicain Progressiste) le 17 novembre 1924, qui a une tendance plus libérale traditionaliste. Le parti, qui a également annoncé qu'il respecte les croyances des autres, n'a pas duré longtemps. Il a été accusé d'avoir soutenu la révolte de « Şeyh Sait » que nous avons précédemment citée, et d'avoir une tendance contre-révolutionnaire. Ainsi, le parti est fermé le 3

⁷² H.Topuz. op.cit. p.155

⁷³ H.Topuz. op. cit. p.150

juin 1925 et les membres qui ont soutenu la révolte sont jugés par les Tribunaux d'Indépendance. Un an après la fermeture du parti, les leaders de ce dernier sont accusés d'avoir joué un rôle dans l'attentat d'Izmir, réalisé contre Atatürk. Ils ont alors été jugés par les tribunaux d'indépendance et été interdits de faire de la politique jusqu'à la mort de ce dernier.⁷⁴

Une autre tentative d'ouverture démocratique de la République est le Serbest Fıkra (Parti Libre). Ce parti s'est formé contre le parti unique au en pouvoir par le soutien des élites, mais il n'a eu que 99 jours d'existence. La création de ce parti a lieu pendant la période de crise économique mondiale. Le parti, qui est formé par des membres en qui Mustafa Kemal a beaucoup de confiance, devait avoir l'objectif de libérer le gouvernement de son inertie et de provoquer une certaine relance économique en portant au parlement les critiques du peuple sur l'économie.⁷⁵

La création du Serbest Fıkra (Parti Libre) était pour cette raison accueillie avec enthousiasme parce qu'il se donnait comme une alternative. D'ailleurs, tel souligné par Cem Ermençe, historien turc, c'est pourquoi le parti a obtenu – même si que c'est partiellement – un succès pendant le voyage des responsables du parti en Anatolie en 1930. Mais selon l'auteur encore, cette mobilisation créée par le Parti Libre avait gêné le Parti Populaire de la République. Alors, les illégalités qui ont eu lieu pendant les élections, la pression et la propagande du Parti Populaire de la République et les accusations sans fondement contre le Parti Libre (contre la révolution, pour la loi canonique musulmane etc.)⁷⁶ sont portées au Parlement par Fethi Bey, ainsi Mustafa Kemal a décidé de soutenir le Parti Populaire de la République pendant les élections présidentielles prochaines. De plus, celui-ci a ordonné également à Fethi Bey la fermeture du Parti Libre. Alors, selon Ermençe, « ils avaient raté une occasion historique pour supprimer le dilemme de centre- périphérie ». ⁷⁷ Ainsi, tel que nous avons souligné depuis le début, les principes de pluralité de la démocratie et de soutien du peuple allaient être mis de côté jusqu'en 1946, autrement dit, jusqu'à la période de multipartisme.

⁷⁴E. Kongar, op.cit p. 136-140

⁷⁵ C.Ermençe, 99 Günlük Muhalefet: Serbest Cumhuriyet Fırkası ,İletişim Yay, İstanbul, 2006, p.192

⁷⁶ idem .p.161–191

⁷⁷ idem. p..200

Section II- La période de multipartisme

Le passage de la Turquie au multipartisme est dû aux évolutions internes et externes. İsmet İnönü, qui est élu Président à la mort d'Atatürk le 10 novembre 1938, a renforcé les contrôles sociaux, politiques et juridiques non seulement pour pouvoir préserver l'ordre établi par Atatürk mais également pour éviter la participation du pays à la Seconde Guerre Mondiale. Or, la République de la Turquie qui a opté pour l'occidentalisation n'avait pas d'autre choix que de passer au multipartisme. Une des raisons importantes de ce changement est, selon Emre Kongar, le sociologue turc, la réaction du peuple contre le régime de parti unique, mais également l'apparition d'une classe bourgeoise grâce à l'économie de guerre et des procédures étatistes poursuivis.⁷⁸ Celle-ci élève sa voix contre le pouvoir politique des cadres civils-militaires.

Server Tanilli développe en ce sens que la bourgeoisie commerciale et de finance, qui est contre le pouvoir qui interdit les partenariats avec les capitaux étrangers, et les nobles et les propriétaires de terre, qui y sont opposés par la peur de perdre leur autorité dans le domaine agricole à cause des projets de réforme agricole, souhaitent désormais jouer un rôle au pouvoir, soutenus par les pays européens et les Etats-Unis, qui ont peur de la politique de l'Europe de l'Est de Staline.

Les leaders turcs vont alors réaliser les changements politiques et économiques nécessaires ou souhaités par les Etats-Unis et l'Europe afin d'obtenir les aides militaires et politiques des Etats-Unis et ceux du Plan Marshall mis en oeuvre en référence à la doctrine Truman qui est annoncé en 1947 pour donner une importante aide économique aux pays européens. Un de ces changements est donc fait contre le régime de parti unique qui effrayait l'Europe et les Etats-Unis au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, durant lequel les régimes totalitaires (nazisme et fascisme) sont tous abolis. Ainsi, avec les évolutions internes et externes le pays passe au multipartisme et est créé le 7 janvier 1946 le Parti Démocrate.

⁷⁸ E. Kongar, op.cit. p. 145

Le Parti Démocrate, était surtout un parti de classe s'opposant à la structure étatiste du gouvernement. Il s'oppose également au principe de laïcité. Le parti prend le soutien des groupes qui sont contre l'occidentalisation avec leur opposition à la laïcité et celui de la classe bourgeoise qui est toujours en cours de développement, avec leur opposition à la structure étatiste du gouvernement. Grâce à cette politique, le parti arrivera au pouvoir à la suite des élections de 1950, et permettre à la « bourgeoisie de prendre de la bureaucratie le pouvoir ». ⁷⁹

Le gouvernement du Parti Démocrate permet au capitalisme de se développer considérablement. Le pays connaîtra alors l'économie du marché et sera marqué par un important changement social. Ces changements économiques et sociaux, vont se refléter également dans le domaine de la défense et la Turquie va continuer sa politique pro-européenne et américaine notamment en adhérant à l'OTAN en 1952. L'impact de cette situation et l'évolution économique dans les cinq premières années du gouvernement permettra au parti d'obtenir un large soutien. Mais, même si le parti est arrivé au pouvoir grâce à son discours sur la liberté, la démocratie et la justice, il s'est comporté tout comme le gouvernement de la période de parti unique. Il consolidera ce comportement avec les interdictions et la censure sur la presse. Tout ceci ne fera en effet, selon le sociologue Emre Kongar, que préparer la fin du parti. ⁸⁰

Le matin du 27 mai 1960 le Colonel Alparslan Türkeş annonce à la radio que l'armée a pris le pouvoir afin de mettre un point au comportement anti-démocratique du Parti Démocrate et demande aux professeurs de droits de préparer une nouvelle Constitution qui servira de base légale pour le coup d'Etat. A la suite de ce coup d'Etat le Premier Ministre Adnan Menderes est exécuté. Après le coup d'Etat, est créé le Parti de Justice, considéré comme la suite du Parti Démocrate, sous la direction de Süleyman Demirel, qui accède au pouvoir comme Premier Ministre aux élections de 1965.

La Constitution de 27 mai a ouvert la voie à la formation de l'opposition surtout dans le cadre des universités et des syndicats et les mouvements de gauche se renforcent. Le régime de Demirel en 1971 est presque paralysé sans la force d'atténuer les actions violentes dans les campus et les rues. La situation était de

⁷⁹S. Tanilli, op.cit. p.88-91

⁸⁰idem. p.154

telle lorsque le Chef d'Etat-major a lancé un ultimatum le 12 mars pour arrêter les mouvements anarchistes. Mais Demirel revient au pouvoir en 1974 en réussissant cette fois-ci à former une coalition appelée le « Front Nationaliste ».⁸¹ Cependant, la classe politique est impuissante à enrayer la montée des radicalismes. Les affrontements sanglants entre extrémistes de droite et de gauche se multiplient.

Ainsi en 1979 un nouveau gouvernement est créé par le Parti de la Justice dirigé par Demirel qui est en effet un dernier pas avant le coup d'Etat de 12 septembre. Ce dernier, peu de temps après avoir formé son cabinet, a mis en vigueur certaines préventions économiques radicales appelées « les décisions de 24 janvier* ».⁸² Mais les préventions n'ont pas pu être appliquées à cause des intérêts politiques et n'ont pas pu empêcher les actions violentes qui surgissaient. Tout ceci ont donc engendré le coup d'Etat du 12 septembre 1980 .

Le régime militaire promulgue une nouvelle Constitution soumise au référendum en 1982, mais ne peut empêcher un civil, Turgut Özal, fondateur du Parti de la Mère Patrie (ANAP) de remporter les élections de 1983. Pendant dix ans la vie politique est marquée par la personnalité de Turgut Özal. Il est d'abord Premier Ministre avant de devenir Président de la République de 1989 jusqu'à sa mort en 1993.

En 1993 Süleyman Demirel est élu à la présidence de la République. Le poste de Premier Ministre pour la première fois en Turquie échoit à une femme, Tansu Çiller. Dans un environnement géopolitique instable, celle-ci doit s'efforcer de trouver une solution aux problèmes économiques, à la question kurde et à la montée des islamistes : le 8 juillet 1996, Necmettin Erbakan, chef du Refah, le parti fondamentaliste, devient Premier Ministre.

Un des événements importants de cette période de Çiller est la mise en question de la structure de l'Etat, engendré par un accident qui a eu lieu le 3 novembre 1996 à Susurluk, mettant en lumière les relations entre l'Etat, la police et la mafia.

⁸¹ E.J.Zürcher, idem. p.380

⁸²E.Kongar, op.cit p.187

Cette période est suivie par un autre événement majeur qui touche considérablement l'actualité politique : à la suite d'une soirée qui a eu lieu à Sincan, où le salon était rempli de posters du leader de Hezbollah et durant laquelle la pièce de théâtre et les discours présentés glorifiés Khomeiny, le 4 février 1997 un convoi de chars de combat a traversé les rues de Sincan. Le Vice-Etat-major général Çevik Bir a défini cet événement comme « le réajustement de la balance de la démocratie à Sincan ».⁸³ Par la suite, le Conseil National de Sécurité, a pris certaines décisions importantes, lors de leur réunion du 28 février 1997, concernant les réformes de Atatürk et la laïcité, qui sera noté dans la littérature comme un coup d'Etat « postmoderne ».⁸⁴

En juin 1997, Erbakan remet sa démission au président Demirel en espérant que sa partenaire conservatrice Tansu Çiller lui succédera. Contre toute attente Demirel qui souhaitait rassembler une coalition laïque écartant les islamistes du pouvoir, a nommé le leader de l'opposition Mesut Yılmaz, à la tête du nouveau gouvernement mettant ainsi fin à la pression des militaires qui menaçaient de faire tomber celui de Necmettin Erbakan. Or, le gouvernement de Yılmaz non plus ne va pas durer longtemps et sera renversé en 1998. Demirel donnera alors la charge de former un cabinet à Bülent Ecevit, qui formera un nouveau gouvernement avec ANAP et MHP jusqu'aux élections de 2002, la date à laquelle un autre groupe réformiste et novateur arrivera au pouvoir : (AKP) « le Parti de Justice et du Développement » sous la direction de R. T. Erdoğan.

De son arrivée jusqu'en 2006, le parti ne va pas pouvoir élucider les doutes qui se concentrent surtout sur le sujet d'Islam politique, mais il va cependant devenir un parti de droite centrale. Il défendra la politique de l'Union Européenne et la démocratie. Même si AKP est critiqué par les laïques à cause de certains de leurs discours, la baisse l'inflation, la suppression de six zéros de la monnaie, une certaine stabilité économique vont créer le sentiment d'une bonne marche des affaires. La passivité de l'opposition parlementaire et non-parlementaire laissera en quelque sorte le parti sans concurrent. La discussion fondamentale qui occupe l'actualité depuis fin 2006 et début 2007 se concentre sur la possible candidature du leader de AKP aux élections présidentielles.

⁸³ idem. p:307

⁸⁴ Pour plus de détails voir E.Kongar op.cit.

Section III- La presse dans la période républicaine

La presse pense du Parti Démocrate, après les élections de 1950, que celui-ci optera pour une politique plus libre, sans censure de la presse. D'ailleurs, de son arrivée au pouvoir, le parti traite la question de la presse et met en vigueur dès 1950 le Code de la Presse qui supprime pratiquement le contrôle de celle-ci par l'Etat. Afin de déléguer le journaliste des responsabilités pénales, le parti apporte à celui-ci des responsabilités juridiques et économiques. Il décide également de procéder aux délits de presse dans des tribunaux spécifiques, et par la loi 5953 du 13 juin 1952 il donne aux journalistes le droit de syndicat, d'assurance, de vacances etc. Or, cette atmosphère modérée entre le Parti Démocrate et la presse ne dure que jusqu'aux événements de 6-7 septembre.* Avec l'annonce de l'état de siège la presse est encore accusée, et les interdictions intellectuelles ou économique du parti engendrent un contrôle systématique et absolu de la presse.⁸⁵ Evidemment certains journaux, qui sont ouvertement pour la politique du Parti Démocrate, appelés « Besleme Basın » c'est-à-dire la presse servante, ne sont pas touchés par ces pressions économiques. De plus, certains journaux et magazines qui ne se comportent pas selon les règles du Conseil de l'investigation sont interdits de publication. Hıfzı Topuz écrit en ce sens que « c'est dans une telle atmosphère que nous sommes arrivés au 27 mai ».⁸⁶

L'ordre juridique, politique, économique et la Constitution de la Turquie à la suite du coup d'Etat de 1980 montre une limitation des libertés dans la presse. Si bien que La Constitution rédigée par le Conseil de Sécurité Nationale comporte les

*Les événements commencent à la suite d'une fausse nouvelle qui annonce que la maison d'Atatürk à Salonique, dans laquelle il est né, a été bombardé. Après cette nouvelle, plus que provocatrice, les turcs ont attaqué les grecs et les arméniens. A la fin des événements, qui ont duré pendant neuf heures, environ 17 grecs et arméniens ont été tués. Le dommage économique est selon les sources turques de 69,5 millions de livres turcs et 500 millions selon le gouvernement grec. Le Parti Démocrate a ainsi dû payer 60 millions de livres turcs aux personnes endommagées. Le gouvernement de Menderes a accusé les socialistes de ces événements, mais le tribunal de Yassıada a annoncé qu'ils ont été commencés par la provocation de Menderes même. A la suite de ces événements nombreux grecs ont quitté le pays. Le nombre de grecs qui était de 200 000 environ en 1924 a baissé jusqu'à 1500 en 2005.

http://tr.wikipedia.org/wiki/6-7_Eyl%C3%BCl_Olaylar%C4%B1

⁸⁵ H.Topuz, op.cit.. 192-207

⁸⁶ idem. p. 209

libertés de pensée et de la presse, celles-ci se trouvent délimitées durant leur application.

La loi no 2709 du Code de la Presse de 7 novembre 1982 de la République de la Turquie comporte de nombreux articles concernant la liberté de pensée et de la presse. Cependant, tel souligné par le chercheur-écrivain Hıfzı Topuz, « l'approche de la Constitution concernant la liberté de pensée et de la presse est erronée, car elle a essayé de séparer la liberté de pensée de la liberté d'exprimer sa pensée ». ⁸⁷ Or, toutes les deux sont la même chose et d'après l'article 26 « tout individu a la liberté d'exprimer et de diffuser ses opinions via la parole, l'écriture, le dessin ou tout autre moyen ». ⁸⁸

Mais, la suite du même article, qui note également que les diffusions réalisées par la radio, la télévision, le cinéma ou les moyens similaires peuvent être soumises à un système d'autorisation, donne donc les premiers signes d'une délimitation. D'autres exemples comme la suite de l'article 26 soulignant « qu'il est interdit de diffuser ses opinions dans une langue interdite par la loi », et dans l'article 27, soulignant que l'arrivée et la distribution des publications étrangères seront organisées par la loi, sont loin de donner une liberté à la presse, tel soutenu.

L'article 133 de La Constitution de 1982 note en effet ce monopole dans la radiodiffusion et la télévision, l'impartialité est désignée comme le principe fondamental. Selon cet article :

« Les stations de radio et de télévision se créent par l'Etat et leur gestion s'organise comme celle d'une personne morale. La loi définit une diffusion adéquate avec la liberté et l'indépendance de l'Etat turc, l'union inséparable du pays et de la nation, l'ordre public, la morale générale et les principes fondamentaux de la République souligné dans l'article 2 de la Constitution, et cherche à protéger l'impartialité dans la gestion et le contrôle des établissements, dans la formation des organes de direction et dans la diffusion de toute sorte de radio et de télévision. Le choix des informations et des émissions, leur organisation, leur présentation et leur apport dans le développement de la culture

⁸⁷ H. Topuz, op. cit., p.260

⁸⁸ La Constitution de 1982

et de l'éducation nationale, la véracité des informations, le choix des organes, les missions, les obligations et les responsabilités sont organisés par la loi ».⁸⁹

Cet article signifie également que la chaîne TRT, où l'intervention militaire a premièrement été annoncée, peut être considérée comme un organe idéologique de l'Etat. De plus, l'Etat ne va non seulement tenter de contrôler la presse avec la Constitution, mais également avec un autre établissement qui sera créé par la loi de 2954 du 11 novembre 1983, appelé « le Haut Conseil de Radio et de Télévision ». D. Beybin Kejanlıoğlu définit l'objectif de cet établissement dans son ouvrage intitulé « La Métamorphose des médias en Turquie » de réaliser un contrôle, une surveillance et une évaluation continue.⁹⁰ Kejanlıoğlu qui traite cette question dans un cadre conjoncturel, souligne que la période de 1980 – 1983 est marquée par un régime militaire où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du Conseil de la Sécurité Nationale. L'auteur souligne également que le fait que les moyens de communication sont devenus des « organes d'orientation » adéquats avec la vision militaire et l'augmentation de surveillance ont des raisons politiques.⁹¹

A la suite de cette période de trois ans, le parti politique « Anavatan » (Mère Patrie, ANAP) dirigé par Turgut Özal, arrive au pouvoir. Özal tient un discours qui met en avant la sérénité et la confiance dont le pays avait besoin, et rappelle à chaque fois qu'il a l'objectif de créer une organisation centre-droite, en rassemblant les quatre tendances qui sont le nationalisme, le conservatisme, le marché libre et la justice sociale.

Ainsi le pays revient au régime parlementaire. Cependant, le fait que Kenan Evren reste toujours le Président de la République, que les lois créées sous le régime militaire soient toujours en vigueur, que les crimes et la terreur continuent toujours et le poids des pouvoirs militaires empêche l'instauration d'une vraie démocratie dans le pays. Özal, après avoir réussi dans les élections des administrations locales, essaie de sortir le pays de l'influence du régime militaire et tente d'y installer une tendance libérale. Il ouvre tout d'abord le pays aux

⁸⁹ H. Topuz. *idem.*, p.260

⁹⁰ D.B. Kejanlıoğlu, *Türkiye'de Medyanın Dönüşümü*, İmge yay, Ankara, 2004., p.227

⁹¹ *idem.*, p.235–237

capitaux étrangers, puis permet l'installation des établissements de finance, le fonctionnement de la bourse, le passage à la liberté dans l'importation, le droits d'acheter des propriétés aux étrangers afin de libéraliser le pays. La politique économique d'Özal est au départ approuvée par les organisations internationales de l'économie, jusqu'au jour où, à partir de 1987, celle-ci marque un recul et se détériore. Les actions d'Özal et d'ANAP marquent non seulement le domaine économique mais également les domaines social, juridique et politique.

Il faut avant tout souligner que les premières années du gouvernement d'Özal n'ont guère été différentes de celles du régime militaire. ANAP qui prend appui sur ce dernier, apporte en effet une nouvelle approche politique et juridique par sa manière de lancer des actions, pour libéraliser le pays, et de réfléchir après avoir fait ces actions si celles-ci sont adéquates ou non avec la démocratie et les lois. Cette approche politique, qui peut signifier un passage aux principes empiriques – pragmatiques en dépit des principes éthiques – juridiques, s'institutionnalise en effet dans la tradition politique chère à la Turquie, avec surtout des discours d'Özal qui expriment explicitement qu'il ne serait guère un problème d'outrepasser la Constitution pour une seule fois. Ainsi dans le domaine médiatique, se voit une métamorphose de la politique de publication et de diffusion avec des applications qui délimitent, oppressent, interdisent et outrepassent les lois, structuré dans le cadre de l'approche juridique du pays.

Le régime d'Özal peut être considéré la période noire de la presse turque. Cette période est marquée par l'assassinat de nombreux journalistes, par l'interdiction des journaux, par la poursuite en justice de nombreux articles de presse. Les lois appelées « Préjudiciable » et « Lutte contre la Terreur » créées sous cette période resserre davantage la liberté de la presse qui est déjà assez limitée.

Özden Cankaya, universitaire, développe dans son ouvrage intitulé « TRT : L'Histoire d'une établissement de communication : 1927-2000 » que le Nouveau Code de la Presse qui est entré en vigueur le 10 novembre sous le premier gouvernement d'Özal et approuvé également par le Conseil de la Sécurité Nationale, les interdictions appliquées à la presse ont augmenté. Cette nouvelle loi apporte en effet certaines organisations, rendant difficile la liberté de la presse,

telles « la fermeture des journaux qui font des publications contrev à la morale, l'interdiction de distribution des journaux qui contreviennent la sécurité de l'Etat, la suppression des tribunaux de la presse et la poursuite de ces procès dans les cours d'assises ». ⁹²

En ce sens, les résultats de cette période sont, tels notés par Hıfzı Topuz « catastrophiques ». Entre 1980 – 1990 environ 3000 journalistes, artistes, écrivains et éditeurs sont poursuivis en justice, de nombreux journaux et magazines sont fermés à cause des articles publiés, les rédacteurs en chef sont condamnés à plus de 5000 années de prison, 300 publications ont été interdites de circulation en raison d'avoir « endommagé la sécurité de l'Etat » à la suite de la décision de la Cour de Sécurité de l'Etat. ⁹³

Cette période est marquée également par les discussions centrées sur l'impartialité dans la diffusion de la chaîne de télévision publique TRT. Certains articles de la Loi 2954 de la Radio et de la Télévision créée sous le premier gouvernement d'Özal, contraignent en effet cette impartialité. Kejanlıoğlu explique en ce sens que cette période de TRT est connue par « ses diffusions partisans, progouvernementales, par l'arrivée en masse des nationalistes dans le cadre des fonctionnaires et des irrégularités ». ⁹⁴ Tunca Toskay souligne quand à lui les décisions aberrantes de la chaîne comme l'interdiction de l'utilisation de certains mots turcs pendant les émissions, de certains artistes de paraître à l'écran. ⁹⁵

La chaîne TRT fait donc une diffusion dans le cadre établi par son directeur général, Özal et son gouvernement. Elle est donc totalement monophonique, dans laquelle est diffusées des émissions, des informations structurées par l'idéologie du gouvernement, tel souligné dans l'ouvrage « Amusing Ourselves to Death, Public Discourse in the Age of Showbusiness » de Neil Postman. Elle paraît

*La Loi Préjudiciable : La loi acceptée le 27 juin 1927 à la suite des réactions des conservateurs concernant les photographies dénudées dans les journaux et approuvée par le gouvernement de ANAP le 6 mars 1986.

*La Loi de la Lutte contre la Terreur : La loi approuvée sous le régime de Özal en avril 1991 à laquelle les juristes ont considérablement réagi. Les clauses concernant « la violence » 141 et 142 du Code Pénal ont été supprimées et remplacées par d'autres clauses qui punissent la liberté de pensée.

⁹² Ö. Cankaya, TRT Bir Kitle İletişim Kurumunun Tarihi: 1927-2000, YKY, İstanbul, p.217

⁹³ H. Topuz, op.cit., p.274

⁹⁴ D.B.Kejanlıoğlu, op.cit., p.246

⁹⁵ ibid.

répondre au besoin du peuple en ouvrant de suite quatre autres chaînes TRT, mais elle est loin de suffire à la polyphonie du peuple.⁹⁶ Ainsi le pays se dirigera donc vers une période où la diffusion sera privatisée et arrivera de nombreuses chaînes de télévision.

La fin des années 1980 et début 1990 est la période durant laquelle commence une certaine monopolisation de la presse. Tel que nous avons précédemment souligné, la hausse du coût de production (papier, annonces etc.) jouent également un rôle dans cette tendance. Ceci met donc en évidence que, seules les entreprises de presse qui ont une forte structure économique vont réussir à survivre. Le début de cette tendance de monopolisation est en effet marqué par un entrepreneur chypriote Asil Nadir qui, à partir de 1988, commence à acheter d'autres journaux.

Mustafa Sönmez souligne que Nadir a alors cherché, par le groupe de média qui lui appartient, à obtenir un soutien dans ses activités économiques internationales et son procès chypriote.⁹⁷

Tout ceci marque en effet un tournant concernant la monopolisation de la presse et considération de celle-ci comme un moyen de pression. Même si, dues aux conditions économiques, Nadir va devoir se retirer du domaine de la presse, la monopolisation cependant, ne va cesser de se montrer davantage.⁹⁸ La presse va donc devenir un domaine industriel pour les patrons des groupes de médias.

Ces groupes, qui fonctionnaient jusqu'aux années 90, vont donc chercher à diversifier leur gamme de produits, tenteront de faire leur propre de distribution et se lanceront dans la diffusion télévisuelle. La proclamation du Président de la République de l'époque, Özal, donnera alors le feu vert pour l'éclosion des chaînes de télévision privées : « Aucune loi n'interdit la diffusion télévisuelle en turque depuis l'étranger. Ceux qui louent une langue satellite à l'étranger peuvent

⁹⁶ Le TRT 1 qui fait des diffusions pour le public général est fondée le 31 janvier 1968. TRT2 qui diffuse des émissions culturelles est fondé le 6 octobre 1986. TRT 3 qui diffuse des émissions de sports et TRT-Gap sont fondés le 2 octobre 1989. TRT 4 qui diffuse des émissions de musique classique turque est fondé le 30 juillet 2004.

⁹⁷ M. Sönmez op.cit., p.37

⁹⁸ A.S.Söylemez, *Medya Ekonomisi ve Türkiye Örneği*, Ankara : Haberal Eğitim Vakfı, 1998, p.97

faire une diffusion en Turquie ». ⁹⁹ D'ailleurs la première chaîne de télévision sera fondée par son fils Ahmet Özal en collaboration avec Cem Uzan. La chaîne intitulée « Star1 », liée à l'entreprise Magic Box, commence alors sa diffusion depuis l'Allemagne Fédérale. Avec une nouvelle capacité de satellite et des moyens techniques qui deviennent de plus en plus intéressants, le nombre de chaînes privées qui font leur diffusion de manière illégale, a fortement augmenté.

En 1992 la chaîne de télévision « Teleon » de la famille Uzan, en mars 1992 « Show Tv », celle du groupe de Erol Aksoy, la même année encore « Kanal 6 », celle de la famille de Ahmet Özal, commencent leur diffusion. ¹⁰⁰ En 1997 il existait en Turquie 7 chaînes de TRT (y compris TRT Europe et TRT Asie) et 23 chaînes de télévision privées. ¹⁰¹ La plupart de ces chaînes appartiennent en effet, tel que nous avons précédemment souligné, aux grands groupes qui offrent également un service dans le domaine de la presse écrite.

Les groupes de médias qui fonctionnent par des intégrations horizontales dans la période en question, marquée par la structure de propriété diagonale sont comme suit : ceci englobe la période qui va jusqu'en 1996.

⁹⁹ D.B.Kejanlioğlu, op.cit. p.313

¹⁰⁰ A.S.Söylemez, op.cit. p.98

Tableau 2.2 Le groupe des entreprises Doğan

LE GROUPE DES ENTREPRISES DOĞAN	
ACTIVITES HORS MEDIAS	ACTIVITES DANS LE MEDIA
<ul style="list-style-type: none"> • Service Bancaire • Assurance • Marketing • Automobile • Tourisme • Publicité • Industrie de filature 	<ul style="list-style-type: none"> • Le journal Hürriyet • Le journal Milyet • Le journal Meydan • Le journal Posta • Le journal Hafta Sonu • Le journal Radikal • Le journal Gözcü/ Meydan • Son Havadis • Le journal Fanatik • Le journal İyi Gazete • Magazine Atlas et autres • La chaîne de télévision KanalD • Radio • Entreprises de distribution (Yaysat et BİRYAY) • Agence de Presse • Maison d'édition • Bimaş

Tableau 2.3 Le groupe Sabah

LE GROUPE SABAH	
ACTIVITES HORS MEDIAS	ACTIVITES DANS LE MEDIA
	<ul style="list-style-type: none"> • Le journal Sabah • Le journal Yeni Yüzyıl • Le journal Bugün • Le journal Gün • Le journal Ateş • Le journal Son Ateş • Le journal Fotomaç / T.Fotomaç • Le journal Takvim • Le journal E. Takvim • Le journal Taraftar • Le journal Ekip • Le journal Yeni Asır • La chaîne de télévision ATV • Gestion de publicité, film • Divers magazines • Entreprise de distribution (Birleşik Basın Dağıtım et BİR-YAY) • Gameda (Marketing Distributions de Magazines et de Journaux) • Agence de presse • Radio • Bimaş

Tableau 2.4 Le groupe Uzan

LE GROUPE UZAN	
ACTIVITES HORS MEDIAS	ACTIVITES DANS LE MEDIA
<ul style="list-style-type: none"> • Industrie de ciment • Service Bancaire • Secteur énergétique • Construction • Industrie de filature • Télécommunications 	<ul style="list-style-type: none"> • La chaîne de télévision Star TV • La chaîne de télévision Kral TV • La radio Kral Fm • Le journal Star

Tableau 2.5 Le groupe Ihlas Holding

LE GROUPE IHLAS HOLDING	
ACTIVITES HORS MEDIAS	ACTIVITES DANS LE MEDIA
<ul style="list-style-type: none"> • Service Bancaire • Automobile • Service Santé • Marketing • Alimentation • Commerce extérieur • Assurance • Transport • Industrie électronique • Textile • Construction • Publicité 	<ul style="list-style-type: none"> • La chaîne de télévision TGRT • Le journal Gazetesi • La radio TGRT FM • L'agence presse Ihlas • Divers magazines • Entreprise de distribution (Yay-Sat)

Tableau 2.6 Le groupe Erol Aksoy

LE GROUPE EROL AKSOY	
ACTIVITES HORS MEDIAS	ACTIVITES DANS LE MEDIA
<ul style="list-style-type: none"> • Service Bancaire • Entreprises de finance • Assurance • Marketing • Tourisme • Publicité 	<ul style="list-style-type: none"> • La chaîne de télévision Show TV • La chaîne de télévision Cine5 • La radio Show • Alo Show • La magazine Marie Claire • Production de films • Entreprise de distribution (Dost Dağıtım) • Le journal Güneş Gazetesi (copropriétaire de 50% avec Mehmet Emin Karamehmet) • Le journal Spor

Source : L'Annuaire de İMKB (1996) et La magazine Forum, cité par Dr. Alev Söylemez, Medya Ekonomisi ve Türkiye Örneği, Haberal Eğitim Vakfı p.99–101

Tel que nous remarquons dans le tableau ci-dessus que le média turc a une structure oligopolistique qui a tendance à se monopoliser. La presse n'est en effet qu'une partie des activités très variées des propriétaires des groupes médiatiques. Ces nouveaux arrivants priment le pouvoir en dépit de l'information « juste et objective ». Cette situation est le résultat du fonctionnement interne de la presse plutôt que celui des changements dans la politique. D'ailleurs, même sous le régime de Demirel, qui arrive au pouvoir à la suite de Özal, le paysage médiatique ne change guère. Les balances délicates dans les conjonctures économiques, politiques internes et externes, empêcheront donc les médias des faire une diffusion indépendante, libre et objective. Ces derniers commenceront ainsi à fonctionner comme un instrument économique-industriel.

Le paysage médiatique contemporain turc peut être lu comme le reflet de la croissance de Aydın Doğan et de son holding. Cependant, les évolutions dans le

domaine de la presse et de diffusion témoignent plutôt d'un cercle vicieux, voire une délimitation de la démocratie et des libertés.

Aydın Doğan, qui a acheté les 50 % du journal « Hürriyet » en juin 1994, a également acquis les 20 % du journal le mois d'août suivant¹⁰², signalant déjà qu'il était parti pour une monopolisation dans le domaine de la presse et de diffusion. Tel que nous avons souligné auparavant, la raison de cet intérêt des hommes d'affaire pour la presse, n'a pas une essence économique. Doğan Tılıç explique en ce sens que cette tendance à rentrer dans un secteur peu profitable s'opposait au système économique qui repose sur la maximisation du profit. Les taux de bénéfice entre 1990 et 1995 n'avaient pas baissé au moins de 6,1 % dans le domaine de l'alimentation, 9,9 % de ciment et 3,8 % de chimie. Alors que pour Hürriyet, en 1994 ce taux était de -14,8 %, 2,2 % pour le journal Sabah et 0,4 % pour Milliyet.¹⁰³

Les acteurs populaires de l'époque, que nous avons déjà cités, sont Aydın Doğan, Dinç Bilgin, Cem Uzan, Turgay Ciner, Enver Ören, Erol Aksoy, le propriétaire d'un des cinq grands groupes avant 1998 qui a quitté le secteur, Mehmet Emin Karamehmet et Ayhan Şahenk. Tel que nous avons montré dans un tableau dans les pages précédentes, tous les acteurs importants du domaine de la presse font également des activités dans les secteurs bancaire et financier. D'ailleurs dans le laps de temps cité ci-dessus, ces acteurs se sont entre-concurrencés pour les adjudications qui ont eu lieu dans des domaines de finance et d'énergie¹⁰⁴, qui a engendré en effet la remise en question des relations entre les médias et les hommes politique.

Cette tendance a fini par un regroupement de camps Doğan et anti-Doğan. Les acteurs du camp anti-Doğan sont Karamehmet, Ciner, Bilgin et le groupe de Star. Ce regroupement signale non seulement le début d'une nouvelle aire dans le domaine de la presse et de diffusion, mais également celui d'un regroupement des grands capitaux. Ce regroupement reposait en effet sur les hommes d'affaires qui, à la suite de la crise de 2001, avait perdu leurs banques et pensaient que les autres

¹⁰² H. Topuz.op.cit. P.298

¹⁰³ Transmis de M. Sönmez par D. Tılıç, Utanıyorum ama Gazeteciyim

¹⁰⁴ Pour plus de détails voir M. Sönmez, Filler ve Çimenler

bénéficiaient d'un privilège du gouvernement et qui étaient convaincu que le Conseil Bancaire de Contrôle et de d'Organisation (BDDK) ainsi que le FMI avaient agi injustement concernant le remboursement des dettes.

Cependant, il ne faut pas conclure que ce regroupement repose également sur un rapport d'opposition ou d'adaptation concernant les relations avec le gouvernement. Autrement dit, que ce soit Doğan ou anti-Doğan, aucun des deux camps ne se sont lancés dans un discours contre le gouvernement, au contraire chacun des deux ont toujours essayé de préserver de bonnes relations avec le pouvoir politique afin de protéger leurs propres intérêts.¹⁰⁵ Le premier pas du camp anti-Doğan était de briser le monopole de Doğan (avec Yaysat) dans le domaine de la distribution. Ce camp a alors décidé de créer une entreprise associée, intitulée « BDD ». Le second mouvement de ce camp a été de s'approcher du parti AKP avant les élections de 2002 afin de récupérer leurs pertes dues à la crise de 2001.

¹⁰⁵ Pour plus de détails voir M. Sönmez, Filler ve Çimenler

Tableau 2.7 LE CAMP DOĞAN

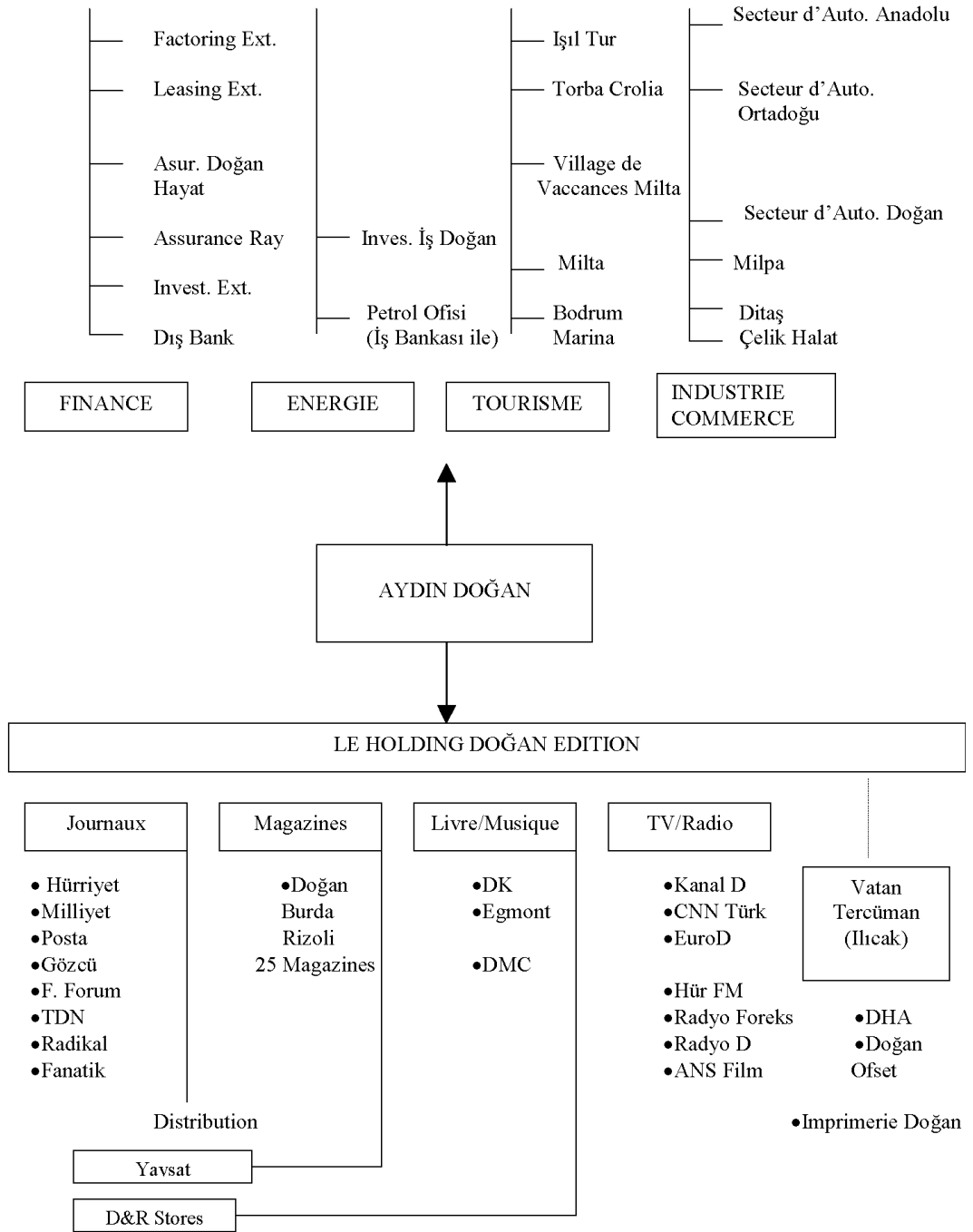
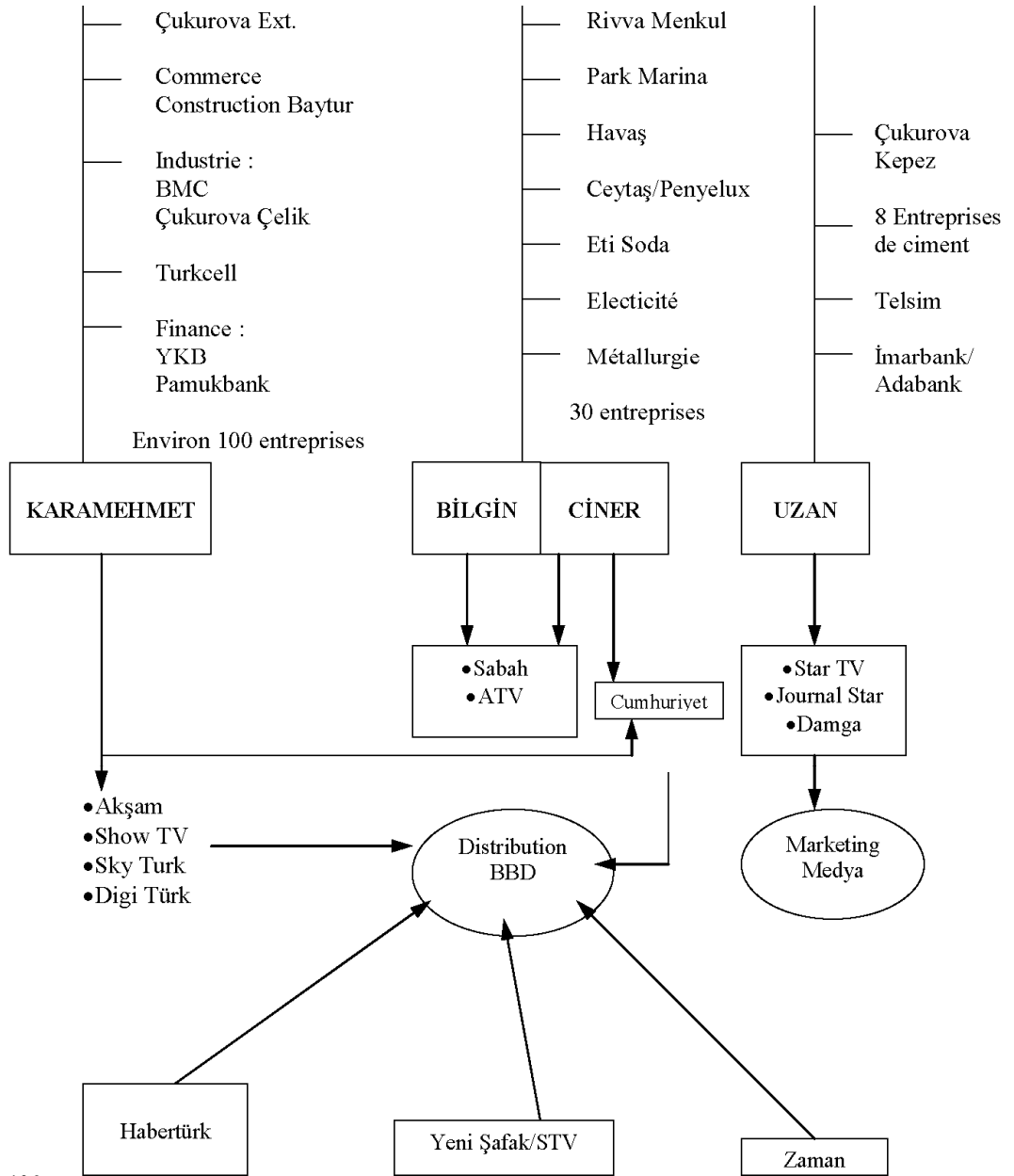


Tableau 2.8 LE CAMP ANTI-DOĞAN



106

Les événements de cette période sont en effet le résultat de la faiblesse de la culture de la presse et de diffusion. Ainsi la liberté de la presse, la responsabilité journalistique et les questions éthiques du métier ont été éminemment ébranlées. Le plus important reflet de ce dommage est sans doute la structure polyphonique artificielle dans le domaine de la presse. Cette structure qui se montre comme un arène où différents points de vue se rencontrent, ne se révèle être un effet qu'un discours central. Ce dernier trace donc ses limites par des lignes invisibles mais crée en même temps une série de divergences d'opinions qui ne dépasse pas le champ. En effet, chaque journaliste ou chaque écrivain réalise son discours dans le sphère invisible de l'admission du pouvoir, et créent en ce sens un environnement démocratique sans pourtant dépasser les points d'accords communs.

A la suite d'une crise bancaire en 2000-2001 il y a eu un changement important de propriétaire dans la secteur médiatique. Ainsi les tableaux que nous avons donné plus haut comme exemple sur les données de 2003 ont également changé. TMSF¹⁰⁷ a mis la main sur les propriétés des holdings énormément endettés envers les banques, notamment sur les organes médiatiques qu'ils détiennent.

Le groupe Karamehmet a payé régulièrement ces dettes aux banques Pamukbank et Yapı Kredi, ainsi il a pu récupérer en 2005 Digitürk, les journaux et les magazines appartenant au groupe Akşam et les chaînes Skytürk et Show TV.

Les propriétaires du groupe Uzan (les chaînes de télévisions Star TV, Kral TV, le journal Star, les chaînes de radios Süper FM, Joy Fm, Metro FM) sont passés à TMSF contre ces dettes pour la banque İmar.¹⁰⁸

Le dernier exemple de ce changement de propriétés s'est effectué en 2007: Les groupes Sabah et ATV sont aliénés à TMSF en raison de l'existence des contrats secrets entre les groupe Ciner et Merkez.¹⁰⁹

Actuellement selon les données du Conseil de Contrôle des Publicités, il existe en Turquie trente deux journaux nationaux.¹¹⁰ Le 40% de leur tirage qui remonte à

¹⁰⁷ TMSF : Le Fonds d'assurance des dépôts d'épargne. Il se trouvait auparavant au sein de La Banque Centrale. Il est actuellement au sein de BDDK (Conseil de la régulation bancaire)

¹⁰⁸ <http://www.tmsf.org.tr/docs/ilanlar/tr/uzang2.doc>

¹⁰⁹ <http://www.tmsf.org.tr/docs/ilanlar/tr/ba010407.pdf>

¹¹⁰ <http://www.rd.org.tr/>

cinq millions¹¹¹ appartient aux groupes Doğan. Le 15% du reste appartient au TMSF et les 10% appartient aux journaux de la presse islamiste. Le reste constitue le tirage de la presse qui n'appartient pas à un groupe particulier.

D'après ces informations nous pourrions remarquer que TMSF a obtenu un pouvoir important dans le secteur médiatique. Le groupe continu en 2007 aussi son hégémonie. La presse islamiste maintient son pouvoir. Nous pourrions ainsi affirmer que les agendas en dehors de celui du groupe Doğan (qui détient les 65% du média), de TMSF et de la presse islamiste vont avoir des difficultés à retrouver une place dans l'actualité de la société.

¹¹¹ <http://www.netgazete.com/ratingtiraj/tiraj.htm>

TROISIEME PARTIE- III. CONSTRUCTION DE L'AGENDA POLITIQUE DANS LES MEDIAS : LE CAS DE LA CONFERENCE SUR « LES ARMENIENS OTTOMANS APRES LE DECLIN DE L'EMPIRE »

Chapitre I- Les Approches d'Agenda-Setting et d'Agenda Building

La question du rôle des médias dans le processus de décision politique a commencé à être traité dès le début des années 90. Les recherches sur cette question ont surtout été réalisées aux États-Unis. Un nom notamment sera retenu de cette période qui a élaboré la théorie de « two step flow » : Paul Lazarsfeld. Celui-ci s'intéresse en effet aux effets des médias sur les changements d'attitudes politiques et des comportements des citoyens qui dépendent selon l'auteur de la force de l'identification, des processus d'exposition, de perception et de mémorisation sélective. En ce sens, la problématique de la fonction d'agenda est née d'un souci de dépasser cette théorie des effets limités.¹¹²

Il existe en ce sens deux notions d'agenda : un premier, l'agenda-setting qui est la fonction d'agenda des mass-media sur l'opinion publique et le second, l'agenda-building qui est la mise en agenda des politiques publiques. En effet, l'agenda de l'opinion publique est au cœur de cette théorie sous lequel se trouvent les comportements des citoyens, présumés être structurés par les médias. Pour résumer, l'étude des processus d'agenda repose aux relations réciproques qui régissent entre l'agenda des médias, celui des citoyens et des acteurs politiques.¹¹³

En effet, dans les années 1980 et 90, l'actualité des informations était un « variable dépendant » et l'actualité publique était un « variable indépendant ». Les modèles développés à la suite des recherches réalisées à cette période et les

¹¹² Dorin Bregman, *La Fonction d'Agenda: Une problématique en devenir*, Hermès, Paris, Édition CNRS 1989, n°4, p.191-202

¹¹³ *ibid.*

résultats obtenus commençait par la question « qui forme l'opinion publique » et est devenue au cours du temps « qui prépare l'actualité des informations ». La réponse à ces questions pointait donc les médias comme l'impact dominant.¹¹⁴

Un des modèles développés concernant le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique, que Denis McQuail confirme qu'il connaît un essor éminent de nos jours, celui qui « décide l'actualité » reste en dehors des toutes sortes de doutes adressées par les recherches empiriques précédentes à toutes les notions concernant l'impact communicationnel.

Selon ce modèle mis en place en 1976 par les chercheurs américains Malcolm McCombs et Danold Show « les spectateurs non seulement s'informent sur les questions publiques et autres à travers les réseaux de communication mais ils apprennent quelle importance accorder à ces questions à travers l'importance accordée par ces réseaux. A titre d'exemple, lorsque les réseaux de communication montrent les discours d'un candidat lors de sa campagne, ils décident explicitement les points importants de ses discours. Autrement dit, ils décident « l'actualité » de sa campagne. La capacité de jouer sur le changement des connaissances entre les individus est un des aspects importants du pouvoir de la communication de masse. »¹¹⁵ Les chercheurs, afin de mettre en lumière le fonctionnement de ce modèle ont traité la présentation de l'affaire Watergate¹¹⁶ dans les médias. Les résultats démontrent en effet que l'actualité des lecteurs est formée par les questions traitées par la presse. Dans le cadre de ce modèle il faut également citer le fait que certaines informations choisies par la direction éditoriale et qui renvoient également à certaines relations entrelacées sont portées à la première page alors que d'autres ne restent que dans les pages intérieures en petites colonnes.

Dans cette aire de vitesse l'opinion publique se trouve sans cesse face à une circulation d'informations écrites ou visuelles. L'opinion publique, qui se trouve

¹¹⁴ İ. Erdoğan, K. Alemdar, (2002) Öteki Kuram, Kitle İletişimine Yaklaşımların Tarihsel ve Eleştirel Bir Değerlendirmesi, Erk Yay., p.230

¹¹⁵ D. McQuail, S. Windahl, (2005) İletişim Modelleri-Kitle İletişim Çalışmalarında-, Trad..Konca Yumlu, 2^{ème} édition., p.132

¹¹⁶ Watergate: Le scandale qui se déroule en 1972-1974 aux Etats-Unis se finit par la démission du Président Richard Nixon. Watergate est son nom au scandale, est un effet le nom d'un hôtel et d'un centre d'affaire dans le capital Washington, D.C.

face à des informations triées par les « leaders d'opinion » dans le cadre du modèle de décision de l'actualité, ne peut les percevoir que selon certains critères comme le niveau d'éducation, leur situation socioéconomique, tel mis en évidence par Tichenor en 1970 et développé par Rogers en 1976, sous le nom du modèle « brèche d'information ». A titre d'exemple, l'individu n'interprétera une information concernant la politique mondiale qu'à travers d'autres informations déjà recueillies. Ainsi d'après ce modèle, « dans la mesure où dans une société dynamique, le pouvoir de diverses informations d'attirer l'attention du public et leur importance va connaître des hauts et des bas, de nouvelles brèches d'informations vont apparaître. Les situations qui correspondent ou non à ces brèches vont changer selon le contenu et la complexité du sujet ».¹¹⁷ En ce sens, le sociologue allemand Elisabeth Noelle-Neumann tentera, à travers le principe de la « spirale du silence » développée dans son ouvrage intitulé « The spiral silence » de savoir comment l'opinion publique élitiste est toujours effective, comment l'opinion publique intellectuelle peut encore renverser des gouvernements, et comment elle peut toujours faire peur aux individus de telle sorte qu'ils ne leur résistent pas.¹¹⁸ Cette théorie repose sur le principe socio-psychologique développant que l'opinion individuelle est relative aux opinions, aux perceptions des autres. La relation du modèle avec les médias est développé de suit : « les moyens de communication de masse et le réseau de communication interpersonnelle sont les deux éléments qui jouent sur l'environnement intellectuel dominant (l'opinion de la majorité dominante) et la perception personnelle. Le comportement des individus peut alors se résumer dans le cadre de ces deux éléments de la théorie :

- 1- La société menace les individus de les isoler
- 2- Les individus vivent sans cesse avec la peur de rester seul
- 3- Cette peur de solitude décide alors les opinions des individus
4. Cette décision joue sur le comportement du public, surtout au niveau de l'expression des opinions ou du fait de les cacher.¹¹⁹

¹¹⁷ idem., p.157

¹¹⁸ E. Noelle-Neumann, op.cit., p.XV

¹¹⁹ D. McQuail, S. Windahl, idem., p.146

En résultat, l'individu essaie de dépister la tendance générale de l'opinion publique afin de ne pas être écarté en suivant les informations diffusées. Il n'exprimera ses opinions si elles sont conformes aux les opinions de la majorité dominante. Si au contraire ses opinions son en contradiction avec celles de la majorité l'individu préférera garder le silence, ce qui correspond en effet à la théorie de « bandwagon » qui met en évidence que les individus préfèrent être du cotés des gagnants. Or, tel développés par certains chercheurs, si les conditions sont adéquates les « minorités bruyantes » peuvent jouer sur la « majorité silencieuse ».¹²⁰

Sous un gouvernement démocratique, le développement sain de l'opinion publique nécessite l'essor de divers points de vue et non pas celui d'un discours monolithique. Les médias et les moyens de communication qui sont supposés être les éléments indétournables de la vie démocratique n'arrivent point à accomplir leur mission et provoquent, selon la formule de Meyer une « médiocratie »¹²¹, autrement dit une démocratie régie par les lois des médias. Si une partie de la société commence à insister sur ses propres lois, cela revient à l'exploitation du reste de la société. Dans ce cadre-ci, les exploités, par manque d'informations, ne pourront développer les initiatives nécessaires et adopteront ainsi un comportement apolitique. Ce comportement rendra les individus de plus en plus passif, qui perdront collectivement au cours du temps leurs aptitudes de réaction. Or, Habermas souligne dans son ouvrage « Espace public » que « les unions publiques préfèrent se comporter non pas comme des personnes juridiques mais plutôt comme des organisations collectives. Car, ils ne s'intéressent pas aux représentations formelles mais plutôt aux représentations de leurs membres dans l'espace public. La représentation n'est pas un éléments de la structure interne de l'organisation mais est le reflet de la revendication et la demande d'être public ».¹²²

L'importance du rôle des médias dans les sociétés démocratiques est une réalité indubitable. Mais les applications actuelles qui sont limitées, anti-démocratiques et détournées « mettent les masses dans un seul système de communication (le

¹²⁰ idem.p.152

¹²¹ T. Meyer, 2002, p.71

¹²² J.Habermas, op.cit., p. 335

village global ou national), et éloignent de la politique certains aspects politiques de leur vie. »¹²³ Or, avec un mécanisme de contrôle approprié, les médias peuvent devenir une arène proche de l'idéal où seront représentés les opinions de la majorité et de la minorité.

Chapitre II- Le problème arménien dans l'espace public turc

Le spiral du silence que nous venons de souligner est un modèle qui semble se prêter à l'interprétation de l'espace public turc. Car dans celui-ci, le spiral du silence empêche le public de développer un discours qui puisse s'opposer à celui d'officiel. De la même manière, on peut supposer que le public turc a du longtemps penser sur cette question, qui est notre sujet d'analyse, en silence, sans pouvoir l'ouvertement le débattre. En ce sens, il serait intéressant de réfléchir sur ce qu'était ce qu'on appelle « le problème arménien » tant important dans la politique turque. Sachant l'existence d'une pression étatique implicite importante vis à vis des médias concernant le sujet en question, ces derniers n'arrivaient point à développer un discours contradictoire.

En ce sens, le 26 septembre 2006 sera probablement retenu comme la date d'un événement dont la réalisation aurait été impensable au niveau politique et historique. Jusqu'à cette date était celle de la fin d'une conférence qui accueillait différentes opinions sur la question arménienne, à la suite d'une très longue période de silence.

La conférence sur « Les Arméniens Ottomans après le déclin de l'Empire » qui n'a pu être réalisée qu'à la suite de long débats et de processus juridique, sera ancrée dans les mémoires non seulement par les approches des participants mais également par les manifestations qui se sont déroulées à l'extérieur de l'Université Bilgi, là où elle a été réalisée avec quelques jours de retard après avoir été annulée. La conférence a donc marqué un tournant dû au fait que le problème arménien n'a jamais été traité ou discuté pendant toute l'histoire de la République.

¹²³ T.Meyer, op.cit., p.155

Les sources très restreintes produisent en effet sur la conscience sociale de la Turquie une opinion qui signifie en total que le problème arménien, le génocide arménien et les attentats sont le résultat d'un complot des pays étrangers. Autrement dit, la question arménienne reste le symbole de toutes les mauvaises intentions orientées vers la Turquie, le territoire et le peuple turc.

L'opinion publique internationale qui définit les événements de 1915 comme un génocide et qui tente de faire pression sur la Turquie, considérée comme l'héritière de l'Empire Ottoman, dans le sens de faire accepter sa responsabilité, transforme la question arménienne en une notion hantée.

La République Turque vis-à-vis de ces assertions internationales définit ces événements comme une déportation de population et les décès massif d'Arméniens comme le résultat de l'état de guerre, comme un massacre mutuel. L'argument essentiel de la Turquie souligne que lors de la guerre, les bandes Arméniennes ont soutenu les fronts russes et que l'Empire, sous la décision du parti « İttihat ve Terakki » a fait déporter les Arméniens de ces territoires. Elle défend en effet l'idée que l'Etat a dû naturellement utiliser ses pouvoirs lorsque les Arméniens ont collaborés avec l'armée russe et tué de nombreux Turcs. Or, les contre arguments soulignent que, certes la résistance arménienne existait mais que celle-ci n'était point différente des autres tentatives d'indépendance qui se déroulaient dans les Balkans. L'argument Arménien souligne également que le processus de déportation a été poursuivi non seulement dans la région de l'est mais aussi dans des villes comme Merzifon, Kocaeli ou İzmir qui se trouvent à l'ouest. Bref, le sujet reste toujours au cœur des débats internationaux.

Un autre comportement de la Turquie est de produire des contre arguments par l'intermédiaire des intellectuels, les scientifiques et politiques qui soutiennent la thèse turque. Celle-ci considère en effet les Arméniens comme une menace au niveau économique, démographique et militaire, qui ne correspondaient plus au critère de peuple fidèle (Millet-i Sadıka), sachant qu'ils ont trahi le pays en collaborant avec les Russes, l'événement à la suite de laquelle ils ont été sanctionnés. Nihal Atsız et les nationalistes, en parallèle de l'argument

évidemment non officiel de l'Etat, formulent en quelque sorte cette question de suite : « Nous l'avons fait et nous le ferons encore ».

Mis à part ceci, une autre approche, en dehors de celle officielle, est soutenue dans une catégorie plutôt morale-humanitaire. Cette approche souligne donc l'apitoiement des Turcs et annonce que ceux-ci ne peuvent en aucun cas ruiner ou ravager dû à des raisons de foie et de tradition.

Un autre avis est soutenu en parallèle du discours anti-impérialiste. Celui-ci met en évidence que dans la période de déclin de l'Empire les pouvoirs impérialistes ont provoqué des manifestations arméniennes en Anatolie afin de détruire le pays de l'intérieur, qui a été empêché par la guerre d'indépendance définie comme étant anti-impérialiste.

Nous pourrions donc résumer le problème arménien comme un déni par les établissements officiels et non officiels. Accepter le génocide signifie en effet pour les tenants du déni comme l'arrivée de possibles demandes de terres, de dommages et d'intérêts et provoque donc la formation d'une politique étrangère qui se base sur le rejet total de cette thèse.

La diaspora qui défend cette thèse à l'étranger se sert en effet de ce déni radical du gouvernement turc. Les partisans arméniens présentent donc le comportement diplomatique strict de la Turquie comme une tentative de contourner les discussions. Ainsi, l'opinion publique internationale commence à penser que le rejet radical turc est en effet sans base.¹²⁴

¹²⁴ Les pays qui reconnaissent le génocide Arménien: Chypre, Une sous commission de l'ONU, Le Parlement européen et le conseil de l'Europe, la chambre de représentants des États-Unis, La Douma russe, le parlement grec, le sénat belge, le parlement suédois, le parlement libanais, le Vatican, La France, la Suisse, l'Argentine, Les Pays-Bas, La Slovaquie, le Canada, La Pologne, Le Bundestag, (parlement fédérale de l'Allemagne)
Les pays qui refusent le massacre Arménien comme un génocide: le Royaume-Uni, l'Etat d'Israël

Chapitre III- Le gouvernement d'AKP et son approche vis-à-vis du problème arménien

Le gouvernement d'AKP peut être considéré comme la seule structure politique qui a tenté de réviser le discours officiel concernant le problème arménien. Le mouvement islamiste, une branche des conservatistes turcs, tente de contourner les entraves par un moyen très pragmatique, qui est de diriger la politique intérieure à travers des dynamiques de politique extérieure. Le gouvernement d'AKP a essayé de résoudre de nombreux problèmes qui n'ont pas été traités pendant toute l'histoire de la République, en se référant aux critères de Copenhague. D'ailleurs, le problème de Chypre, les droits de l'homme, la démocratie, les privatisations, la pression de l'armée sur la politique sont les sujets dont l'AKP a cherché à résoudre dans cet arène international.

Evidemment, il faut souligner que AKP ne s'est pas mis à traiter ses problèmes dans un cadre totalement homogène. Il existe même au sein de ce parti politique des partisans du discours de l'Etat. Ceux-ci, étant des professionnels de la politique, occupent en effet des postes extrêmement importants. Nous pourrions même dire que l'AKP est d'abord critiqué par ses propres membres à chaque fois qu'il essaie de discuter ces problèmes délicats.

Le point de vue ou le discours de l'AKP concernant le problème arménien ne diverge pas énormément avec celui du comportement officiel. Cependant, la première conférence sur ce sujet n'a pu être réalisée que par le support et l'approbation de l'AKP. Ceci peut se résumer par la volonté de Erdoğan et de ses états-majors de créer une politique civile, loin de celle de « l'Etat ».

Après avoir résumé ce que nous appelons « le problème arménien » au niveau historique, nous avons tenté de mettre en évidence l'approche du gouvernement actuel qui a ouvert les débats sur le sujet. A la suite de cette décision de faire une Conférence l'espace public a commencé à débattre sur cette question. Ainsi la presse a traité les sujets que ce soit par des informations parues dans les unes ou par des articles de presse. Mais ce qui est important pour nous au niveau de notre analyse est plutôt la façon dont ce sujet a été traité.

Chapitre IV- Différence d'interprétation des informations dans les journaux turcs

La Conférence a d'abord été censé se dérouler à l'Université Boğaziçi, mais quelques membres de l'Association de l'Union des Juristes ont demandé « d'évaluer la crédibilité des chercheurs qui organisent la Conférence et de leurs publications ». A la suite de cette demande, la Cour Administrative a opté pour l'annulation de celle-ci. Cependant le Ministre de la Justice Cemil Çiçek a annoncé que cette décision n'était valable que pour les universités Boğaziçi et Sabancı, pointant ainsi une autre possibilité. Alors la Conférence se déroule le 24-25 septembre 2005 à l'Universités Bilgi.

La Conférence intitulée « Les Arméniens Ottomans sous la dernière Période de l'Empire : La Responsabilité Scientifique et la Démocratie » qui s'est déroulée avec la participation d'académiciens turcs et étrangers, a tenté pour la première fois dans l'histoire de la République turque, de réfléchir pendant deux jours à la question arménienne, les déportations, la démocratie turque et les problèmes arméniens. C'est pour cette raison que nous avons souhaité d'analyser comment cet événement a été présenté dans la presse turque. Pour ce faire, nous avons choisi cinq journaux appartenant aux cinq groupes différents. Notre analyse s'est étalée sur une période de 15 jours qui commence trois jours avant la Conférence jusqu'à dix jours après la fin de celle-ci.

Les journaux que nous avons décidé d'analyser et leur tendance politique est de suite :

- Cumhuriyet, qui a une tendance kémaliste et radicale.
- Birgün, un journal indépendant de gauche.
- Akşam, plus populaire et conservatif.
- Zaman, qui est sur la même lignée de Fetullah Gülen et qui défend les opinions du cadre islamiste.
- et Hürriyet, populaire, à grand tirage et à tendance libérale.

Avant de passer à notre analyse, qui a pour but de mettre en exergue les différences d'interprétation des informations dans les journaux turcs, il convient de s'intéresser tout d'abord à la notion « d'information ». Les recherches qui tentent de répondre à la question « qu'est ce qu'une information, quel est le critère de définir une information de telle » répondent à cette question par la célèbre formule : « Si un homme qui mord un chien et non pas si un chien mord un homme ». Cette approche définit donc l'information comme quelque chose d'inattendue, d'extraordinaire. En effet, celle-ci met en exergue la considération dominante des informations en Turquie.

Atila Girgin explique dans son ouvrage « Les techniques de rédaction des informations » que l'information possède de nombreuses définitions du fait de la pluralité de sa fonction.¹²⁵ Selon Girgin, un événement doit être vrai, intéressant et actuel pour être défini comme une information. Il faut dès lors souligner que selon la théorie d'agenda-setting, que nous avons déjà traité dans les chapitres précédents, la véracité de l'information reste à débattre. Car selon l'approche libérale, l'information définie comme « le rapport des événements qui se déroulent dans une société » est considérée comme le miroir qui reflète les réalités de celle-ci. Or, le chercheur turc Tılıç reprend de Walter Lippman que « l'information ne peut pas être le miroir de l'état et des conditions d'une société, mais elle ne peut être qu'une des dimensions »¹²⁶.

Une autre entrave concernant l'information est le fait que les notions comme « l'objectivité » ou « l'impartialité » restent très ambiguës. Ceci est également un des plus importants problèmes des médias turcs - mais évidemment celui des médias en général. Nous avons déjà souligné que l'information doit être vraie, intéressante et actuelle. D'ailleurs déontologiquement, le métier de journaliste doit être de trouver la vérité et de communiquer celle-ci à la société de façon la plus claire.

Le Communiqué des Droits et des Responsabilités des Journalistes Turcs définit les Règles de Bonnes Conduites des Journalistes de suite : « il est attendu du

¹²⁵ voir A. Girgin, Haber Yazma Teknikleri (Haberci Adayını El Kitabı), İnkılap yay., p.15

¹²⁶ Lippman'dan aktaran D. Tılıç, Utanıyorum ama Gazeteciyim, İletişim yay., İstanbul, 1998, p.164

journaliste de faire la différence entre l'information et le commentaire et de faire en sorte que les lecteurs puissent facilement comprendre ce qui est une information et ce qui est un commentaire ». ¹²⁷ Cependant, lorsque nous regardons aux informations concernant notre sujet dans les cinq grands journaux de la Turquie, nous remarquons qu'il est difficile de faire une telle différenciation. ¹²⁸

Lorsque nous nous intéressons de près aux exemples ci-dessous, nous remarquons que même si le fond de l'information n'est pas complètement détruit, les adjectifs utilisés, les termes manipulatoires changent le contenu des renseignements qui doivent rester sans commentaire. A titre d'exemple, le titre du journal *Birgün* du 21 septembre 2005, montre comment un seul mot peut changer l'équilibre entre information-commentaire. Dans le titre de l'article « La conférence sur le problème arménien va enfin se réaliser » le mot « enfin » est en effet le commentaire du journaliste qui a empêché l'impartialité de l'information.

Un autre exemple est celui du journal *Akşam* du 23 septembre 2005. L'information qui a fait la une du journal et qui a été traitée en détail dans la page 16, porte elle aussi des termes subjectifs, des commentaires. Par exemple, un des sous titres « la Conférence Illégale » est en effet le commentaire du journal.

La chronique intitulé « Solution pour la conférence, la nouvelle adresse est l'Université Bilgi » du journal *Zaman*, du 24 septembre 2005, qui note également que « YÖK » ¹²⁹ aussi a réagi contre la décision d'interdiction qui limite la liberté de pensée » se révèle être une entrave à l'objectivité de l'information.

Un autre exemple est celui de *Birgün* du 24 septembre 2005. Le journal qui a publié le titre « Retour d'un scandale » montre en effet l'attitude du journal concernant l'événement.

Le journal *Akşam* du 25 septembre 2005 critique également les nationalistes qui ont tenté de manifester contre la conférence avec leur titre « La pomme pourpre est crue ». L'article souligne également le comportement hérétique de ces

¹²⁷ Türkiye Gazetecileri Hak ve Sorumluluk Bildirgesi

¹²⁸ voir le tableau 3.1

¹²⁹ YÖK: la Commission supérieure pour l'Education

manifestants en notant que « les groupes nationalistes ont même ciblé les spectateurs ».

Ces exemples montrent en effet que, de nos jours, il n'est même plus nécessaire de rechercher les notions pluralistes dans les médias actuels. Les journaux sont organisés par des éditeurs qui reflètent l'attitude de ceux-ci face aux événements. Dans cette perspective, les lecteurs doivent être au courant des tendances sociopolitiques des journaux et de tenter eux-mêmes d'accéder à une information claire, car les journaux et les journalistes n'y font plus la différence.

Chapitre V- Le langage de l'information et le discours

Nous avons déjà souligné que les journaux, voire l'ensemble des médias, étant les instruments idéologiques de l'Etat, ne sont qu'un discours produit par l'idéologie. Nous avons mis en évidence dans les chapitres précédents que les médias turcs cherchent à renforcer les tendances idéologiques de l'Etat, qui est en effet le plus important problème des medias turcs.

Les analyses marxistes des informations ont déjà mis en évidence que l'information n'est jamais réduite à des faits purs et simples. L'information est un choix, une argumentation et le plus important une évaluation de la réalité, ce qui est en effet la base de la théorie de l'agenda-setting. Ainsi, les titres des informations, les sous-titres, les flashes, les photographies sont plutôt le résultat des conjonctures économiques-politiques et des relations hégémoniques et idéologiques des journaux.

Oya Tokgöz, chercheuse en journalisme, explique dans son ouvrage « Le journalisme de base » que l'information est un fait qui reflète les points de vue des élites des gouvernements. Cependant, l'information est également un dialogue qui s'établit entre les sources de l'information, le communicant et les cibles.¹³⁰ Le sens produit selon le discours de l'information et le dialogue qui se développe dans cette perspective, abritent également des contradictions comme les autres, les

¹³⁰ Tokgöz, Oya, Temel Gazetecilik, İmge Kitabevi, 2000, p.161,162

libéraux-les conservateurs, les partisans du gouvernement-les opposants, les laïques-les anti-laïcs. Donc l'information produite a pour but de provoquer une pensée chez ses cibles à travers l'idéologie et le sens qu'elle produit.

Çiler Dursun, chercheuse en communication, explique, en reprenant Elliott, Murdock et Schlesinger, que « les informations sont des textes qui donnent le moins de place aux opposants du discours officiel et qui sont le plus fermés parmi les différents moyens de communication. La différence entre les textes serrés et flasques signifie en effet si les lecteurs sont face à des choix différents ou non. Les textes flasques sont ambigus et permettent aux lecteurs de choisir entre différents commentaires.¹³¹ Les exemples que nous avons soulignés dans le cadre de notre recherche mettent en évidence que les discours des différents journaux appartenant aux différents groupes médiatiques concernant le sujet choisi ne donnent pas aux lecteurs la possibilité de choisir parmi les différents sens et ne sont que la répétition du comportement du gouvernement.

Chapitre VI- La une des journaux et les gros titres

A la suite du changement dans la considération du journalisme et de transformation des journaux en un produit de consommation, l'information a acquis ses propres codes et structures. Le point commun des ses caractères est le fait que l'information attire l'attention des lecteurs en tant que produit qui joue sur le changement. Nous avons déjà souligné que, après les années 90 le but dans les médias turcs n'est pas seulement de propager le changement, car les médias ne sont pas des secteurs professionnels qui apportent de gros sommes d'argent. Dès lors, tel souligné par Mustafa Sönmez, l'information trouve une place dans les journaux grâce à sa fonction idéologique.

Le résultat de ce processus peut se résumer de suite : être dépendant de sources d'information précises, hiérarchiser l'information en fonction de l'idéologie que l'on souhaite souligner, la sélection d'informations à souligner ou à ne pas utiliser. La structuration de « chien de garde » qui est la suite de la théorie de l'agenda-

¹³¹ Elliott P., Murdock G ve Schlesinger P.cité par Ç. Dursun, Tv Haberlerinde İdeoloji, İmge yay., Ankara, 2001, p.132

setting, de l'agenda-building, que nous avons traité dans les chapitres précédents, est une des versions de ce processus dans les journaux.

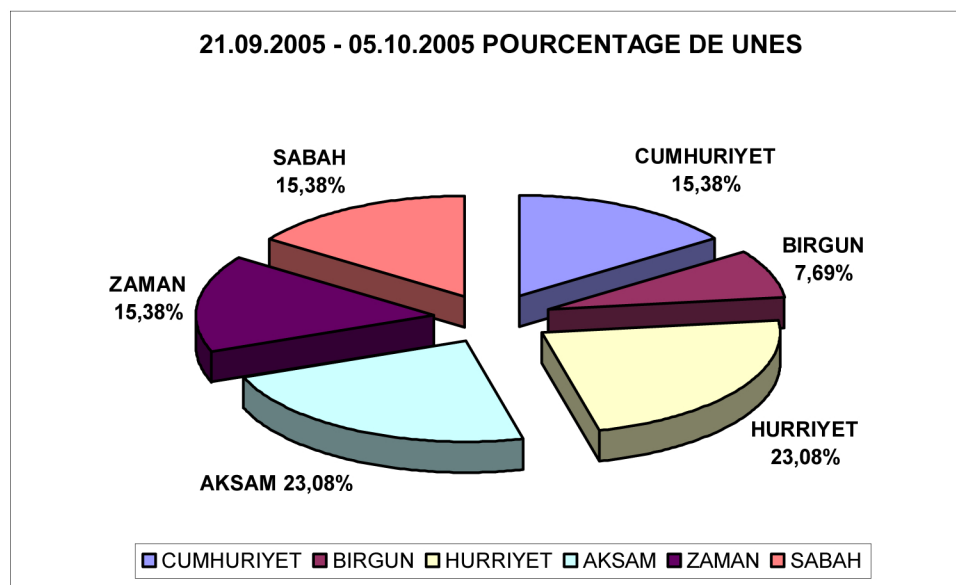
Les « chiens de garde » dans les journaux sont souvent l'équipe de rédaction et les rédacteurs en chef. Leur mission est de trier et d'organiser les informations qui viennent des agences de presse nationales et internationales en fonction de l'idéologie, des relations économiques et de la tendance du journal. En ce sens, l'équipe de rédaction réorganise les informations afin d'attirer l'attention du public et de façonner celles-ci en fonction de leur style.

La une des journaux, surtout celle des journaux d'opinion, est en effet un indicateur de succès en ce qui concerne l'impact qu'elle a et l'importance que le journal accorde aux informations. Elles sont en général rédigées par les plus talentueux rédacteurs et témoignent de la tendance du journal.

A la une des journaux, sous le logo du journal, se trouve le gros titre. Les événements qui se déroulent sont triés en fonction des critères que nous avons précédemment soulignés et le plus important est marqué en gros titre par la rédaction. Tel que nous avons souligné de nombreuses fois, le choix des informations est fait en fonction des relations économiques et politiques. Mais ce choix de souligner certaines informations et de ne pas traiter les autres suffisamment laisse parfois des vides dans les connaissances des lecteurs, car ces derniers s'intéressent surtout aux gros titres des journaux. Ainsi, la une des journaux est une sorte de représentation du jour, qui reflète leur point de vue.

A titre d'exemple, seul 13 fois les informations concernant « La Conférence sur le problème arménien » ont fait la une des cinq journaux que nous avons analysés du 21 septembre 2005 au 5 novembre 2005. Cela ne fait seulement un pourcentage de 15,66. Les restes sont des informations de différentes tailles données dans les pages intérieures.

Le pourcentage de unes concernant notre sujet pour chaque journal est de suite : Akşam et Hürriyet 23,8 %, Zaman, Sabah et Cumhuriyet 15,38 % et en dernier Birgün avec 7,69 %.

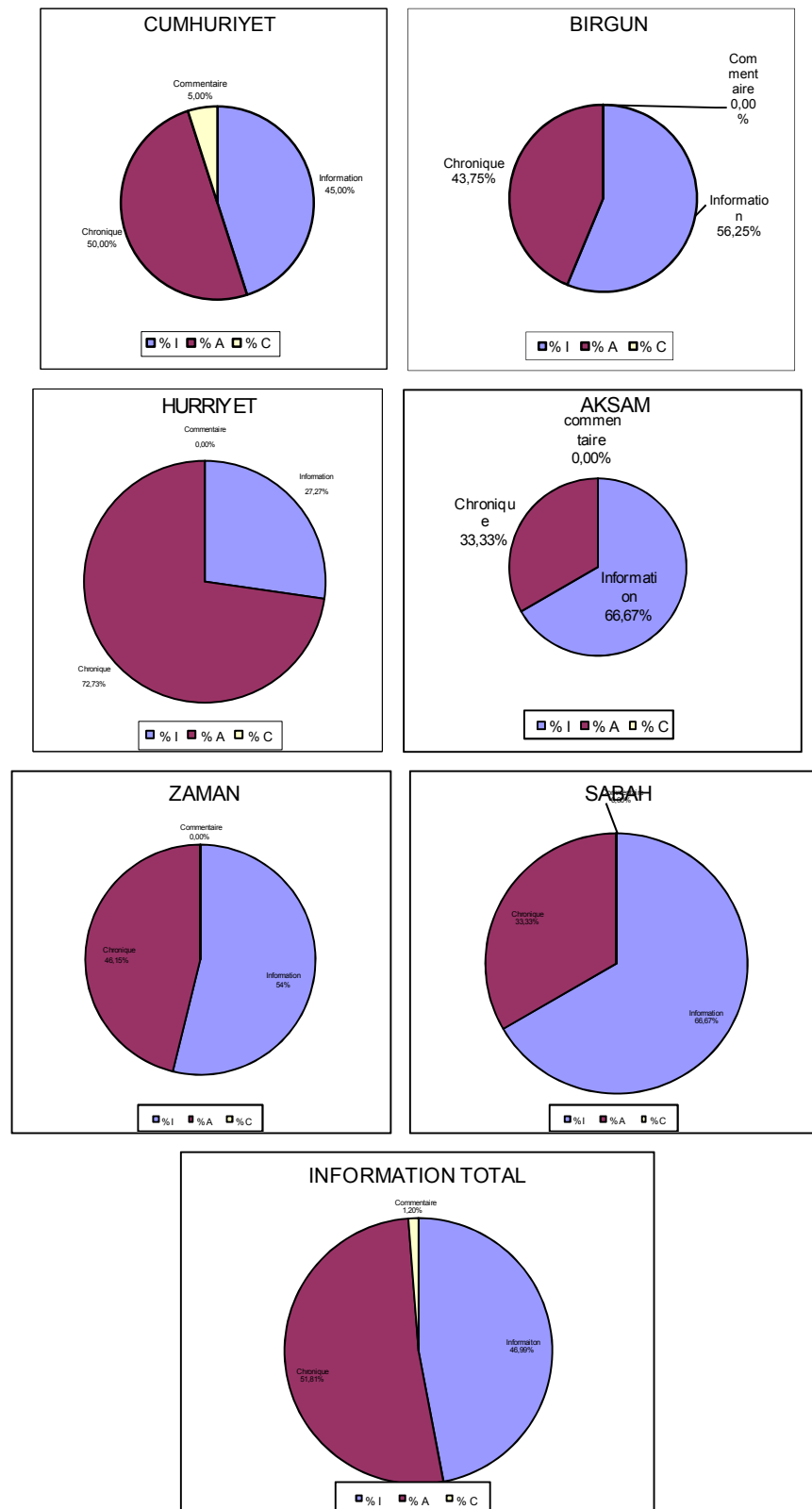


Graphique 3.1 Pourcentage de unes des cinq journaux choisi du 21.09.2005 au 05.10.2005.

Le tableau ci-dessous nous montre que ce sont les journaux Cumhuriyet et Birgün qui sont les plus intéressés par la Conférence. En ce qui concerne les articles de presse c'est le journal Hürriyet qui a le plus traité le sujet. Cependant, le journal Cumhuriyet a été le seul à avoir publié les commentaires des lecteurs.

Tableau 3.1 Le nombre d'informations-de chroniques et de commentaires des lecteurs en fonction des cinq journaux choisis.

JOURNAL	INFORMATION (nombre)	CHRONIQUE (nombre)	COMMENTAIRE DE LECTEUR (nombre)	TOTAL (nombre)
CUMHURIYET	9	10	1	20
BIRGUN	9	7	0	16
HURRIYET	6	16	0	22
AKSAM	2	1	0	3
ZAMAN	7	6	0	13
SABAH	6	3	0	9
TOTAL	39	43	1	83



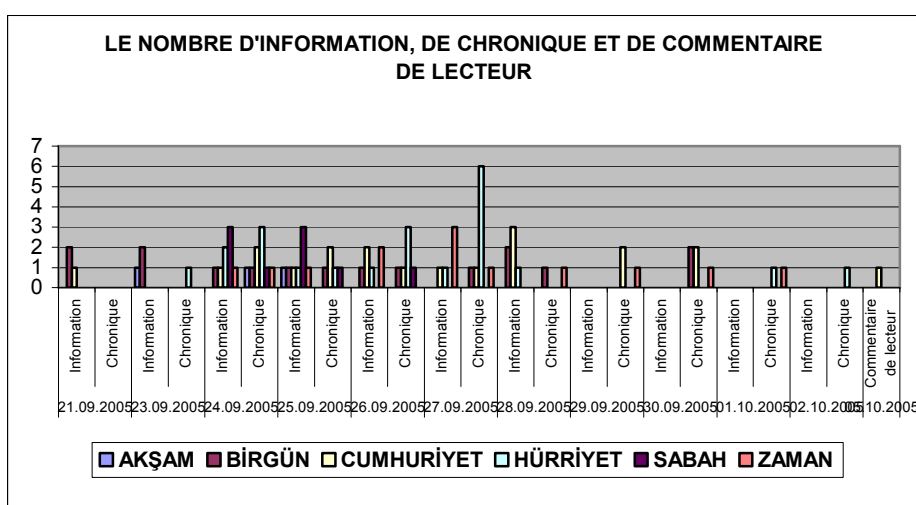
Graphique 3.2 Le pourcentage d'informations-de chroniques et de commentaires des lecteurs en fonction des cinq journaux choisis. C : Chronique, I : Information, CL : Commentaire de Lecteur

Il faut en revanche souligner que même si certains journaux n'ont pas mis la Conférence à la une, ils l'ont tout de même largement traité dans les articles publiés dans les pages intérieures. Il est possible de voir ces pourcentages dans le tableau et les graphiques qui se trouvent ci-dessous :

Tableau 3.2 Le nombre d'informations- de chroniques et de commentaires en fonction des dates parus dans les cinq journaux choisis.

DATE	INFORMATION (nombre)	CHRONIQUE (nombre)	COMMENTAIRE (nombre)	TOTAL (nombre)
21.09.2005	3	0	0	3
23.09.2005	3	1	0	4
24.09.2005	8	9	0	17
25.09.2005	8	5	0	13
26.09.2005	6	6	0	12
27.09.2005	5	9	0	14
28.09.2005	6	2	0	8
29.09.2005	0	3	0	3
30.09.2005	0	5	0	5
01.10.2005	0	2	0	2
02.10.2005	0	1	0	1
05.10.2005	0	0	1	1
TOTAL	39	43	1	83

Il faut également s'intéresser à la une des journaux choisis. Les valeurs du journalisme nécessite en effet un suivi des informations publiées dans les une des journaux. Lorsque nous nous intéressons aux cinq journaux pour analyser le suivi du sujet en fonction des journaux et des dates, nous remarquons que c'est le journal Birgün qui a le plus traité et suivi le sujet et c'est le journal Cumhuriyet qui a publié le plus d'articles.



Graphique 3.3 Le nombre d'informations, de chroniques et de commentaires de lecteur

Section I- Tendances politiques des journaux

Nous avons déjà souligné plusieurs fois que les propriétés des journaux ont un impact sur le discours du journal. A titre d'exemple le journal Cumhuriyet est créé en début de la fondation de la République et a joué un rôle sur l'établissement des valeurs et des réformes kémalistes. En ce sens, concernant les informations sur la Conférence, le journal porte les traits d'un comportement plutôt nationaliste et contre les décisions du parti AKP. Cependant, nous remarquons que le journal défend la démocratie jusqu'au fond et même s'il critique les participants et leurs références, Cumhuriyet prône la réalisation de cette Conférence afin de défendre la liberté. Par exemple Ali Sirmen, dans ses chroniques du 23, 29 et 30 septembre, annonce que la Conférence n'a pas un trait objectif et impartial, il souligne tout de même que sa réalisation est importante dans la mesure où tout le monde doit être libre d'exprimer ses pensées.

Lorsque nous nous intéressons au journal Hürriyet, qui appartient au groupe de médias Doğan, nous pouvons affirmer que celui-ci a développé un comportement plutôt positif, en parallèle de celui du gouvernement d'AKP, dû en fait à ses raisons économiques. Mais concernant les chroniques en général, nous remarquons qu'il y existe des approches de toute tendance. Par exemple, Özdemir İnce, un des journalistes de Hürriyet, a un comportement plutôt nationaliste- de gauche et s'oppose au gouvernement, alors que Ahmet Hakan défend donc leur démarche.

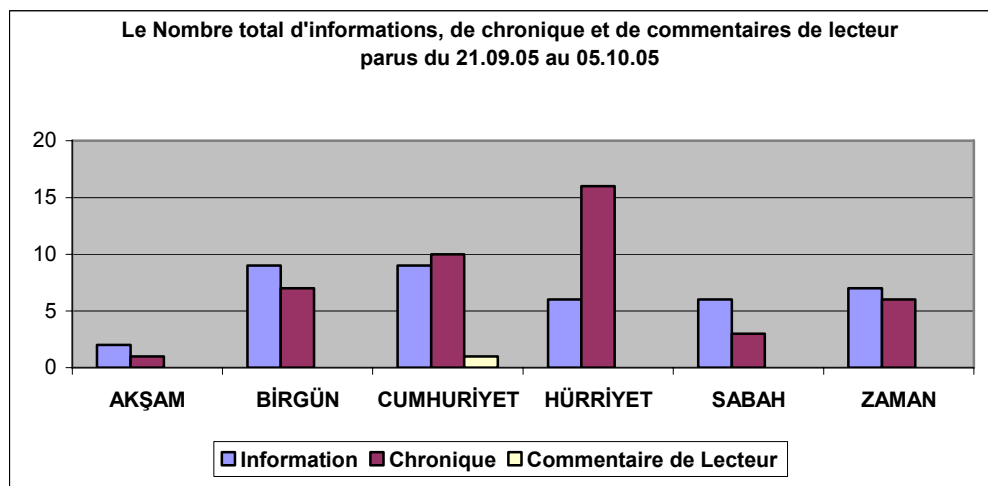
De même, au niveau anti-Doğan, les journaux Sabah et Akşam, ont eu une approche dans la même lignée de Hürriyet, mais tous les deux ont traité le sujet en fonction des relations qu'ils entretiennent dans les autres branches professionnelles.

Dans cette perspective, nous remarquons que le journal Birgün, qui a une structure de propriété indépendante sous forme de coopérative de lecteurs se diversifie des quatre journaux et réussit à développer une approche plutôt pluraliste. Le journal considère le fait de discuter ce sujet tabou de toute l'histoire de la République

comme un pas important et défend le gouvernement qui a réussi à ouvrir les débats sur le sujet. Mais rappelons tout de même que le point de vue général du journal s'oppose à celui du gouvernement d'AKP.

Section II- Structure démocratique pluraliste et être ouvert aux discours : Développer des débats dans l'espace public

Nous avons relevé dès le début que les journaux jouent un rôle important dans la production d'opinions multiples chez les lecteurs. Ces journaux qui donnent à ses lecteurs la possibilité de développer de multiples opinions permettent au pays d'être dirigé de manière plus démocratique. Ainsi, nous avons analysé les cinq journaux choisis afin de ressortir leur discours et de voir s'ils ont publié les commentaires des lecteurs. Les résultats montrent que seul le journal Cumhuriyet a publié les commentaires des lecteurs. Mais ses commentaires publiés dans la rubrique « Söz Okurun » étaient plutôt dans la même lignée que la tendance du journal même concernant la Conférence. Ainsi, même si cette rubrique se montre comme un pas important et démocratique, elle ne donne tout de même pas l'occasion de développer de diverses opinions.



Graphique 3.4 Le nombre total d'informations, de chroniques et de commentaires de lecteur parus du 21.09.05 au 05.10.05

Lorsque nous avons analysé les informations parues dans les cinq journaux en question nous nous avons remarqué que seules 9 parmi ces informations sont

structurées de façon à donner le moyen de débattre. Parmi ses 9 informations 4 sont parues dans le journal Hürriyet, 4 dans le journal Sabah et une seule dans les journaux Akşam et Cumhuriyet.

Ces journaux afin de donner l'occasion de poursuivre un débat pluraliste concernant le sujet, ont publié les diverses opinions des chercheurs, des chefs de partis politiques de façon la plus objective possible pour laisser aux lecteurs de développer ses propres opinions. Par exemple, un article paru dans le journal Sabah le 24 septembre 2005 a donné la place à la fois aux opinions de l'Association d'Histoire, de l'Université Bilgi¹³², aux participants et aux manifestants. De la même manière, le journal Akşam de la même date, a donné la place aux opinions de Muhsin Yazıcıoğlu¹³³, chef de parti BBP¹³⁴, de Mehmet Saray, professeur qui est à la tête du centre de Recherche Atatürk de l'université Boğaziçi¹³⁵ qui souhaité participer à la Conférence et de Yusuf Haalçoğlu¹³⁶, qui est à la tête de l'Association de l'Etablissement d'Histoire Turque. Cette approche donne en effet la possibilité aux lecteurs d'atteindre les multiples faces de la question pour former leurs propres opinions.

En revanche, une chronique parue dans le journal Sabah le 25 septembre 2005 tente de façonner les opinions des lecteurs dans le sens souhaité du journal même. Par exemple, dans le coin de droite se trouve une information qui annonce que la décision du tribunal est provocatrice. Juste en dessous les articles provenant de la presse internationale qui disent que l'annulation de la Conférence est anti-démocratique.

Une autre chronique qui figure au milieu de la page du journal Cumhuriyet qui souligne la monophonie des thèses des participants et en bas une information qui

¹³² L'Université Bilgi: Une des premières universités privées turques qui a une structure libérale

¹³³ Muhsin Yazıcıoğlu: fondateur du BBP et ancien militant du MHP

¹³⁴ BBP: Le Parti de la Grande Unité est un parti politique de Turquie. Il s'agit d'un parti ultranationaliste et islamiste, lié aux "Alperen Ocakları" (tendance synthèse islamo-nationaliste), qui s'est séparé du Milliyetçi Hareket Partisi (Parti de l'Action Nationaliste), parti ultranationaliste d'extrême droite, dans les années 90.

¹³⁵ Prof. Dr. Yusuf Hallaçoğlu: historien et directeur de Türk Tarih Kurumu (l'Institut d'Histoire Turque)

¹³⁶ Centre de Recherche Atatürk de l'université Boğaziçi: L'institut qui se trouve au sein de L'Université Bilgi, qui est une université libérale, anglophone, qui permet au développement des opinions pluralistes en histoire.

reprend l'opinion de Deniz Baykal¹³⁷ qui a annoncé que même s'ils sont contre cette Conférence, l'annuler est un acte anti-démocratique.

De la même manière les journaux Zaman et Birgün aussi ont un discours monolithique concernant la question. A titre d'exemple une chronique paru dans le journal Zaman le 24 septembre 2005 souligne que « selon les juristes le tribunal n'a pas le droit d'annuler la Conférence », en continuant ainsi sa tendance progouvernementale. Le journal a également publié les avis de Olli Rehn¹³⁸ qui a annoncé que la décision du tribunal est provocatrice.

Section III- Discours nationaliste

Lorsque nous nous intéressons aux informations parues dans les journaux nous remarquons qu'elles ont un discours plutôt neutre, alors que les chroniques ne gardent points cette impartialité. En effet, la presse générale a tendance d'être sur la même lignée que le gouvernement, qui s'abstient d'avoir un comportement radical concernant le sujet afin de ne pas troubler les relations avec l'Union Européenne. Donc de façon générale, la presse écrite n'est ni proche ni loin du discours officiel. Cependant, ceux qui sont radicalement pour la thèse officielle se montrent plutôt dans les chroniques et très peu dans les informations. Par exemple, un des écrivains du journal Hürriyet, qui était de gauche auparavant, note ses pensées nationalistes dans son chronique du 27 septembre de suite : *“Les pourparleurs de l'Union-Européennes affirment que repousser la date de la Conférence arménienne aura un effet pervers dans le processus d'intégration à l'Union. Les lois concernant le génocide approuvé en France, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, en Grèce et dans les autres pays européens sont-elles vraiment démocratiques? (Hürriyet, 27. septembre 2005)*

¹³⁷ Deniz Baykal est un homme politique turc né le 20 juillet 1938 en Turquie Cumhuriyet Halk Partisi (Le parti républicain du peuple). Il est le président général du parti.

¹³⁸ Olli Rehn: Finlande, est un homme politique finlandais. Il est commissaire européen chargé de l'élargissement dans la Commission Barroso depuis le 22 novembre 2004.

Ensuite, l'auteur défend le discours officiel, mais remarquant que cela est contradictoire avec son ancien comportement de gauche, de libertaire, il développe dans un autre article paru le 1er octobre, pour défendre le contraire : *“Défendre que les événements de 1915 ne sont pas un génocide ne signifie pas défendre la thèse officielle. Mes opinions ressemblent à celles de la République turque et de ses citoyens”*. (*Hürriyet*, 1 octobre 2005)

Özdemir İnce, dans sa chronique parue le 2 octobre, affirme que la référence d'Elif Şafak, une des participants à la Conférence, enseignante à l'Université d'Arizona, est un institut factif contre la Turquie : *“Pourquoi Elif Şafak nous cache que l'Institut Zoryan est une Association arménienne qui défend et prépare ces factifs?”* (*Hürriyet*, 2 octobre 2005)

Ali Sirmen, un des écrivains du journal *Cumhuriyet*, qui est en même temps juriste, traite la question dans son chronique parue le 30 septembre, au niveau du discours officiel de l'histoire turque et reprend les clichés ou le discours national est utilisé comme preuve : “

Les anglais détenaient le livre « Mavi Kitap » qu'ils l'ont fait écrire à Arnold Toynbee, qui est devenu plutôt la thèse des arméniens mais qui s'est avéré n'être qu'un instrument de propagande. (*Cumhuriyet*, 30 septembre 2005)

Une des informations ou nous avons remarqué d'emblée le discours nationaliste dans la période en question est parue dans le journal *Hürriyet* intitulée “Erivan, toi aussi parle de tout ça!”. Tel que nous pourrions remarquer par la phrase reprise ci-dessus, il s'agit plutôt d'une attitude nationaliste qui cherche à manipuler le peuple: *“Et nos 32 diplomates, victimes des actes terroristes d'ASALA, les innocents turcs massacrés? Erivan va-elle organiser une conférence pour ses martyrs?”* *Hürriyet*, 26 septembre 2005

Section IV- APPROCHE FACTUELLE-APPROCHE CONNOTATIVE

Lorsque nous avons analysés pendant 15 jours les 83 informations parues dans les journaux en question, nous avons remarqué une abondance des termes connotatives.

Dans la période où se déroulait la Conférence, du aux négociations qui allaient commencer le 3 octobre, il était possible dans les discours implicites des informations de remarquer ce genre de recherches.

Par exemple, Şahin Alpay dans sa chronique du 24 Ekim 2005 parue dans le journal Zaman, nous rappelle les critères de Maastricht et de Copenhague et soutient l'attitude du gouvernement à la fois vis-à-vis de la Conférence et de leur effort concernant l'Union Européenne, en soulignant que ne pas réaliser cette Conférence peut faire penser que nous n'appliquons pas suffisamment les critères de Copenhague.

Un autre exemple se trouve dans une information parue le 25 octobre dans le journal Birgün. L'information intitulée « *la Conférence est réalisée, l'image est sauvée* » affirme que la Conférence n'est qu'un papier peint, elle est réalisée car il reste 10 jours aux négociations avec l'Union Européennes.

La thèse concernant, « *les critères, de L'Union Européenne qui permettent à la Turquie de faire un pas en avant dans la démocratisation* », tel souligné par Murat Belge, qui a participé à la Conférence, semble renforcer les rappels concernant l'Union Européenne.

Un autre point, nous remarquons l'existence des discours qui porte la trace, dans la politique, d'une orientation vers l'opportunisme après ce que la démocratie turque a vécu dans son histoire et dans la période actuelle.

Nous avons également témoigné des informations qui nous rappellent la célèbre formule de Süleyman Demirel "Hier c'est hier". À titre d'exemple une information est parue dans le journal Sabah le 25 Septembre avec le même titre

qui résume: *“Le juge Yaman qui a annulé la conférence défendait fortement la liberté de pensée dans un communiqué qui’il a annoncé peu de temps avant”*.

Dans la même lignée, le journal Hürriyet a publié une information le 24 septembre intitulée *“Que tu l’appécies ou non, c’est la décision du juge”*, lorsque nous analysons en détail, nous remarquons une attitude de se cacher derrière une légalisme. L’information a une tendance instable étant donné qu’elle considère implicitement cette décision d’annuler la Conférence illégale mais elle communique également les opinions des académiciens qui sont pour la décision.

Il existe également des discours connotatifs concernant la notion des « libertés », que les trouvons plutôt dans le journal Birgün, qui est au gauche. Les information qui y sont parues se réfèrent plutôt sur la liberté de développer des idées et des opinions et sur le fait d’être ouvert au discours pluraliste qui est une des nécessités de la démocratie.

L’article paru dans le journal Birgün le 26 septembre intitulée *“Un autre tabou s’est renversé”* nous rappelle l’existence des sujets tabous en Turquie. Elle souligne qu’avec cette conférence un pas important est fait au niveau des libertés. D’ailleurs, une autre information parue le 28 septembre contient des discours connotatifs concernant la liberté d’expression. L’information intitulée « l’idée fixe » résume déjà la pression existante du discours officiel en Turquie, soulignant qu’il est difficile d’exprimer une opinion qui s’oppose à l’opinion dominante.”

Selon l’information, il existe des “techniciens d’opinion” des académiciens combatant qui sont tous les deux des entraves devant le développement d’opinions pluralistes et devant l’établissement, pour la science, d’un environnement pluraliste. La même information souligne que même l’utilisation du terme “génocide” est interdit, en reprenant les paroles du professeur Fikret Adanır de l’Université de *Bochum Ruhr* qui a écrit *“j’utilise le terme génocide”*.

Cependant les journaux Sabah et Zaman ont également traité la question des libertés insinuant que le succès des activités du gouvernement notamment par

leur attitude de défendre les libertés. Par exemple, Ergun Babahan, dans sa chronique du 26 septembre intitulée *“Une attitude libertaire”* développe que l’applaudissement de la Turquie dans l’Europe et le monde actuels est dû au gouvernement d’AKP et de leur attitude dans le sens de développer les libertés et la polyphonie. Babahan note également concernant notre histoire qu’il peut y avoir des éléments autant négatifs que positifs pour nous rappeler les moments difficiles que notre histoire et notre démocratie ont du subir.

De la même manière, une chronique similaire est parue dans le journal Zaman le 27 septembre, rédigé par Şahin Alpay intitulée *“Le tabou arménien prend fin”*. La connotation de celle-ci est en fait que même un sujet tabou comme le problème arménien a pu être débattu grâce à cette conférence. Ensuite, dû à la tendance générale de journal Zaman et de leurs écrivains l’attitude de gouvernement a été applaudie par des phrases *“Le Premiers Ministre Recep Tayip Erdoğan et Le Ministre des Affaires Etrangère Gül ont joué un rôle important dans la réalisation de cette conférence.”*, « le gouvernement a protégé la liberté d’expression » en connotant également que le voile fait partie de la liberté de pensée et que le gouvernement d’AKP a une attitude générale pour les libertés.

CONCLUSION

Un des éléments fondamentaux d'un régime démocratique est sans doute la participation politique. Car, les citoyens doivent d'abord développer leurs propres opinions dans l'espace public. Ainsi, les journaux indépendants se donnent comme l'élément essentiel des démocraties contemporaines. En ce sens, les journaux doivent établir un espace public ouvert à tous, au sein duquel les opinions contradictoires peuvent se rencontrer, se débattre de manière libre. La presse a une place décisive dans la formation de l'espace public. Or, de nos jours, elle a tendance à développer un discours en fonction de l'Etat et de son idéologie dominante et de la conjoncture économique.

Dans cette perspective, la Conférence « ... » qui a eu lieu dans l'Université Bilgi au 23-24 septembre 2005, peut être considérée comme un tournant dans l'histoire de la République turque, dans la mesure où l'opinion publique a tenté de débattre ce sujet qui est resté longtemps comme un tabou. La réalisation de cette Conférence est d'autant importante lorsque nous remarquons que les idées qui s'opposent à l'idéologie officielle de l'Etat ont eu la possibilité d'être exprimé. En ce sens, la presse, dû à leur fonction d'informer le public, a donné largement la place à ce sujet, que ce soit au niveau des articles de presse ou des informations qui ont parues dans les unes. Mais lorsque nous nous sommes intéressés à ces informations dans le cadre de la théorie d'agenda-setting, ces journaux ont en général façonné celle-ci en fonction de leur tendance politique et de leur relation avec le gouvernement. Ainsi, nous avons pu remarquer des « vides d'information » ou des tentatives de sous-considération des informations.

Un autre point que nous avons remarqué est le fait que les informations et les commentaires ne peuvent plus être différenciés. Les associations d'idées qui se trouvent dans les informations mettent en exergue que la Conférence a été traité

non pas en fonction d'un format d'information mais plutôt en fonction de celui de commentaire.

Même si cette Conférence peut être considérée comme un tournant, les structures économiques de la presse, la domination de l'idéologie de l'Etat, ont poussé la presse à répéter la thèse officielle ou à développer un discours nationaliste. En revanche, nous avons pu remarquer que même si le journal maintient une tendance précise concernant la question, certains journalistes, quand à eux, ont pu exprimer leurs propres opinions même si cela s'oppose avec celle du journal pour lequel ils travaillent.

Pour ainsi dire, même ce moindre événement met en évidence que la presse, qui a un rôle essentiel dans la formation des opinions dans l'espace public, n'est e effet le reflet de la vie politique. La presse est autant libre, égalitaire et démocratique que la vie politique du pays en question. Mais la presse peut également avoir une fonction inverse. Elle a la possibilité d'orienter les régimes politiques de manière positive comme dans le cas de « Dreyfus ». Donc pour un régime, ainsi que pour une presse démocratique, il est nécessaire d'avoir des journalistes plus vigoureux, pour que les informations puissent être plus libre, indépendantes, afin d'établir une culture démocratique.

BIBLIOGRAPHIE

A-OUVRAGES GENERAUX

Adorno, Theodor W. Minima Moralia Sakatlanmış Yaşamdan Yansımalar, İstanbul : Metis yay., 2002

Althusser, Louis. İdeoloji ve Devletin İdeolojik Aygıtları, trad. Alp Tümertekin, İstanbul : İthaki yay., 2003

Akşin, Sina. Ana Çizgileriyle Türkiye'nin Yakın Tarihi, Ankara : İmaj Yay., 1998

Bektaş, Arsev. Kamuoyu, İletişim, Demokrasi, İstanbul : Bağlam yay., 2000

Cankaya, Özden. TRT Bir Kitle İletişim Kurumunun Tarihi : 1927-2000, İstanbul : YKY, 2003

Cayrol, Roland. Média et Démocratie: La dérive, Paris: Presses de Science Po, 2004

Cem, İsmail. Ana Çizgileriyle Türkiye'nin Yakın Tarihi, İstanbul : Can yay, 1998

Chomsky, Noam. Medya Gerçeği, trad. Abdullah Yılmaz, Osman Akınhay, 3^{ème} edition, İstanbul: Everest yay., 2002

Erdoğan, İ. , Alemdar, K. (Öteki Kuram, Kitle İletişimine Yaklaşımların Tarihsel ve Eleştirel Bir Değerlendirmesi, Ankara: Erk Yay., 2002

Giddens, Anthony. Tarihsel Materyalizmin Çağdaş Eleştirisi, trad. Ümit Tatlıcan, İstanbul: Paradigma yay., 2000

Girgin A., Haber Yazma Teknikleri (Haberci Adayını El Kitabı), İnkılap yay. İstanbul, 1998

Gramsci, Antonio. Hapishane Defterleri, trad. Adnan Cemgil, İstanbul: Belge yay., 2003

Eagleton, Terry. İdeoloji, trad. Muttalip Özcan, İstanbul: Ayrıntı yay., 2005

Elliott P., Murdock G ve Schlesinger P.'den aktaran Ç. Dursun, Tv Haberlerinde İdeoloji, İmge yay., Ankara, 2001

Emrence, Cem. 99 Günlük Muhalefet Serbest Cumhuriyet Fırkası, İstanbul: İletişim yay., 2006

Habermas Jürgen, L'Espce Public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, éd. Payot, Paris, 1978

Habermas, Jürgen. Kumsallığın Yapısal Dönüşümü, trad. Tanıl Bora, Mithat Sancar, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2000

İnuğur, Nuri. Basın Yayın Tarihi, 3^{ème} edition, İstanbul : Der yay., 1993

Kapani, Münci. Politika Bilimine Giriş, Ankara : Bilgi yay., 1999

Kejanlıoğlu, D. Beybin. Türkiye'de Medyanın Dönüşümü, Ankara: İmge yay., 2004

Platon, Devlet, trad. Azra Erhat, Samim Sinanoğlu, Dünya Klasikleri, İstanbul: Çağdaş yay., 1998

McQuail, D et Windahl, S. İletişim Modelleri-Kitle İletişim Çalışmalarında-, Trad..Konca Yumlu, 2^{ème} édition., Ankara: İmge Kitabevi, 2005

Meyer, Thomas avec Hinchman, Lew. Medya Demokrasisi [Medya Siyaseti Nasıl Sömürgeleştirir], trad. Ahmet Fethi, İstanbul: Türkiye İş Bankası Kültür Yay., 2002

Neumann, E. N. Kamuoyu Susukunluk Sarmalının Keşfi, trad. Murat Özkök, Ankara : Dost Kitabevi, 1998

O'Neil, J. (1992) Journalisme in Market Place New York: Routhledge, 1992

Postman, Neil. Televizyon Öldüren Eğlence, İstanbul : Ayrıntı yay., 2004

Soysal, Mümtaz. 100 Soruda Anayasanın Anlamı, İstanbul : Gerçek Yay., 1997

Sönmez, Mustafa. Filler ve Çimenler Medya ve Finans Sektöründe Doğan/ Anti Doğan Savaşı, İstanbul : İletişim yay., 2003

Söylemez, Alev. Medya Ekonomisi ve Türkiye Örneği, Ankara : Haberal Eğitim Vakfı, 1998

Tanilli, Server. Devlet ve Demokrasi Anayasa Hukukuna Giriş, İstanbul : Çağdaş yay., 1996

Tılıç, Doğan. Utanıyorum ama Gazeteciyim, İstanbul : İletişim yay., 1998

Topuz, Hıfzı, II. Mahmut'tan Holdinglere Türk Basın Tarihi, İstanbul : Remzi Kitabevi, 2003

Toker, Metin. Şeyh Sait ve İsyanı, İstanbul : Yenigün Haber Ajansı, 1998

Tokgöz, Oya, Temel Gazetecilik, Ankara, İmge Kitabevi, 2000

Tunaya, Tarık Zafer. Hürriyet'in İlanı, II. Meşrutiyetin Siyasi Hayatına Bakışlar, İstanbul : Yenigün Haber Ajansı, 1998

Türk Dil Kurumu Türkçe Sözlüğü, İstanbul : 1992

Türkiye Gazetecileri Hak ve Sorumluluk Bildirgesi

Zürcher, E.J. Modernleşen Türkiye'nin Tarihi, trad. Yasemin Saner Gönen, İstanbul: İletişim yay., 2000

B-ARTICLES

Dahlgren, Peter. L'Espace Public et Média Une nouvelle ère, trad. M. Abélè, D. Dayan et E. Maigret, London, Routhledge, 1991

Dorin Bregman, La Fonction d'Agenda: Une Problématique En Devenir, Hermès n°4, Paris, Edition CNRS, 1989

George, Eric. Du concept d'espace public à celui de relations publiques généralisées, Université du Québec Montréal, 1999, <http://composite.org/99.1/george4.htm>

Verstraeten, Hans. Medya ve Kamusal Alanın Yapısal Dönüşümü, trad. Süleyman İrvan, in. Medya, Kültür, Siyaset, Ankara : Alp Yayınevi, 2002

Keane, John. Kamusal Alanın Yapısal Dönüşümleri, trad. Süleyman İrvan, in. Medya, Kültür, Siyaset, Ankara : Alp Yayınevi, 2002

Kongar, Emre. 21. Yüzyılda Türkiye, 2000'li Yıllarda Türkiye'nin Toplumsal Yapısı, İstanbul : Remzi Kitabevi

Mardin, Şerif. Sivil Toplum, in. Türkiye'de Toplum ve Siyaset, Makleler 1, dir. M. Türköne, T. Önder, İstanbul: İletişim yay., 1991

Mardin, Şerif. Tanzimat Fermanı'nın Manası, in. Türkiye'de Toplum ve Siyaset, Makleler 1, dir. M. Türköne, T. Önder, İstanbul: İletişim yay., 1991

Dacheux, Eric. Pour une nouvelle appréhension théorique de l'espace public, in. L'Europe qui se construit (dir. E. Dacheux), Presses Universitaires de St Etienne, 2003: 230–245. 03 Octobre 2003), http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/view_sic_espa_fr.html

Golding, Peter, Murdock, Graham. Kültür, İletişim ve Ekonomi Politik, trad. D. Beybin Kajanlıoğlu, in. Medya, Kültür, Siyaset, Ankara : Alp Yayınevi, 2002

Garnham, Nicholas. Contribution to a Political Economy of mass-communication, Media, Culture and Society ed. Collins, Richard; Curran, James; Garnham, Nicholas; Scannel, Paddy; Schlesinger, Philip et Sparks, Colin, Sage: London 1986

Çakmur, Barış. Kültürel Üretim Ekonomisi Politiki Kültürün Metalaşmasında Genel Eğilimler, Kültür ve İletişim Dergisi, 1998

Habermas, Jürgen. Siyasal Katılım Kendi Başına Bir Değer mi?, trad. Tanıl Bora Toplum ve Bilim 27, İstanbul: Birikim yay., 1984

C- SITES INTERNET

Gözler, Kemal. “İslahat Fermanı”, www.anayasa.gen.tr/islahatfermani.htm

<http://www.belgenet.com/secim/3kasim.html>

<http://www.tmsf.org.tr/docs/duyuru/basin/tr/cukurova0008.htm>

<http://www.tmsf.org.tr/docs/ilanlar/tr/uzang2.doc>

<http://www.tmsf.org.tr/docs/ilanlar/tr/ba010407.pdf>

<http://www.rd.org.tr/>

<http://www.netgazete.com/ratingtiraj/tiraj.htm>

ANNEXE I

Yayın Tarihi	Yayın Adı	Başlık	Sayfa	
1	21.09.2005	CUMHURİYET	ERMENİ KONFERANSI 23 EYLÜL DE BAŞLIYOR	5
2	21.09.2005	BIRGUN	TARAFSIZ BÖLGE	16
3	21.09.2005	BIRGUN	ERMENİ KONFERANSI SONUNDA YAPILIYOR	4
4	23.09.2005	HURRIYET	ÖZDEMİR İNCE'NİN KÖŞE YAZISI	26
5	23.09.2005	BIRGUN	MAHKEME KARARIYLA TOPLANAMIYOR	6
6	23.09.2005	BIRGUN	ÜNİVERSİTELER: YASAL HAKLARIMIZI KULLANACAĞIZ	6
7	23.09.2005	AKSAM	HERKES KIZDI	1
8	24.09.2005	ZAMAN	KONFERANSA ÇÖZÜM BULUNDU YENİ ADRES...	1
9	24.09.2005	ZAMAN	ŞAHİN ALPAY'IN KÖŞE YAZISI	17
10	24.09.2005	HURRIYET	ERTUĞRUL ÖZKÖK'ÜN KÖŞE YAZISI	29
11	24.09.2005	CUMHURİYET	ALİ SİRMEN'İN KÖŞESİ	4
12	24.09.2005	HURRIYET	BEĞEN VEYA BEĞENME YARGI KARARI	29
13	24.09.2005	HURRIYET	ERDAL SAĞLAM'IN KÖŞE YAZISI	16
14	24.09.2005	CUMHURİYET	HİKMET ÇETİNKAYA'NIN KÖŞESİ	5
15	24.09.2005	HURRIYET	TÜYO BAKANIN	1
16	24.09.2005	HURRIYET	HADİ ULUENGİN'İN KÖŞE YAZISI	23
17	24.09.2005	CUMHURİYET	ERMENİ TOPLANTISININ YERİ DEĞİŞTİ	1
18	24.09.2005	BIRGUN	REZALETEN U DÖNÜŞÜ	1
19	24.09.2005	SABAH	DÜN DÜNDÜR	1
20	24.09.2005	BIRGUN	FİKRİ SAĞLAR'IN KÖŞE YAZISI	5
21	24.09.2005	AKSAM	BURASI TÜRKİYE BİZDE BÖYLE	1
22	24.09.2005	SABAH	REHA MUHTAR'IN KÖŞESİ	26
23	24.09.2005	SABAH	LAGENDİJİK HAYAL KIRIKLIĞI YAŞADIM..	28
24	24.09.2005	SABAH	ADALET BAKANI ÇİÇEK KONFERANSA YOL GÖSTERDİ	28
25	25.09.2005	SABAH	MEHMET BARLAS IN KÖŞE YAZISI	5
26	25.09.2005	HURRIYET	AHMET HAKANIN KÖŞE YAZISI	7
27	25.09.2005	AKSAM	KIZIL ELMA HAM ÇIKTI	1
28	25.09.2005	HURRIYET	ÖZGÜR TARTIŞMA ÖZGÜR PROTESTO VE İNÖNÜ DERSİ	1
29	25.09.2005	SABAH	SOLİ ÖZEL İN KÖŞE YAZISIS	31
30	25.09.2005	SABAH	ERDAL İNÖNÜ YE DOMATES ATILAR	29
31	25.09.2005	SABAH	ERMENİ KONFERANSI TARTIŞMALI BAŞLADI	28
32	25.09.2005	CUMHURİYET	KONFERANSTAN NOTLAR	8
33	25.09.2005	CUMHURİYET	ERMENİ TOPLANTISINDA TARTIŞMA ÇIKTI	1
34	25.09.2005	CUMHURİYET	ESİNTİLER	15
35	25.09.2005	BIRGUN	KONFERANS YAPILDI ZEVAHİR KURTULDU	4
36	25.09.2005	BIRGUN	ERBİL TULALP'İN KÖŞE YAZISI	6
37	25.09.2005	ZAMAN	4 AYDIR TARTIŞILAN KONFERANS GERGİN BAŞLADI	1
38	26.09.2005	ZAMAN	KONFERANSA TEPKİ GÖSTEREN PROFESÖR SALONDAN ATILDI	5
39	26.09.2005	ZAMAN	YUMURTALI EYLEME KIZDI; İMAJIMIZI ZEDELEYENLERİ İBRETLE İZLİYORUZ	7
40	26.09.2005	HURRIYET	AHMET HAKAN'IN KÖŞE YAZISI	4
41	26.09.2005	HURRIYET	ERİVAN SEN DE BUNLARI KONUŞ	1
42	26.09.2005	HURRIYET	PAŞA'YA GÖRE ERMENİ SAYILARI	24
43	26.09.2005	HURRIYET	FERAİ TİNÇ'İN KÖŞE YAZISI	20
44	26.09.2005	CUMHURİYET	IŞIK KANSU'NUN KÖŞESİ	17

45	26.09.2005	BIRGUN	'BİR TABU DAHA YIKILDI'	4
46	26.09.2005	CUMHURİYET	ERMENİ KONFERANSI BİTTİ	8
47	26.09.2005	CUMHURİYET	KAZANCI SOYKIRIM UYGULANMADI	8
48	26.09.2005	BIRGUN	KİRPI	13
49	26.09.2005	SABAH	ERGUN BABAHAN'IN KÖŞESİ	1
50	27.09.2005	ZAMAN	ERMENİ KONFERANSI KATILIMCILARINDAN AK PARTİ'YE ÖVGÜ	5
51	27.09.2005	ZAMAN	ŞAHİN ALPAY'IN KÖŞE YAZISI	17
52	27.09.2005	HURRIYET	EMİN ÇOLAŞAN'IN KÖŞESİ	5
53	27.09.2005	HURRIYET	ERTUĞRUL ÖZKÖK'ÜN KÖŞESİ.	25
54	27.09.2005	HURRIYET	TÜRKİYE RAHATLADI	25
55	27.09.2005	HURRIYET	ÖZDEMİR İNCE'NİN KÖŞESİ	24
56	27.09.2005	HURRIYET	İLTER TÜRKMEN'İN KÖŞESİ	7
57	27.09.2005	HURRIYET	YALÇIN DOĞAN'IN KÖŞESİ	17
58	27.09.2005	HURRIYET	HADİ ULUENGİN'İN KÖŞESİ	20
59	27.09.2005	CUMHURİYET	TOKTAMIŞ ATEŞ'İN KÖŞESİ	3
60	27.09.2005	BIRGUN	ÖMER MADRA'NİN KÖŞE YAZISI	11
61	27.09.2005	CUMHURİYET	BİR ERMENİ KONFERANSI DA İSTANBUL ÜNİVERSİTESİ'NDEN	5
62	27.09.2005	ZAMAN	BU DEFA OYUN AK PARTİ'YE	5
63	27.09.2005	ZAMAN	İSTANBUL ÜNİVERSİTESİ DE ERMENİ KONFERANSI DÜZENLEYECEK	5
64	28.09.2005	ZAMAN	ABDULLAH GÜL ÜN KÖŞESİ	16
65	28.09.2005	HURRIYET	ERMENİ KONFERANSINA SUÇ DUYURUSU	27
66	28.09.2005	BIRGUN	ERMENİ KONFERANSI İÇİN 17 KİŞİYE SUÇ DUYURUSU	5
67	28.09.2005	BIRGUN	OĞUZHAN MÜFTÜOĞLU'NUN KÖŞE YAZISI	5
68	28.09.2005	CUMHURİYET	İNÖNÜ REKTÖRÜ TOPLANTIYI REDDETTİ	5
69	28.09.2005	CUMHURİYET	KONFERANSI ABD İSTEDİ	5
70	28.09.2005	CUMHURİYET	17 KİŞİ HAKKINDA SUÇ DUYURUSU	5
71	28.09.2005	BIRGUN	SABİTFİKRİN TAHAKKÜMÜ	12
72	29.09.2005	CUMHURİYET	TOKTAMIŞ ATEŞ'İN KÖŞESİ	3
73	29.09.2005	CUMHURİYET	ALİ SİRMEN'İN KÖŞESİ	4
74	29.09.2005	ZAMAN	ŞAHİN ALPAY'IN KÖŞE YAZISI	17
75	30.09.2005	ZAMAN	ERHAN BAŞYURT'UN KÖŞESİ	13
76	30.09.2005	BIRGUN	HRANT DİNK'İN KÖŞE YAZISI	6
77	30.09.2005	CUMHURİYET	ALİ SİRMEN'İN KÖŞESİ	4
78	30.09.2005	BIRGUN	BASKIN ORAN'IN KÖŞE YAZISI	11
79	30.09.2005	CUMHURİYET	ORHAN BİRGİT'İN KÖŞESİ	7
80	01.10.2005	HURRIYET	ÖZDEMİR İNCE'NİN KÖŞE YAZISI	28
81	01.10.2005	ZAMAN	ŞAHİN ALPAY'IN KÖŞESİ	17
82	02.10.2005	HURRIYET	ÖZDEMİR İNCENİN KÖŞE YAZISI	28
83	05.10.2005	CUMHURİYET	SÖZ OKURUN	6

ANNEXE II Les chroniques et les informations parues du 21.09.2005 au 05.10.2005 dans lesquelles il existe un discours nationaliste (C : Chronique , I: Information)

Yayın Tarihi	Yayın Adı	Tür	QUOTATION
23.09.2005	HURRIYET	C	Topraklarının bir bölümünün tapusunu hiç düşünmeden ve insaniyet adına Ermenilere vermeli miydi yoksa kendi egemenlik haklarını korumak amacıyla onlara tehcir mi uygulamalıydı?
24.09.2005	HURRIYET	C	Bu konferansa kızıyor olabiliriz. Başından beri ben de bu konferansa karşıyım.
26.09.2005	HURRIYET	I	Ya ASALA'nın kurbanı 32 diplomatımız ya katledilen masum Türklere ne olacak? Erivan, bu şehitlere konferans yapacak mı?
26.09.2005	CUMHURİYET	C	Boğaziçi, Sabancı ve Bilgi üniversitelerinin özerk katkı ve ısrarlarıyla düzenlenen "İmparatorluğun çöküş döneminde Osmanlı Ermenileri" adlı konferans hazır gerçekleşmişken, Bilal Şimşir'in kitabına da aldığı önerisini tüm özerk üniversitelerimize anımsatmakta yarar görüyoruz.
27.09.2005	HURRIYET	C	Bilal Şimşir'in kitabını okursanız eskilerin "ermeni gailisi" dediği bu büyük ve emperyalist belanın içyüzünü ve perde arkasını belgelerle görüp öğreneceksiniz. Bela başımıza 18. yüzyılda musallat edilmiş, halen de sürüp gidiyor.
27.09.2005	HURRIYET	C	AB'nin utanmaz ağızları ermeni konferansı'nı ertelemenin AB sürecine zararı dokunacağını ilan ediyorlar. Bre Allah'tan korkmaz, Peygamber'den utanmazla; Fransa'nın, İsviçre'nin, Belçika'nın , Almanya'nın, Yunanistan'ın ve öteki Ab devletçiklerinin parlamentolarının çıkardıkları soykırım yasaları demokrasiye çok mu uygun?
29.09.2005	CUMHURİYET	C	İngilizlerin elinde, Arnold Toynbee'ye yazdırdıkları, daha sonra Ermeni savlarının başlıca dayanağını oluşturan, ne var ki, yazarının da sonradan bir propaganda malzemesi olmanın ötesinde bir önem taşımadığını söylediği "Mavi Kitap" vardı.
30.09.2005	CUMHURİYET	C	Önceki günkü AP birleşiminin aldığı en yeni koşul, yani Türkiye'den bir de Ermeni Soykırımı'nın tanınmasını isteyen ultimatoma, acaba geçen hafta Bilgi Üniversitesi'nde gerçekleştirilen konferansın aktif katılımcıları ve düzenleyicileri üstünde nasıl bir etki yapmıştır?
01.10.2005	HURRIYET	C	1915 olaylarının soykırım olarak tanımlanamayacağını savunmak, resmi görüşün temsilcisi olmak anlamına gelmez. Türkiye Cumhuriyeti Devleti ve halkın görüşü ile benim görüşüm benzeşiyor
02.10.2005	HURRIYET	C	Elif Şafak, Zoryan Enst. Ermeni fesatlarının savunucusu ve hazırlayıcısı olan bir Ermeni Vakfı olduğunu neden gizliyor?

ANNEXE III Les discours connotatif qui ont eu place dans les articles de presse et les informations du 21.09.2005 au 05.10.2005. (A:Article, I: information, DC : Discours connotatif)

Yayın Tarihi	Yayın Adı	Türü	Tipi	TITRE
23.09.2005	AKSAM	I	DC	"Sansüre AB'de hükümet de tepkili"
24.09.2005	ZAMAN	I	DC	"Karara YÖK de tepki gösterdi"
24.09.2005	ZAMAN	C	DC	"Önce Ankara kriterleri"
24.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Doğu Perinçek, cesur bir girişimle İsviçre mahkemesine 'Soykırım yoktur' demenin suç olmadığını kabul ettirdi"
24.09.2005	HURRIYET	I	DC	"Beğen ya da beğenme yargı kararı"
24.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Türkiye'nin yakalamaya çalıştığı insan hakları ve özgürlükler standartlarıyla bağdaştığını düşünmenin pek mümkün olmadığını"
24.09.2005	CUMHURİYET	C	DC	"Ama ne yazık ki Türkiye'de bunlar oluyor"
24.09.2005	HURRIYET	I	DC	"Rektör: Ülke zorda kaldı"
24.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Konferans adaleti"
24.09.2005	CUMHURİYET	I	DC	"Başbakan hukuka aykırı davrandı"
24.09.2005	SABAH	I	DC	"Dün Düdüdü"
24.09.2005	BIRGUN	C	DC	"Doğru don biçmek!"
24.09.2005	AKSAM	C	DC	"Burası Türkiye biz de böyle!"
24.09.2005	SABAH	C	DC	"Dünya bir intiba edindi durumumuz hakkında nasılsa.."
24.09.2005	SABAH	I	DC	"Çiçek'in dediği, O günden bugüne bir çok gelişme var"
25.09.2005	SABAH	C	DC	"Konferans iyi ki yasaklanmış"
25.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Hainler! Bizi arkamızdan hançerliyor!"
25.09.2005	AKSAM	C	DC	"Bir gece ansızın gelebiliriz sloganı"
25.09.2005	HURRIYET	I	DC	"öğrenciden sağduyulu ses"
25.09.2005	SABAH	I	DC	"Konferansın mevzii"
25.09.2005	SABAH	I	DC	"Üniversite karakola döndü"
25.09.2005	CUMHURİYET	C	DC	"Korkularımızdan kurtulmadıkça sağlıklı bir siyasi gelecek kuramayacağız."
25.09.2005	CUMHURİYET	C	DC	"Devletin devlete ettiği..."
25.09.2005	BIRGUN	I	DC	"Konferans yapıldı zevahir kurtuldu."
25.09.2005	BIRGUN	C	DC	"Bir varmış bir yokmuş"
25.09.2005	ZAMAN	I	DC	"Burası Türkiye beni korumayın!"
26.09.2005	ZAMAN	I	DC	"Yumurtalı eyleme kızdı: İmajımız zedeleyenleri ibretle izliyoruz"
26.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Cengiz Çandar'a savunma taktikleri"
26.09.2005	HURRIYET	I	DC	"Erivan sen de bunları konuş"
26.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Bu mektup yanıtız bırakılmaz"
26.09.2005	CUMHURİYET	C	DC	"Özerk üniversitelere bir öneri"
26.09.2005	BIRGUN	I	DC	"Bir tabu daha yıkıldı"
27.09.2005	ZAMAN	I	DC	"Böyle devam ederse bir sonraki seçimde oyumu AKP'ye atacağım" Baskın Oran
27.09.2005	ZAMAN	C	DC	"Ermeni tabusu bitti."
27.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Ermeni gailisi"
27.09.2005	HURRIYET	I	DC	Türkiye rahatladı"
27.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Ucuz demokrasinin yahnisi"
27.09.2005	HURRIYET	C	DC	"Konferans temizliği"
27.09.2005	ZAMAN	I	DC	"Bu defa oyum AKP"
28.09.2005	ZAMAN	C	DC	"Dış güçlerin siyasi amaçlarına dikkat!"
28.09.2005	BIRGUN	I	DC	"Sabit fikrin tahakkümü"
30.09.2005	ZAMAN	C	DC	"Solcu aydınlar AKP'yi neden övdü?"
30.09.2005	BIRGUN	C	DC	"Tarihi konferanstan sahneler"
30.09.2005	CUMHURİYET	C	DC	"Daha maratonun başındayken..."

Tez Danışmanı
Doç. Dr. Hülya Uğur Tanrıöver

Jüri Üyesi
Prof. Dr. Merih Zıllıoğlu

Jüri Üyesi:
Prof. Dr. Ercan Eyüboğlu

Enstitü Müdürü
Prof. Dr. İdil Kaya